



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern EDI
Département fédéral de l'intérieur DFI
Bundesamt für Sozialversicherungen BSV
Office fédéral des assurances sociales OFAS



Plan directeur de recherche 2013 – 2016
«Sécurité sociale»

Table des matières

Condensé	1
1. Introduction	6
1.1 Mandat	6
1.2 Objectifs	7
2. Vue d'ensemble du domaine politique «Sécurité sociale»	8
2.1. Contexte général et orientation stratégique	8
2.2. Rétrospective 2008–2011	12
2.3. Financement de la recherche dans le domaine de la sécurité sociale	19
2.4. Défis à relever pour la sécurité sociale	22
3. Priorités et thèmes de recherche pour 2013 à 2016	24
4. Financement 2013–2016	29
4.1. Planification des ressources pour la période 2013–2016	29
4.2. Conséquences de l'«Examen des tâches dans la recherche financée par l'administration fédérale»	30
5. Acteurs et interfaces	31
5.1. Enquête sur les interfaces	31
5.2. Interfaces avec d'autres offices fédéraux	31
5.3. Interfaces avec les hautes écoles	34
5.4. Interfaces avec des institutions d'encouragement de la recherche	40
5.5. Coopération internationale	42
6. Organisation et assurance qualité	45
6.1. Organisation interne	45
6.2. Assurance qualité et transfert de connaissances	47
• Bibliographie	52
Annexe	
• La recherche de l'administration fédérale	57
• Vue d'ensemble des recherches menées par d'autres offices fédéraux dans le domaine de la sécurité sociale	63
• Bibliographie sur le domaine thématique «Sécurité sociale»	69
• Impressum	

CONDENSÉ

Le Conseil fédéral a défini, dans son message relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation (FRI), onze domaines politiques pour lesquels des plans directeurs de recherche doivent être établis sous la responsabilité d'un office fédéral. Le plan directeur est un document stratégique pour les activités de recherche de l'administration fédérale, recherche dont les résultats sont nécessaires à l'accomplissement des tâches de l'administration et à la mise en œuvre des politiques publiques. Office responsable du domaine politique «Sécurité sociale», l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) a été chargé d'en rédiger le plan directeur de recherche pour la période 2013–2016.

Un des objectifs centraux de ce document est de donner une vue d'ensemble des activités de recherche prévues dans ce domaine, afin d'**informer** tous les acteurs intéressés, d'améliorer la **transparence** et surtout de **légitimer** l'engagement de ressources financières et humaines dans ces activités. L'OFAS n'est pas le seul à mener des activités de recherche dans le domaine de la sécurité sociale. D'autres offices y participent aussi, par ex. le SECO ou l'OFSP. Un **inventaire détaillé des acteurs et des interfaces** a été établi pour le présent plan directeur. Il montre que ces activités sont déjà bien coordonnées et indique comment les acteurs tirent parti des synergies, notamment en ce qui concerne les connaissances spécialisées et la disponibilité des données. La coordination s'opère le plus souvent par la participation d'experts à des groupes de pilotage ou d'accompagnement de projet. Cette forme de coordination favorise une **application optimale des connaissances disponibles**, une **réflexion critique** sur les résultats des projets et une **valorisation** de ces résultats, et cela **de la part de tous les acteurs**.

La recherche menée par l'administration fédérale dans le domaine de la sécurité sociale suit les **grands enjeux** et les questions qui découlent de l'évolution constante de la société et de l'économie. Au niveau de la planification stratégique, les principales thématiques qui se dégagent pour les recherches à mener durant la période 2013–2016 sont les suivantes: **financement et finançabilité du système à long terme, monitoring** (suivi) et **analyse de la situation de groupes vulnérables**. Dans ce contexte, il convient aussi d'examiner si les **sous-systèmes** de la sécurité sociale produisent des **effets pervers**. Enfin, une autre tâche constante assignée à cette recherche répond à un mandat constitutionnel: **évaluer** systématiquement **l'efficacité des modifications de loi et des mesures prises** (art. 170 Cst.).

Recherches menées sur la sécurité sociale de 2008 à 2011

Un rapide regard sur les projets de recherche et d'évaluation de la dernière période FRI (2008–2011) permet de constater que toutes les priorités et les tâches spécifiées dans le dernier plan directeur ont pu se concrétiser, tant en ce qui concerne l'élaboration de bases générales que la réalisation d'évaluations. C'est ainsi que, pour le domaine de la prévoyance vieillesse, une analyse des données fiscales de 1,5 million de contribuables âgés de 25 à 99 ans a été effectuée. Elle montre que les personnes à la retraite ne sont plus exposées à un risque élevé de pauvreté. De nouveaux risques de ce type menacent plutôt des groupes spécifiques, ou se précisent dans des situations de vie données, parmi les personnes en âge de travailler. Dans le domaine de la prévoyance professionnelle, une analyse approfondie des frais de gestion de la fortune du 2^e pilier a permis d'articuler pour la première fois des chiffres fiables sur leur niveau

effectif. L'étude donne également des pistes pour accroître la transparence dans ce domaine et montre quelles voies s'offrent aux institutions de prévoyance pour optimiser leur pratique. Dans le domaine de l'assurance-invalidité, un premier programme pluriannuel de recherche s'est achevé en 2010 avec la publication d'un rapport de synthèse. Une vingtaine de projets ont été menés en vue d'élucider les raisons de l'évolution des rentes AI et d'évaluer les effets de certaines réglementations et mesures légales. Dans le domaine de la politique familiale enfin, un projet a évalué la durabilité des places d'accueil extrafamilial pour enfants créées grâce au programme d'aides financières, fournissant ainsi une base de décision dans la perspective d'un 3^e crédit d'engagement¹.

Une enquête auprès des offices fédéraux actifs dans le domaine de la sécurité sociale, des institutions fédérales de promotion de la recherche ainsi que des pôles de recherche des hautes écoles et des hautes écoles spécialisées montre clairement la densité des interconnexions: plus de la moitié des publications ont été réalisées en collaboration avec d'autres offices fédéraux, ou par des instituts de hautes écoles ou de hautes écoles spécialisées, ou encore par des organisations internationales.

Il ressort d'une statistique du Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER) qu'un demi-pour-cent seulement du budget global de la recherche de l'administration fédérale est consacré chaque année au domaine de la sécurité sociale, soit 1,1 million de francs en 2010, contre 14,3 millions pour la santé, ou 78 millions pour l'agriculture, pour ne citer que ces exemples. Si l'on considère l'importance économique des prestations du système de sécurité sociale (les dépenses sociales équivalent à quelque 30 % du PIB), il faut avouer que le budget réservé à l'élaboration d'un savoir de référence et d'évaluations servant aux processus de décision politiques paraît plus que modeste.

Thèmes et priorités de recherche pour 2013 à 2016

Une vue d'ensemble des thèmes de recherche possibles pour les quatre prochaines années, classés par priorités et par domaines, a été établie sur la base des résultats des projets de recherche et d'évaluation menés au cours de la dernière période, d'un sondage auprès des chefs de domaine de l'OFAS et d'une enquête auprès des offices fédéraux qui s'occupent aussi de questions liées à la sécurité sociale.

Dans le cadre des principales thématiques citées plus haut, différentes questions à examiner dans des projets de recherche ou d'évaluation se dessinent, et ce pour tous les domaines de la sécurité sociale. Ces domaines correspondent aux risques traditionnels couverts par le système, tels que vieillesse, maladie, accident, invalidité, chômage ou perte de soutien, ou ont à voir avec le développement de la sécurité sociale, de la politique familiale, de l'insertion ou réinsertion des personnes dont la capacité de gain est limitée, ou avec l'importance de nouveaux risques tels que les conséquences économiques du divorce ou les soins aux proches âgés.

¹ Depuis 2008, le secteur Recherche et évaluation (FuE) publie chaque année un rapport sur les projets achevés ou en cours à l'OFAS, disponible sur <http://www.bsv.admin.ch/praxis/forschung/00104/index.html?lang=fr>.
Tous les rapports de recherche peuvent être commandés ou téléchargés sur le site de l'OFAS: <http://www.bsv.admin.ch/praxis/forschung/publikationen>
<http://www.bsv.admin.ch/dokumentation/publikationen/00098/index.html?lang=fr>.

Priorités de recherche «Sécurité sociale 2013 – 2016»

Priorités	Financement et finançabilité à long terme	Monitoring et analyse des sous-systèmes et de la situation des groupes vulnérables, y compris sous l'angle des effets pervers et des prestations souhaitables	Evaluation des mesures prises et des modifications de lois
Domaines			
Bases générales et développement de la sécurité sociale et de la politique sociale	<ul style="list-style-type: none"> Evolution des prestations complémentaires sous l'angle des besoins et des ayants droit Politique sociale d'activation et «lutte contre la fraude» Mesure des coûts de réglementation de l'AVS/AI/APG 	<ul style="list-style-type: none"> Possibilités et limites de prolongation de la phase active des travailleurs âgés 	
Famille, générations et société			<ul style="list-style-type: none"> Evaluation des programmes et projets de protection des jeunes 3^e évaluation du programme d'incitation financière
Prévoyance vieillesse et prévoyance professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> Consolidation financière de l'AVS Conséquences des mécanismes de pilotage dans l'AVS Effets à long terme de l'immigration de main-d'œuvre qualifiée sur l'AVS Incitations à la rente anticipée dans la prévoyance professionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> Evolution de la situation économique des personnes avant et après le départ à la retraite 	
Invalidité, handicap et intégration	<ul style="list-style-type: none"> Consolidation financière de l'AI 	<ul style="list-style-type: none"> Gestion par cas (<i>case management</i>) Interfaces et passages entre l'AI et les autres sous-systèmes de sécurité sociale Personnes souffrant de problèmes psychiques Adolescents et jeunes adultes 	<ul style="list-style-type: none"> Evaluation des 4^e, 5^e et 6^e révisions de l'AI Méta-évaluation (synthèse) des projets pilotes selon l'art. 68^{quater} Réadaptation AI Evaluation des mesures médicales de l'AI
Assurance-chômage et réinsertion		<ul style="list-style-type: none"> Chômage de longue durée Situation de fortune, différences culturelles et durée du chômage Evolution du revenu et situation économique des immigrés 	<ul style="list-style-type: none"> Evaluation des effets de la politique active du marché du travail
Assurance-maladie et accidents	<ul style="list-style-type: none"> Promotion de la «longévité en bonne santé» Prévention et recherche sur le système de fourniture des soins dans l'optique d'un gain d'efficience 	<ul style="list-style-type: none"> Promotion de la santé auprès des groupes vulnérables 	

La **planification** des activités de recherche à l'OFAS suit un **rythme annuel**, avec des adaptations en cours d'année. Les priorités fixées sont traduites concrètement dans des programmes, des projets, des mandats donnés à des experts ou des contributions financières à des projets de recherche d'autres offices ou institutions. L'année suivante est planifiée dans le cadre du processus budgétaire ordinaire sur la base des projets en cours ou annoncés par les domaines. En outre, la planification à court terme de l'année en cours est régulièrement contrôlée et adaptée le cas échéant.

S'agissant de la **planification des ressources**, le plan financier de l'OFAS prévoit, pour 2013, 611 000 francs pour des mandats externes, montant répété jusqu'en 2016 avec 1,5 % d'augmentation. Le budget du programme de recherche sur l'assurance-invalidité (PR-AI 2) prévoit encore 430 000 francs par année en 2013, 2014 et 2015 pour des projets externes de recherche et d'évaluation. A cela s'ajoutent les fonds prévus par les lois spéciales ou accordés par arrêté du Conseil fédéral, par ex. pour l'évaluation du programme d'incitation financière ou pour les programmes de protection des jeunes.

Dans le cadre du programme de consolidation et de réexamen des tâches 2014 (CRT 2014), le Conseil fédéral a réexaminé les activités de recherche du secteur public et a décidé, le 8 juin 2012, que les départements devront, dès 2014, réaliser des économies structurelles dans ce domaine. Quand bien même le montant à économiser par l'OFAS n'a pas encore été définitivement fixé, il convient de souligner qu'une réduction des moyens financiers consacrés à la recherche est susceptible de restreindre du même coup les activités de recherche sur les thématiques susmentionnées.

Organisation et assurance qualité

A l'OFAS, l'**organisation des projets** est basée sur le principe du **tandem**. Un collaborateur spécialisé du domaine concerné et un représentant du secteur Recherche et évaluation (FuE) assument ensemble la direction du projet et la responsabilité opérationnelle. Ce tandem sollicite au besoin le soutien d'experts ou de spécialistes internes ou externes. Un groupe d'accompagnement épaulé le tandem sur toute la durée du projet. Il est formé de personnes disposant du savoir-faire professionnel et méthodologique propre à l'office, de représentants des domaines concernés et d'acteurs extérieurs (parties prenantes). Pour les projets lancés dans le cadre de programmes de recherche ou d'évaluation de grande envergure, un niveau de décision supplémentaire est prévu, par ex. sous la forme d'un groupe de direction ou de pilotage (présidé en règle générale par le chef du domaine concerné).

Au chapitre de l'**assurance qualité**, l'OFAS a rédigé un **manuel de la recherche** qui complète les directives de la Confédération à ce sujet. Il explique sur quelles bases et de quelle manière les activités de recherche sont menées à l'OFAS en collaboration avec les domaines. Une harmonisation poussée des processus et des instruments, ainsi qu'une description précise des responsabilités des acteurs impliqués, doivent permettre d'obtenir une qualité constante. Autre élément de l'assurance qualité, les **objectifs de formation continue convenus chaque année** pour tous les collaborateurs du secteur FuE. Ceux-ci étendent et approfondissent leurs connaissances en gestion de la recherche en participant de façon ciblée à des colloques et en suivant des cours proposés par des hautes écoles ou par l'administration fédérale elle-même.

On peut citer comme **objectifs concrets** en matière d'assurance qualité le contrôle et la mise à jour des prescriptions de qualité formulées dans le manuel, ainsi que la mise sur pied d'une offre interne de formation continue destinée aux (nouveaux) responsables de projet des domaines, consacrée à la préparation et à la réalisation de projets d'évaluation.

1. INTRODUCTION

1.1 Mandat

Le message relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation (message FRI) pour les années 2013 à 2016 prévoit à nouveau onze domaines politiques pour lesquels des plans directeurs de recherche doivent être définis². L'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) a été désigné office responsable du domaine politique «Sécurité sociale».

Le plan directeur est un document stratégique pour les activités de recherche de l'administration fédérale. Il doit, d'après les directives «L'assurance qualité dans les activités de recherche de l'administration fédérale» (2005)³, remplir les fonctions suivantes:

- informer les acteurs concernés et d'autres parties prenantes en vue d'améliorer la transparence de ces activités et d'en accroître la légitimité;
- coordonner les activités de recherche à l'intérieur des domaines politiques définis;
- favoriser la cohérence de ces activités en obligeant à fixer des priorités et à planifier les ressources.

Suivant les prescriptions du message FRI 2013-2016 et les recommandations formulées par le comité de pilotage FRI⁴ sur la base de son évaluation de l'assurance qualité dans la recherche de l'administration fédérale, le présent plan directeur aborde en détail les principaux acteurs de la recherche, ainsi que les interfaces entre l'OFAS et les autres offices fédéraux, les pôles de recherche des hautes écoles, les programmes de recherche du FNS et les activités d'encouragement de la CTI (chap. 5). Il expose également de manière approfondie les mesures prises et les objectifs visés en matière d'assurance qualité dans la gestion de la recherche à l'OFAS (chap. 6).

L'OFAS n'est pas le seul office fédéral à mener des recherches dans le domaine de la sécurité sociale. D'autres offices participent à ces activités, par ex. le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), avec des projets portant sur le marché du travail et l'assurance-chômage, ou l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), avec des recherches sur l'assurance-maladie et accidents⁵. L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG), l'Office fédéral des migrations (ODM) et l'Office fédéral du logement (OFL) lancent eux aussi des projets de recherche dans ce domaine politique. Enfin, l'Office fédéral de la statistique (OFS) récolte de nombreuses données sur la sécurité sociale et les prépare pour ses propres analyses ou pour d'autres⁶. L'OFS publie régulièrement un Programme pluriannuel de la statistique fédérale, qui contient aussi bien une rétrospective des objectifs atteints du programme précédent qu'un aperçu des nouvelles statistiques et des projets prévus pour les années à venir⁷.

² http://www.sbf.admin.ch/hm/sbf/bfi_13-16_fr.html

³ Ci-après: «Directives assurance qualité 2005».

⁴ Rapport final du comité de pilotage FRI «Evaluation de la mise en œuvre des directives d'assurance qualité et de l'utilisation des résultats de la recherche de l'administration fédérale», d'avril 2010.

⁵ L'OFSP est l'office responsable du domaine «Santé». Son Plan directeur de recherche «Santé» 2013–2016 (<http://www.bag.admin.ch/themen/gesundheitspolitik/00388/00390/01221/index.html?lang=fr>) présente entre autres les recherches menées concernant l'assurance-maladie et accidents.

⁶ Office fédéral de la statistique, thème 13: Protection sociale, <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/13.html>.

⁷ http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/institutionen/oeffentliche_statistik/bundesstatistik/mehrijahresprogramm.html

C'est principalement dans le cadre de l'analyse des interfaces que le présent plan directeur aborde les projets menés en commun avec les offices cités. Ce type de recherches est répertorié surtout a posteriori et permet de mieux renseigner sur les connaissances acquises durant la période de planification précédente, mais leur recensement peut aussi favoriser la coordination de futures activités de recherche dans le domaine «Sécurité sociale».

1.2 Objectifs

L'éventail des thèmes relevant du plan directeur de recherche «Sécurité sociale» découle directement des tâches et du mandat confiés à l'OFAS. Aux termes de l'art. 11 de l'ordonnance sur l'organisation du Département fédéral de l'intérieur (DFI), l'OFAS poursuit notamment les objectifs suivants:

- garantir la sécurité sociale en ce qui concerne les conséquences de la vieillesse, de l'invalidité et du décès du soutien de famille, ainsi que la perte de gain durant le service militaire, le service civil, la protection civile ou la maternité;
- développer durablement les assurances sociales en tenant compte de la conjoncture économique et sociale et de son évolution;
- soutenir et promouvoir la politique en faveur de la famille, des enfants, des jeunes et de la maternité;
- s'employer à réaliser un équilibre social entre les catégories ayant des capacités financières différentes.

La mission essentielle assignée à l'OFAS dans le cadre des activités de recherche de l'administration fédérale découle de ces objectifs et consiste donc à réaliser des analyses et à proposer des mesures pour les processus de décision politiques, à vérifier l'efficacité des mesures prises et des lois adoptées, et, le cas échéant, à repérer à temps les tâches et les problématiques qui se profilent.

D'autres contraintes thématiques proviennent des objectifs annuels formulés par l'OFAS, dont la réalisation peut dépendre de la mise à disposition des résultats de recherches spécifiques ou qui donnent lieu à des mandats de recherche ad hoc. C'est ainsi qu'une étude sur les frais de gestion de la fortune des institutions de prévoyance a été reprise dans le rapport sur l'avenir du 2^e pilier et que plusieurs projets en cours élaborent des références de base pour la prochaine réforme de la prévoyance vieillesse. Enfin, le Conseil fédéral a fixé dans le programme de législature 2011–2015 la ligne directrice suivante: «la cohésion sociale de la Suisse est renforcée et les défis démographiques sont relevés avec succès» (ligne directrice 4). Les objectifs d'amélioration de l'intégration (objectif 16) et de consolidation du financement de la protection sociale (objectif 19) qui en découlent orienteront directement la définition des thèmes de recherche pour les prochaines années⁸. Cela dit, le rythme annuel de la planification fait que même des activités de recherche prévues à longue échéance peuvent subir des modifications à court terme. C'est pourquoi l'option choisie pour le plan directeur de recherche, qui porte sur quatre ans, a été de formuler des points forts thématiques plutôt que des thèmes trop précis.

⁸ <http://www.bk.admin.ch/dokumentation/publikationen/00290/00878/index.html?lang=fr>.

2. VUE D'ENSEMBLE DU DOMAINE POLITIQUE «SÉCURITÉ SOCIALE»

2.1. Contexte général⁹

La structure du système de sécurité sociale reflète d'abord la vision d'une société sur les risques dont les conséquences économiques ne peuvent pas ou pas suffisamment être couvertes par la prévoyance individuelle. Font partie de ces risques les situations de détresse économique qui peuvent naître de la vieillesse, de l'incapacité de gain par suite de maladie ou d'invalidité, de la perte d'emploi ou du décès de la personne subvenant aux besoins. La prévoyance étatique vise en premier lieu à assurer le minimum vital dans des situations de détresse.

Le principe du droit à l'aide en situation de détresse inscrit à l'art. 12 Cst. ainsi que les objectifs sociaux du Conseil fédéral constituent la base du système suisse de sécurité sociale. Le secteur institutionnel des assurances sociales constitue une partie de ce système. Il comprend l'assurance-vieillesse et survivants (AVS), l'assurance-invalidité (AI), le régime des allocations pour perte de gain (APG), qui inclut depuis 2005 l'allocation de maternité, l'assurance-chômage (AC), l'assurance-accidents (AA), l'assurance-maladie (AMal) et la prévoyance professionnelle (PP). Font encore partie du système de sécurité sociale les prestations complémentaires (PC) à l'AVS et à l'AI, les allocations familiales (AFam) et l'assurance militaire (AM).

Les assurances sociales et l'aide sociale – accordée en complément par les cantons – ont pour but d'alléger ou d'éviter les situations de détresse. Pour prévenir les conséquences économiques de la vieillesse, du décès et de l'invalidité, la Suisse a mis en place le «système des trois piliers», constitué de l'AVS et de l'AI (1^{er} pilier), de la prévoyance professionnelle (2^e pilier) et de la prévoyance privée (3^e pilier). Le 1^{er} pilier est une assurance obligatoire pour tous, le 2^e pilier n'est obligatoire que pour les personnes exerçant une activité lucrative et à partir d'un revenu donné, le 3^e pilier enfin est facultatif, mais l'Etat l'encourage au moyen d'allégements fiscaux.

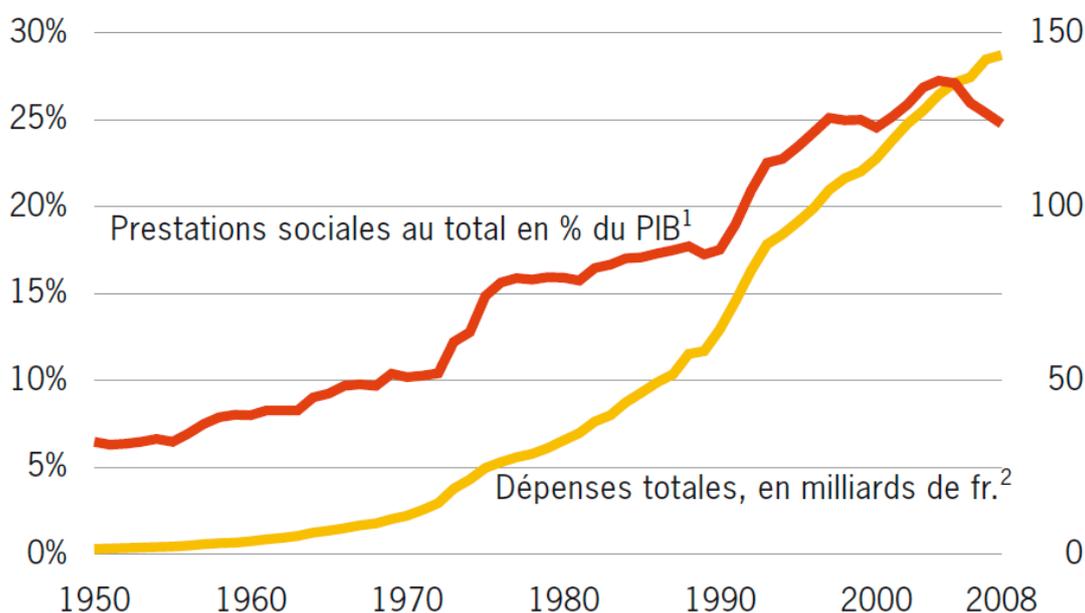
Les dépenses de sécurité sociale ont acquis au fil des ans, et pas seulement en Suisse, une importance économique considérable. Mesurée en taux des prestations sociales¹⁰, la part des prestations sociales (y compris les prestations de réinsertion) au produit intérieur brut se chiffre à 25 % et a donc presque quadruplé depuis 1950, où elle était de 6,5 %¹¹. Les prestations des assurances sociales en constituent la majeure partie.

⁹ Le contexte général de la sécurité sociale a déjà été présenté en détail dans le plan directeur de recherche 2008–2011. Les passages essentiels ont été repris et mis à jour dans le présent chapitre.

¹⁰ Le taux des prestations sociales est le rapport entre les prestations sociales et le PIB.

¹¹ A ce propos, et pour les indications et graphiques qui suivent, cf. OFS, Protection sociale, Panorama, février 2012.

Protection sociale: évolution à long terme **G 13.1**



- 1 Selon les Comptes globaux de la protection sociale, échelle de gauche
- 2 Aux prix courants, échelle de droite

Source: Panorama «Protection sociale», p. 1

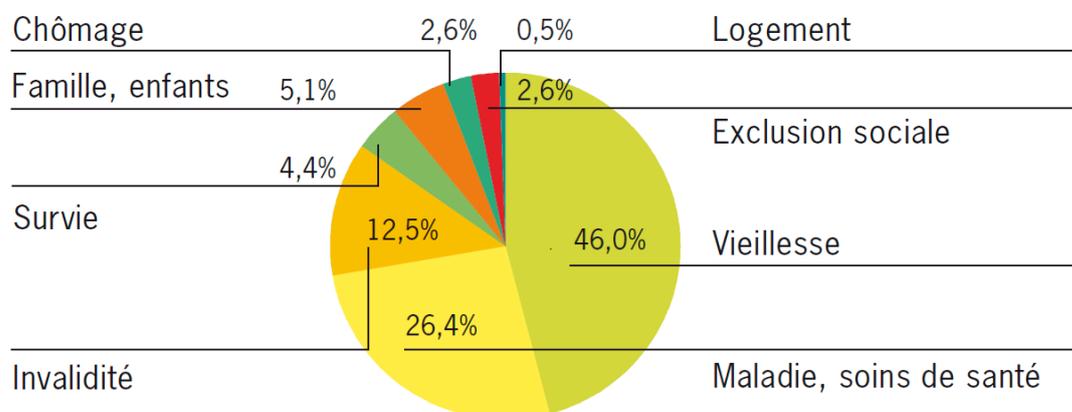
Une répartition des prestations sociales par type de risque ou par fonction (voir graphique ci-dessous) montre qu'en 2008, les risques vieillesse, maladie et invalidité étaient à l'origine de trois quarts environ des prestations. Celles destinées aux chômeurs, qui sont étroitement liées aux variations de la conjoncture, ne représentaient que 2,6 %. Les prestations qui visent à prévenir l'exclusion sociale (aide sociale surtout) restent relativement stables, à un niveau bas.

Il est bien évident que l'essentiel du poids économique de la sécurité sociale est lié à la prévoyance vieillesse et à la prévention des situations de détresse ainsi qu'à l'encouragement de la réinsertion à la suite d'une maladie, d'un accident ou en situation d'invalidité. Les autres types de risque cités revêtent une importance moindre, du moins à l'aune des dépenses des assurances prévues pour les couvrir. L'aide sociale, enfin, constitue le dernier filet de secours dans le système de la sécurité sociale. Elle relève de la compétence des cantons et fournit des prestations d'aide financière et matérielle lorsque la personne n'a pas ou (presque) plus droit à des prestations des assurances sociales.

Prestations sociales par fonctions, en 2008

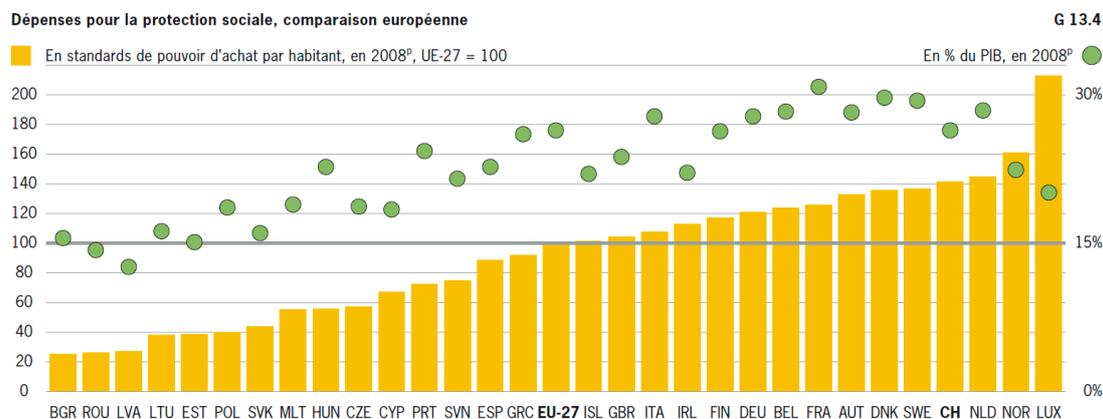
G 13.2

En % des prestations sociales



Source: Panorama «Protection sociale», p. 2

Jusque vers 1990, le taux des dépenses sociales en Suisse était, avec 20 %, plus bas que celui de la majorité des pays d'Europe occidentale et septentrionale. Depuis lors, ce pourcentage n'a cessé d'augmenter, et particulièrement durant la crise des années 90. Aujourd'hui, la Suisse fait partie des douze pays au taux des dépenses sociales le plus élevé.



Source: Panorama «Protection sociale», p. 3

La sécurité sociale dans le contexte sociétal

Au-delà de l'assurance des risques «classiques», l'évolution constante de la société ne cesse de confronter la sécurité sociale à de nouveaux défis. Les changements dans les formes de vie et les modes d'acquisition du revenu, la mobilité croissante des travailleurs, de leurs familles et des personnes retraitées font apparaître de nouveaux groupes vulnérables qui ne sont pas ou pas suffisamment couverts par les prestations d'assurance traditionnelles. L'évolution démographique, autrement dit la baisse ou la faiblesse de la natalité et l'augmentation de l'espérance de vie, déséquilibrent le système de prévoyance vieillesse existant. En Suisse, les

effets de l'évolution démographique sur le marché du travail ont été compensés jusqu'ici surtout par une forte immigration de main-d'œuvre qualifiée. Il est cependant vraisemblable qu'à long terme, l'écart toujours grandissant entre le nombre d'actifs qui atteignent l'âge de la retraite et celui des jeunes qui intègrent le marché du travail ne pourra plus être compensé par l'immigration. En raison du prolongement de la phase de formation et des départs anticipés à la retraite, toujours moins d'actifs doivent subvenir aux besoins d'un nombre croissant de retraités. Il paraît donc indispensable d'adapter la prévoyance vieillesse de façon appropriée, et cette nécessité a été prise en compte, comme nous l'avons signalé dans la ligne directrice 4 et l'objectif 19 du programme de législation 2011–2015.

De nouvelles prestations sociales, l'augmentation du nombre ou des catégories d'ayants droit, mais aussi du recours même aux prestations, ont produit et produisent un accroissement des dépenses de sécurité sociale. Le système ne doit donc pas seulement répondre à de nouveaux défis, mais le volume des prestations sociales, la prise en charge de leur coût et leur financement doivent être judicieusement adaptés aux nouvelles circonstances pour assurer la pérennité du système.

A cela s'ajoute que le système dans son ensemble doit affronter de nouveaux défis posés par certains de ses éléments, le domaine de la santé par exemple. Les investissements accrus dans ce domaine font progresser la médecine, contribuant entre autres à réduire la mortalité infantile, à augmenter l'espérance de vie et à maintenir un grand nombre de personnes en bonne santé et en activité. Cependant, la mise en place et l'entretien d'un système de santé performant pour l'ensemble de la population non seulement entraînent des coûts élevés, qui se répercutent sur le niveau des primes, mais encore, à long terme, font augmenter le potentiel de personnes âgées nécessitant de l'assistance et des soins, avec les coûts qui pourront aller de pair.

Les prestations de soutien aux familles, ou leur absence, ont aussi des conséquences dans le domaine de la sécurité sociale: la possibilité de concilier famille et activité professionnelle est une condition essentielle pour éviter la pauvreté. Les familles monoparentales et les personnes vivant dans des ménages disposant d'un seul revenu sont particulièrement souvent touchées par la pauvreté en dépit de l'exercice d'une activité lucrative, soit parce que les places d'accueil extrafamilial manquent, soit parce que le second salaire qui pourrait être réalisé ne permettrait pas de couvrir les frais de garde des enfants pendant les heures de travail.¹² Dans l'aide sociale également, les familles monoparentales constituent la catégorie d'allocataires la plus importante, du fait que les conséquences économiques d'une séparation ou d'un divorce ne font pas partie des risques classiques affectant le revenu et qu'aucune prestation spécifique n'est prévue pour ce groupe hormis les avances sur contributions d'entretien. Enfin, de nombreux couples renoncent, volontairement ou non, à avoir des enfants, compromettant ainsi un système de sécurité sociale fondé sur un rapport équilibré entre jeunes actifs et personnes âgées.

Les changements constants au sein de la société et sur le marché de l'emploi sont en lien étroit avec le système de sécurité sociale. En d'autres termes, la pérennité du système dépend de sa capacité de s'adapter aux modifications du contexte sociétal. Il en résulte, pour la recherche dans le domaine de la sécurité sociale, une thématique supplémentaire: à l'étude de

¹² BFS, 2012; Schwegler u.a. (2012) Familienfreundliche Steuer- und Tarifsysteime

l'organisation d'un système socialement équitable et solidaire, ainsi qu'au contrôle de l'efficacité et de l'efficience des prestations sociales, il convient d'ajouter l'analyse du contexte sociétal et de son évolution, attendue ou non.

2.2. Rétrospective 2008–2011

Dans le plan directeur de recherche pour la dernière période FRI (2008–2011), des priorités ont été définies sur la base d'un sondage auprès des chefs de domaine de l'OFAS et d'une enquête Delphi sur les besoins en matière de recherche dans le domaine de la sécurité sociale. En ce qui concerne l'assurance-vieillesse et survivants, les thèmes prioritaires étaient la maîtrise des effets de l'évolution démographique et la situation économique des actifs et des retraités. Pour l'assurance-invalidité, un vaste programme de recherche devait analyser en profondeur l'évolution du nombre de cas d'invalidité, ainsi que les incitations à la réinsertion professionnelle pour les bénéficiaires de prestations de l'AI comme pour les entreprises. Dans le domaine de la prévoyance professionnelle, la priorité allait à l'évaluation de la 1^{re} révision de la LPP, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre et les effets des nouvelles dispositions relatives à la transparence. Enfin, les besoins en matière de recherche et d'évaluation concernant la politique des générations, la politique familiale et la politique sociale ont été définis de concert avec le domaine Famille, générations et société.

En tout, 32 projets de recherche ont été réalisés à l'OFAS durant la dernière période FRI; leurs résultats ont été publiés dans la série «Aspects de la sécurité sociale». Des études de base ou des études de faisabilité ont également été menées, dont les résultats ont été communiqués au public intéressé sur le site Internet de l'OFAS ou résumés dans un article de la revue «Sécurité sociale» (CHSS). En parallèle avec la mise en œuvre du plan directeur de recherche 2008–2011, le secteur Recherche et évaluation a commencé à rédiger des rapports annuels¹³. Ces rapports recensent et décrivent systématiquement tous les projets en cours ou achevés durant l'année en question sur les thèmes de recherche de l'OFAS, et renseignent aussi sur d'autres activités, comme des conférences et des rencontres de transfert de connaissances. La préface du rapport annuel aborde chaque fois les principaux résultats obtenus durant l'année considérée, ou ceux qui ont suscité le plus d'intérêt. ARAMIS, le système d'information sur les projets de recherche, de développement et d'évaluation de l'administration fédérale, renseigne sur toutes les activités de recherche en cours ou ayant fait l'objet de publications, et fournit des liens permettant d'accéder directement aux publications.

Plutôt que d'énumérer l'ensemble des travaux publiés, nous avons choisi de présenter dans les pages qui suivent les principaux résultats des activités de recherche menées au cours des quatre dernières années sur les thèmes prioritaires énoncés ci-dessus.

Domaine Prévoyance vieillesse

Un vaste projet de recherche dans le domaine de la prévoyance vieillesse a porté sur la situation économique des actifs et des retraités¹⁴. Pour la première fois, les données individuelles de près de 1,5 million de personnes entre 25 et 99 ans, tirées des registres fiscaux

¹³ Tous ces rapports annuels sont disponibles sur <http://www.bsv.admin.ch/praxis/forschung/00104/index.html?lang=fr>.

¹⁴ «La situation économique des actifs et des retraités»

et du registre de la Centrale de compensation (CdC), ont été exploitées et analysées à cette fin. Cet instantané montre que le système des trois piliers de l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité remplit sa mission. La grande majorité des retraités jouissent d'une situation financière favorable, et seule une petite minorité (env. 6 %) doit se tirer d'affaire avec des moyens très limités. Mais le risque de pauvreté n'a pas disparu, il s'est déplacé vers d'autres groupes sociaux. Ce sont surtout les familles comptant trois enfants ou plus, de même que les femmes élevant seules leurs enfants ainsi que les jeunes invalides, qui souvent ne disposent que de moyens très réduits. En raison de ces résultats, les deux derniers groupes ont fait l'objet d'une autre analyse, plus approfondie. Une conclusion importante de cette étude est que les réformes futures de la prévoyance vieillesse ne devront pas seulement prendre en compte l'évolution démographique, mais aussi leurs effets sur la répartition des ressources entre les générations.

Dans le cadre des travaux préparatoires pour la prochaine réforme de la prévoyance vieillesse, une étude a comparé les réformes des retraites opérées dans cinq pays de l'OCDE et examiné dans quelle mesure il était possible d'en déduire des facteurs de succès pour la mise en œuvre¹⁵. Il est apparu que les conditions favorisant ce succès peuvent être très diverses. Ainsi, certaines réformes réussies prenaient en considération les exigences exprimées par les principaux acteurs politiques; d'autres ont bien fonctionné grâce à une dépolitisation des décisions sensibles, par ex. par l'utilisation d'un mécanisme autorégulateur qui procède automatiquement à des adaptations sur la base d'indicateurs économiques ou financiers, l'accord politique n'étant ici nécessaire qu'une fois, pour l'adoption du mécanisme. Enfin, le passage à un système entièrement nouveau est possible lorsqu'il se base sur des principes d'équité largement partagés au sein de l'opinion publique. Sur la base de ces résultats, trois modèles de réforme ont été esquissés pour l'AVS, qui sont susceptibles d'améliorer les perspectives financières de l'assurance tout en engendrant des conséquences sociales supportables et en étant politiquement acceptables pour la majorité des partis.

Domaine Prévoyance professionnelle

La recherche dans le domaine du 2^e pilier s'est concentrée, ces quatre dernières années, sur l'évaluation de la mise en œuvre et des effets de la 1^{re} révision de la LPP et – après l'issue négative de la votation sur le taux de conversion minimal – sur les possibilités pour les caisses de pension d'améliorer le rapport coût-bénéfice dans l'intérêt des assurés et les limites auxquelles elles se heurtent. L'évaluation de la 1^{re} révision de la LPP a montré que les caisses de pension ont repris les nouvelles dispositions dans leurs règlements de manière conforme à la loi¹⁶. La mise en œuvre active s'est faite de manière plutôt pragmatique, et souvent à l'initiative de la caisse de pension elle-même. Dans l'ensemble, cependant, les assurés ne connaissent pas suffisamment leurs droits et ne cherchent pas forcément à s'informer à ce sujet, et les représentants des salariés s'engagent peu pour siéger au sein de l'organe paritaire de gestion.

Les effets de l'abaissement du seuil d'accès à la prévoyance professionnelle ont été nettement plus visibles. Cette mesure de la 1^{re} révision de la LPP a permis à 140 000 personnes de plus de s'affilier au 2^e pilier, surtout des femmes, des personnes occupées à temps partiel et des

¹⁵ [«Adaptation des systèmes de retraite dans l'OCDE: Quels modèles de réforme pour la Suisse?»](#)

¹⁶ [«Umsetzung und Wirkungen der Vorschriften über die paritätische Verwaltung»](#)

personnes à faible revenu. Les premiers calculs-types semblent cependant indiquer que seule une partie de ces nouveaux assurés peut s'attendre à une élévation de son niveau de prévoyance vieillesse¹⁷. Pour les personnes ayant eu un revenu très faible durant leur phase active, le revenu disponible ne changerait pas, car la prestation supplémentaire du 2^e pilier serait contrebalancée par une diminution des prestations complémentaires. En revanche, la protection contre les risques liés au décès et à l'invalidité est bien meilleure avec le 2^e pilier. Les nouvelles personnes à bénéficier de cette couverture d'assurance sont surtout des femmes mariées ayant un taux d'occupation inférieur à 50 %, ce qui correspond à l'intention du législateur. Une enquête auprès des salariés et des entreprises confirme l'appréciation positive de l'abaissement du seuil d'entrée¹⁸. Cette mesure est saluée de part et d'autre, et l'on n'a pas relevé d'effets indésirables, comme des tentatives de contourner l'affiliation au 2^e pilier en réduisant les taux d'occupation. Ce n'est que pour les travailleurs atypiques que les besoins d'information restent importants. Les salariés au service de plusieurs employeurs peuvent, si leur salaire annuel total dépasse le seuil d'accès, s'assurer à titre facultatif au 2^e pilier; mais, souvent, cette possibilité n'est pas utilisée, soit parce que les salariés ne sont pas au courant de ce droit, soit parce que leurs employeurs (qui doivent participer aux cotisations sur une base paritaire) émettent des réserves. Dans l'ensemble, cependant, ces évaluations montrent que la 1^{re} révision de la LPP a pu renforcer le principe d'assurance et la responsabilité individuelle dans le système suisse de retraites. Il reste toutefois nécessaire d'informer les assurés de façon plus systématique et appropriée, mieux adaptée aux groupes cibles.

Une autre étude, qui s'est penchée sur le niveau, la transparence et l'exhaustivité des frais de gestion de la fortune affichés dans le 2^e pilier, a révélé un potentiel d'optimisation¹⁹. Une prise en compte intégrale de ces frais, y compris des impôts et des frais de transaction qui ne sont pas directement facturés aux caisses de pension, a révélé que les frais de gestion de la fortune devaient être estimés à 56 centimes en moyenne par 100 francs investis, plutôt qu'aux 15 centimes ressortant des comptes d'exploitation des institutions de prévoyance. Ces frais diffèrent beaucoup d'une caisse à l'autre et peuvent aller de 0,15 à 1,86 % du capital. Il est également apparu sur la moyenne des années 2005 à 2009 que, contre toute attente, plus les frais de placement de la fortune étaient élevés, plus le rendement net était réduit. Une plus grande discipline des institutions de prévoyance en matière de frais profiterait directement aux assurés et aussi, indirectement, aux institutions elles-mêmes, sous l'effet d'une concurrence accrue. Les auteurs de l'étude proposent aux institutions de prévoyance quelques moyens possibles pour améliorer le rapport entre les charges et les produits.

L'administration générale du 2^e pilier engendre des coûts importants, pour les institutions de prévoyance comme pour les entreprises elles-mêmes. Les coûts administratifs liés à des tâches typiques et fréquentes, comme le traitement des entrées, des sorties et des modifications salariales, mais aussi à des tâches plus rares mais qui prennent beaucoup de temps, comme le traitement des cas AI, des versements en capital ou des retraits anticipés de l'avoir de prévoyance dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement, ont été estimés au moyen d'une procédure complexe dans une autre étude²⁰. Ce sont les tâches les plus courantes qui, en raison de leur fréquence, engendrent les frais administratifs les plus élevés, à

¹⁷ [«Herabsetzung der Eintrittsschwelle in der 1. BVG-Revision»](#)

¹⁸ [«Auswirkungen der Herabsetzung der Eintrittsschwelle im Rahmen der 1. BVG-Revision auf Arbeitgebende und Arbeitnehmende»](#)

¹⁹ [«Frais de gestion de la fortune dans le 2^e pilier»](#)

²⁰ [«Verwaltungskosten der 2. Säule in Vorsorgeeinrichtungen und Unternehmen»](#)

commencer par le traitement des modifications salariales (au nombre de 4,5 millions par année) avec 130 millions de francs. En revanche, le traitement des demandes déposées dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement, dont le coût par cas est nettement plus important, ne coûte en tout qu'environ 6 millions de francs, car le nombre de cas est bien moindre. Les résultats permettent de conclure que l'importance des coûts administratifs du 2^e pilier est due en fin de compte à la complexité de sa structure et de son organisation, au financement par capitalisation et à la grande variété des solutions de prévoyance. Une réduction notable de ces coûts ne serait donc possible qu'au prix d'une simplification substantielle du système de la prévoyance professionnelle.

Domaine Assurance-invalidité

En raison de l'augmentation rapide des chiffres de l'invalidité et de l'endettement croissant de l'assurance-invalidité qui en est résulté, la 4^e révision de l'AI a créé, avec l'art. 68 LAI, une base légale qui permet de mener, dans le cadre de programmes pluriannuels de recherche et d'évaluation, des études ayant trait à l'exécution et à l'efficacité de la LAI. Il s'agissait de garantir ainsi à long terme l'étude systématique des causes de l'évolution constatée, de déduire des résultats obtenus les adaptations à apporter à la loi et enfin d'évaluer l'efficacité de ces adaptations. Le premier programme pluriannuel de recherche sur l'assurance-invalidité (PR-AI 2006–2009) s'est achevé en 2010 avec la publication d'un rapport de synthèse. Une vingtaine de projets ont été réalisés en tout et leurs résultats ont été publiés.

Les principaux résultats de ce programme ont trait à l'analyse différenciée des causes de l'augmentation rapide des chiffres de l'invalidité. Il a ainsi été possible de trouver des raisons contextuelles expliquant la forte progression du nombre de nouvelles rentes due aux cas de maladie psychique²¹. Une analyse approfondie de plus de mille dossiers AI de personnes atteintes de troubles psychiques et qui se sont vu octroyer une rente durant la période de 1992 à 2006 a fait apparaître que ce sont surtout les personnes pour qui les facteurs biographiques négatifs se cumulent qui sont le plus exposées à ce risque d'invalidité²². D'autres études ont montré que les employeurs ont peu d'expérience sur le comportement à adopter à l'égard des collaborateurs atteints de troubles psychiques, et que, dans un premier temps, les supérieurs hiérarchiques et les responsables du personnel perçoivent rarement les baisses de performance liées à ces troubles comme le signe d'une maladie²³. Si le contrat de travail est rompu avant que la maladie ne soit reconnue et traitée, la réinsertion des personnes s'avère plus difficile que dans le cas des personnes souffrant d'atteintes physiques. L'analyse des dossiers indique que les personnes atteintes de troubles psychiques bénéficient rarement de mesures d'ordre professionnel, alors que les décisions d'octroi de rente, et en général d'une rente entière, sont bien plus fréquentes. Comme ces troubles touchent aussi beaucoup d'assurés relativement jeunes, ces facteurs s'additionnent, augmentant le nombre de nouvelles rentes et créant pour l'assurance-invalidité une charge financière durable et donc élevée. En raison de ces résultats, diverses mesures de détection et d'intervention précoces, ainsi que de nouvelles mesures d'ordre professionnel destinées à des groupes à risque

²¹ [«Vorzeitiger Rückzug aus der Erwerbstätigkeit aufgrund von Invalidität im Vergleich zu alternativen Austrittsoptionen. Die Schweiz im internationalen Vergleich»](#)

²² [«Dossieranalyse der Invalidisierungen aus psychischen Gründen. Typologisierung der Personen, ihrer Erkrankungen, Belastungen und Berentungsverläufe»](#)

²³ [««Schwierige» Mitarbeiter. Wahrnehmung und Bewältigung psychisch bedingter Problemsituationen durch Vorgesetzte und Personalverantwortliche»](#)

spécifiques, ont été introduites dans la 5^e révision de l'AI et mises en œuvre. Quant à la 6^e révision, elle a notamment pour objectif une orientation plus poussée vers la réadaptation des personnes déjà au bénéfice d'une rente AI («nouvelle réadaptation des bénéficiaires de rente»), et elle prévoit aussi d'autres mesures susceptibles d'aider les employeurs à adopter un comportement adéquat envers les collaborateurs malades²⁴.

Dans l'optique des interactions entre plusieurs assurances sociales et de leur bon fonctionnement, un vaste projet de recherche a porté sur les charnières entre l'assurance-invalidité, l'assurance-chômage et l'aide sociale²⁵. Sur la période considérée (2004–2006), 930 000 personnes, soit 20 % de la population résidente en âge de travailler, ont eu recours au moins une fois au soutien d'un de ces trois systèmes; dans plus de la moitié des cas (56 %), il s'est agi d'une prestation de l'assurance-chômage. 8200 personnes (0,9 %) ont passé plus d'une fois d'un système à l'autre. Cet «effet tourniquet», comme on l'appelle, a donc été très rare durant cette période, contrairement à ce qu'on supposait. Cependant, le risque de devoir recourir aux prestations du système de protection sociale est réparti très inégalement entre les groupes sociodémographiques. Il est nettement plus élevé pour les personnes divorcées, les plus de 45 ans et les personnes d'origine étrangère. Il est aussi nettement plus important dans les cantons pourvus de grands centres urbains, ainsi que dans la Suisse francophone et italophone, que dans les petits cantons ruraux de Suisse alémanique. Les flux de personnes entre les sous-systèmes de la sécurité sociale fournissent des indications précieuses sur les groupes à risque, les effets et l'évolution du système dans son ensemble. Sur la base de cette première analyse, l'OFAS – en collaboration avec le SECO et la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) – a mis en place un monitoring à long terme et réalisera des études approfondies sur des questions spécifiques dans le cadre du 2^e programme pluriannuel de recherche sur l'assurance-invalidité (PR-AI 2 2010–2015).

Domaine Générations, familles et politique sociale

La loi fédérale sur les aides familiales à l'accueil extrafamilial pour enfants, édictée pour une durée limitée, est mise en œuvre depuis le 1^{er} février 2003 par l'OFAS, qui en évalue régulièrement l'application et l'impact. Par ce programme d'impulsion, la Confédération entend encourager la création de nouvelles offres. Des aides financières sont octroyées pour de nouvelles places dans des structures d'accueil collectif de jour et des structures d'accueil parascolaire. La deuxième évaluation a étudié en particulier les effets à long terme des aides financières sur les places ainsi créées et les effets d'impulsion du programme sur les conditions générales cantonales et locales, et elle a servi de base de décision pour le troisième crédit d'engagement²⁶. L'objectif de viabilité des nouvelles offres a été largement atteint, mais on n'a pu relever d'effets d'impulsion directs que ponctuellement.

La première évaluation des aides financières avait déjà montré que les coûts des places de crèche différaient beaucoup d'un endroit à l'autre²⁷. Les structures et les facteurs de coûts des crèches ont été examinés en profondeur dans 20 crèches des cantons de Vaud et de Zurich. L'exploitation des analyses des coûts complets a révélé que les différences entre les structures

²⁴ Pour plus de détails à ce sujet, voir le [Rapport de synthèse PR-AI](#), pp. 33 ss.

²⁵ [«Quantifizierung der Übergänge zwischen Systemen der Sozialen Sicherheit \(IV, ALV und Sozialhilfe\)»](#)

²⁶ [«Evaluation «Anstossfinanzierung». Nachhaltigkeit und Impulseeffekte der Finanzhilfen für familienergänzende Kinderbetreuung»](#)

²⁷ [«Finanzhilfen für familienergänzende Kinderbetreuung. Evaluation des Impacts»](#)

[«Finanzhilfen für familienergänzende Kinderbetreuung. Evaluation des Vollzugs»](#)

tenaient la plupart du temps à un seul facteur découlant d'une option stratégique, par ex. une situation très centrale, mais chère, ou un rapport d'encadrement particulièrement élevé, impliquant d'importantes charges de personnel. D'un point de vue économique, le meilleur moyen de réduire les coûts des places de crèche est d'assouplir les directives concernant la qualification et la structure du personnel d'encadrement, la taille maximale et la structure des âges des groupes, ainsi que les modes de prise en charge.

L'importance de l'accueil extrafamilial est incontestée, en particulier pour les personnes élevant seules leurs enfants, comme l'a montré une étude cherchant à établir quels bénéficiaires de l'aide sociale trouvent un travail durable. Les personnes élevant seules leurs enfants font plus d'efforts de réinsertion que les autres bénéficiaires interrogés et, si elles sont bien formées, elles parviennent aussi mieux à se réinsérer. Elles sont néanmoins plus nombreuses que la moyenne à travailler à temps partiel et font plus fréquemment partie des *working poor*. Il apparaît que ces personnes sont particulièrement motivées à trouver un travail parce qu'elles doivent élever leurs enfants et subvenir à leurs besoins, mais en même temps cette responsabilité leur complique la tâche²⁸.

Les personnes élevant seules leurs enfants ont peu de temps pour exercer une activité lucrative en plus de leurs tâches éducatives. Comme l'avait montré l'analyse des données fiscales mentionnée plus haut, elles appartiennent aux groupes à risque spécifiques qui ne disposent très souvent que de revenus limités.²⁹ L'examen des données fiscales du canton de Berne pour 2006 a permis d'analyser plus finement, pour la première fois, la situation des personnes non mariées qui vivent seules avec des enfants au sein d'un ménage³⁰. Les résultats obtenus confirment que les personnes élevant seules leurs enfants ne disposent souvent que de revenus très limités, en particulier parmi les jeunes et les femmes ayant plusieurs enfants³¹. Alors que 10 % des ménages sans enfant ont des revenus très limités, la proportion est de 16 % pour les hommes élevant seuls leurs enfants et de 30 % pour les femmes dans cette situation. En comparaison avec les femmes seules sans enfant, mais aussi avec les hommes élevant seuls leurs enfants, les femmes élevant seules leurs enfants ne tirent souvent qu'un bas revenu de leur activité lucrative, et la plupart ne disposent que de réserves très modestes: la moitié des femmes de cette catégorie ont une fortune inférieure à 4500 francs. Les prestations d'entretien jouent donc pour elles un rôle d'autant plus important; sans cet apport, le pourcentage des personnes au revenu très limité parmi les femmes élevant seules leurs enfants serait deux fois plus grand. C'est dire que les avances sur contribution d'entretien et l'aide au recouvrement remplissent une fonction de politique sociale non négligeable. Le revenu de l'activité lucrative étant déterminant, il est essentiel pour ces personnes de pouvoir concilier famille et profession.

Une participation suffisante au marché du travail est, on le voit, l'un des principaux facteurs de prévention de la pauvreté. Mais la notion de participation est bien plus large lorsqu'il s'agit de participer à la vie sociale ou de se sentir membre d'une communauté, selon ses propres possibilités et préférences, lorsqu'on a quitté le marché de l'emploi. Ce type de participation est vu comme un élément essentiel d'une vaste politique de la vieillesse ou des générations. Le

²⁸ [«Welche Sozialhilfe beziehenden Alleinerziehenden finden eine dauerhafte Erwerbsarbeit?»](#)

²⁹ Selon la définition de l'étude, les revenus sont très limités lorsqu'ils sont inférieurs à la moitié du revenu équivalent médian de l'ensemble des contribuables.

³⁰ [«La situation économique des ménages monoparentaux et des personnes vivant seules»](#) – Sur un total de 20 000 contribuables non mariés ayant des enfants de moins de 18 ans, environ 11 000 les élevaient seuls et 9000 vivaient en concubinage.

³¹ voir note 15.

Conseil fédéral a présenté en 2007 déjà une stratégie en matière de politique suisse de la vieillesse. Certains champs d'action majeurs de cette politique ne sont cependant pas de la compétence de la Confédération, mais de celle des cantons. Ainsi, la Constitution fédérale dit explicitement que l'aide et les soins à domicile en faveur des personnes âgées relève de la responsabilité des cantons (art. 112c, al. 1, Cst.). En vue de favoriser le développement de la politique suisse de la vieillesse, un état des lieux des conceptions, des stratégies et des rapports des cantons en matière de politique de la vieillesse a été établi³². Presque tous les cantons ont formulé leur propre politique, même s'ils lui ont donné des formes très variées et ont défini des priorités diverses. Cette diversité souligne la nécessité de concevoir la politique de la vieillesse comme un thème transversal et de l'envisager de façon globale. Au regard de l'évolution démographique, un développement coordonné des politiques cantonales et fédérale de la vieillesse apparaît désormais comme une tâche permanente de la politique sociale.

En plus d'études sur des questions de politique familiale, de politique sociale et de politique de la vieillesse, le plan directeur de recherche 2008–2011 prévoyait aussi de soumettre à une analyse approfondie le concept de politique des générations, compris dans une large perspective³³. Cette étude exploratoire avait pour but de passer en revue les concepts théoriques, avis d'experts et exemples pratiques du champ politique visé par les sciences sociales sous le terme de «politique des générations» dans un certain nombre de pays européens. Un de ses principaux résultats est le constat qu'il existe aujourd'hui encore un fossé considérable entre les concepts de cette politique et la réalité politique. La politique des générations est le plus souvent définie comme un champ transversal, qui favorise de nouvelles formes de solidarité extrafamiliale (au sens d'un «*generational mainstreaming*») et poursuit un ou plusieurs de ces cinq objectifs: promouvoir une participation équitable (également pour les générations futures); atténuer les conflits grâce à l'information; renforcer la solidarité entre les générations; promouvoir les possibilités de rencontres et d'échanges entre les générations; garantir le développement durable en tenant compte des conséquences à long terme des interventions et mesures d'aujourd'hui.

Tous les domaines et les priorités définis pour la recherche à l'OFAS pour la période 2008–2011 ont donné lieu à des projets de recherche et d'évaluation, parfois suivis d'autres projets. Le système du tandem (formé d'un responsable du domaine concerné et d'un responsable de la recherche) adopté pour piloter les projets permet de garantir non seulement que le mandat de recherche définit de façon aussi claire que possible le problème à étudier, mais encore que les résultats obtenus viennent enrichir le savoir des domaines et, dans l'idéal, soient directement mis à profit pour adapter la législation ou optimiser l'application des lois³⁴. Il arrive fréquemment que, durant la réalisation d'un projet ou au cours de la discussion interne ou publique de ses résultats et des constats empiriques, des questions plus précises ou nouvelles et urgentes se présentent pour la recherche. C'est aussi pour cela que quelques-unes des priorités et des questions de recherche citées dans ce chapitre et déjà traitées dans la dernière période FRI se retrouvent dans la planification de la période 2013–2016³⁵.

³² [«Kantonale Alterspolitiken in der Schweiz»](#)

³³ [«Konzeptualisierung und Messung des gesellschaftlichen Werts von Generationenbeziehungen»](#)

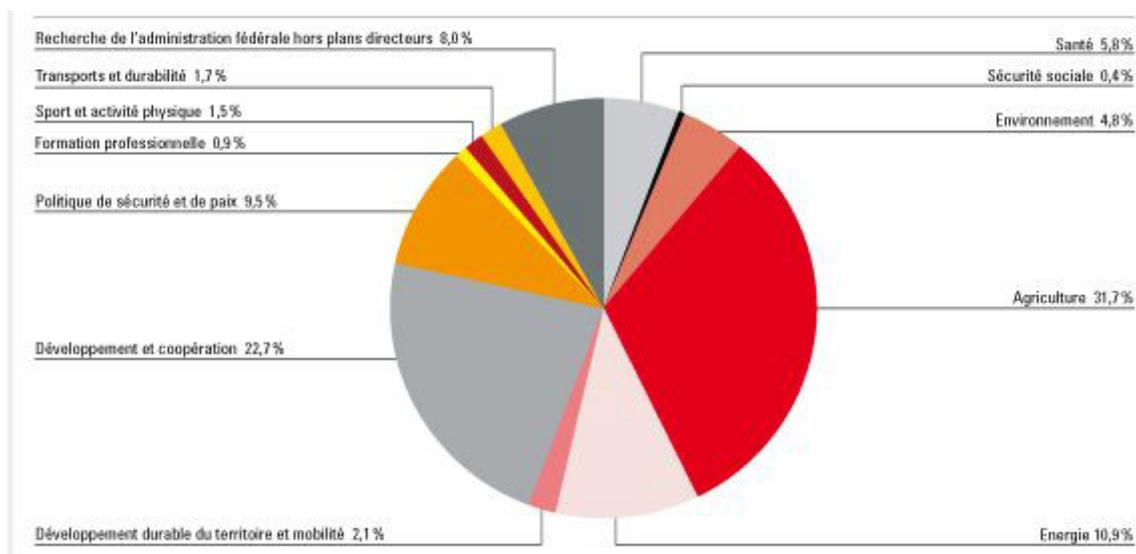
³⁴ Cf. chap. 6.

³⁵ Cf. chap. 3.

2.3. Financement de la recherche dans le domaine de la sécurité sociale

Un premier coup d'œil au financement de la recherche consacrée au domaine politique «Sécurité sociale» montre que les moyens engagés sont minimes au vu de l'importance économique de ce domaine. La vue d'ensemble de la répartition des fonds alloués en 2010 par la Confédération pour les recherches menées dans les différents domaines politiques indique pour la sécurité sociale un pourcentage de 0,4 %, ce qui correspond à 1,1 million de francs sur un total de 247 millions (cf. graphique ci-dessous). Pour la santé, le pourcentage était de 5,8 %, ce qui correspond à 14,3 millions de francs.

Répartition des fonds alloués à la recherche dans les différents domaines politiques 2010



Source: SER, 2012

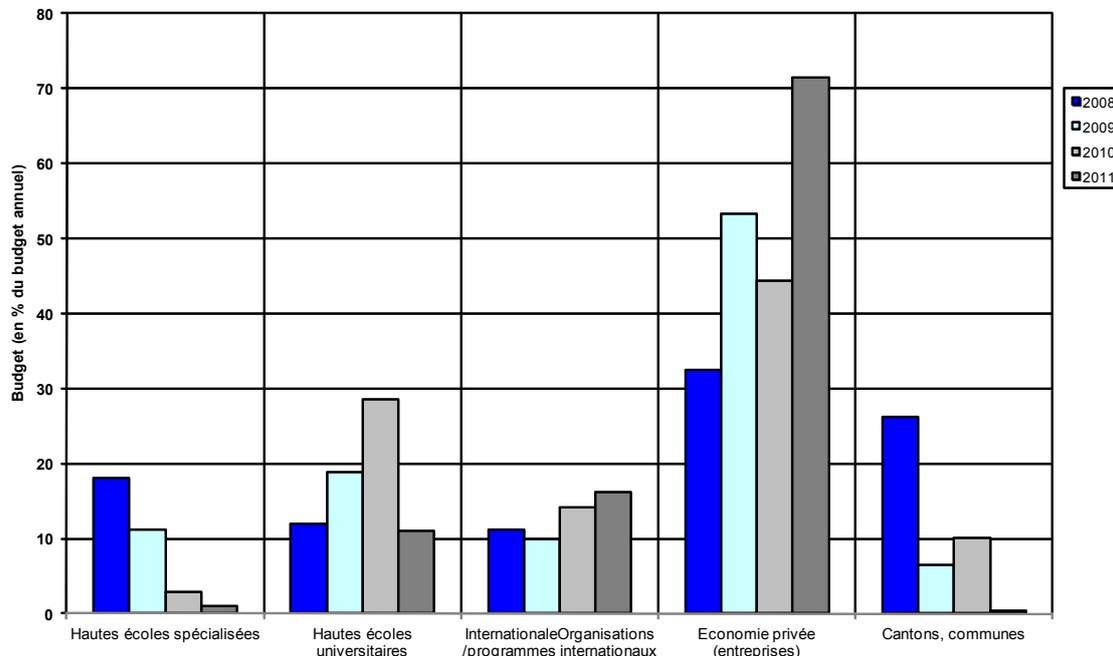
Ces données reposent sur les indications fournies par les offices fédéraux qui ont réalisé des projets de recherche et d'évaluation dans leur domaine thématique durant l'année de référence. Pour le domaine «Sécurité sociale», ont été recensées les activités de recherche de l'OFAS, mais aussi les projets en la matière menés par d'autres offices, par ex. par le SECO sur l'assurance-chômage, ou par l'ODM, l'OFAG ou encore l'OFL sur des questions de politique sociale.

Les activités de recherche dans le domaine de la sécurité sociale peuvent aussi être financées par d'autres sources, qui sont sans lien avec l'administration fédérale et n'apparaissent donc pas dans cette vue d'ensemble. Des cantons, des universités et des hautes écoles spécialisées, ainsi que d'autres institutions publiques ou privées, fournissent au besoin des fonds pour financer des projets de recherche, ou pour traiter des questions spécifiques. Ces fonds sont attribués en règle générale exclusivement à des projets précis et ne peuvent être recensés de façon systématique.

Le budget de la recherche à l'OFAS finance uniquement des projets de recherche et d'évaluation dans le domaine de la sécurité sociale. Le plus souvent, la réalisation de ces projets est confiée à des instituts de recherche privés, mais des universités et des hautes

écoles spécialisées acceptent aussi des mandats, qu'elles remplissent parfois en collaboration avec des instituts privés.

Répartition des fonds de la recherche à l'OFAS par catégories de récipiendaires



Source: ARAMIS, calculs de l'OFAS

La coopération avec des organisations internationales passe le plus souvent par des contributions, comme pour l'OCDE, les mandats de recherche confiés entièrement à des instituts étrangers constituant plutôt l'exception. Une collaboration plus étroite a été établie avec le Centre européen de recherche en politique sociale, à Vienne, et, dans le cadre du programme de recherche sur l'assurance-invalidité, avec l'Institut für Gesundheit und Sozialforschung (IGES) de Berlin.

Le tableau ci-dessous récapitule les fonds alloués à la recherche à l'OFAS pour la période 2008–2011.

Moyens consacrés par l'OFAS à la recherche de 2008 à 2011 (en milliers de francs)

Domaine	2008	2009	2010	2011
Assurance-vieillesse et survivants	387	380	404	470
Assurance-invalidité	544	783	442	273
Politique sociale en général	193	347	161	131
Total	1'124	1'510	1'007	874
(Budget R+E)	566	640	566	601
Lois spéciales	558	870	441	273

Source: ARAMIS, calculs de l'OFAS

Ce sont en tout 4,5 millions de francs qui ont été dévolus à la recherche à l'OFAS durant la période 2008–2011, dont 37 % pour des projets concernant la prévoyance vieillesse et survivants, 45 % pour l'assurance-invalidité et 18 % pour la politique sociale en général. Les pourcentages par domaine sont restés pratiquement inchangés par rapport à la période 2004–2007.

Le tableau ci-dessous indique les offices fédéraux qui ont annoncé des projets de recherche et d'évaluation durant la période 2008–2011 et qui les ont financés par des fonds de la Confédération, pour un total de près de 3 millions de francs.

Autres moyens consacrés à la recherche dans le domaine de la sécurité sociale de 2008 à 2011 (en milliers de francs)

Office fédéral	Santé et invalidité	Politique sociale en général	Marché du travail et chômage	Total
SECO ³⁶ (prévu:1,5 million)	397	1'061	989	2'447
Office fédéral du logement		73		73
Office fédéral des migrations	100			100
Office fédéral de l'agriculture		313		313
Total	497	1'447	989	2'993

Source: informations des offices

En additionnant le budget recherche de l'OFAS et les dépenses des autres offices fédéraux, on arrive à quelque 7,5 millions de francs pour des projets de recherche dans le domaine de la sécurité sociale pour la période 2008–2011, soit un peu moins que pour la période 2004–2007. Ce sont les projets consacrés à la santé et à l'assurance-invalidité qui se taillent la part du lion.

³⁶De nombreux projets de recherche du SECO ont été financés par le Fonds de l'AC (cf. annexe).

2.4. Défis à relever pour la sécurité sociale

Pour le dernier plan directeur de recherche (2008–2011), une enquête Delphi avait été réalisée au préalable à l'échelle suisse sur les lacunes à combler et les thèmes à traiter dans la recherche en matière de sécurité sociale. Ses résultats ont mis en évidence plusieurs défis et problématiques de première importance, qui continueront de déterminer l'orientation thématique de la recherche de l'administration fédérale dans ce domaine au cours de la prochaine période.

L'un des plus grands défis à relever pour la sécurité sociale reste l'**accroissement des exigences touchant la flexibilité et la productivité des travailleurs**, alors même que les rapports de travail et les situations familiales tendent à devenir moins stables. Bien que le taux de chômage en Suisse puisse être qualifié de faible en comparaison internationale, le nombre de chômeurs de longue durée, ou le chômage dit incompressible, continue d'augmenter après chaque récession. On constate une augmentation des activités à haut niveau de formation, alors que les personnes peu instruites ou aux capacités réduites sont exposées à une plus grande insécurité de l'emploi. Elles sont plus facilement licenciées et moins facilement réengagées. Les conséquences du chômage ou de l'instabilité des relations de travail ne concernent pas que l'assurance-chômage, mais souvent aussi l'assurance-maladie et l'assurance-invalidité, l'aide sociale, ainsi que, à long terme, la prévoyance vieillesse et les prestations complémentaires. Les personnes à l'emploi instable et au salaire bas ne peuvent en effet pas forcément constituer une prévoyance vieillesse suffisante et risquent d'être tributaires des prestations complémentaires après la retraite. La perception et le traitement des maladies psychiques ou de nouvelles maladies, tel le burnout, ont également changé. Ces atteintes peuvent être vues comme l'expression du surmenage, mais également comme une conséquence de l'instabilité des relations de travail ou du chômage de longue durée. Elles font augmenter le coût de la santé et sont souvent aussi à l'origine d'une rente d'invalidité. Dans le «baromètre des préoccupations» relevé chaque année, le chômage, et celui des jeunes en particulier, représente aussi depuis dix ans la principale préoccupation³⁷. S'agissant des problèmes à résoudre immédiatement, la maîtrise de la crise économique et financière était jugée en 2011 plus importante que la pérennité des institutions sociales, mais ce n'en était pas moins le financement durable de l'AVS/AI, la prévention du chômage des jeunes et, à égalité, la promotion de la croissance économique et la réduction de la bureaucratie qui étaient vus comme les objectifs politiques les plus importants.

Un autre défi pour la sécurité sociale résulte du profond changement de la structure des âges de la population, et en particulier de l'augmentation de l'espérance de vie. L'**évolution démographique** a pour conséquence que toujours moins d'actifs doivent financer les rentes d'un nombre croissant de retraités. Dans les milieux scientifiques, et de plus en plus aussi dans le débat public, il n'est guère contesté que cette évolution suscitera un besoin de financement dans le 1^{er} pilier, financé par répartition, comme dans le 2^e pilier, financé par capitalisation. Par contre, le degré d'urgence, la nature et l'ampleur des mesures nécessaires ne font pas l'unanimité. Ainsi, le peuple a rejeté aussi bien la baisse du taux de conversion que les mesures proposées avec la 11^e révision de l'AVS. Quant aux deux projets visant l'assainissement de l'assurance-invalidité, ils n'ont été acceptés qu'alors que celle-ci était déjà plongée dans les chiffres rouges depuis plusieurs années. Afin de garantir la pérennité de la prévoyance

³⁷ CS, 2011

vieillesse, il est nécessaire de trouver un compromis susceptible d'être soutenu non seulement par les principaux acteurs politiques, mais aussi par les partenaires sociaux et, finalement, par la majorité de la population. Plus vite ce compromis sera trouvé, plus grand sera le temps à disposition pour adapter la prévoyance vieillesse. Des adaptations peuvent ainsi être planifiées de manière plus échelonnée, qui n'interféreront que peu avec les projets de vie des assurés, tout en offrant une marge de manœuvre pour des réglementations transitoires. Le nombre croissant de retraités exige également, à moyen et à long terme, que l'on affronte la question de savoir combien de ressources humaines mettre à disposition dans le domaine des soins, et comment financer celles-ci.

La **confiance** de la population dans le système de sécurité sociale et la disposition à la **solidarité** au sein de la société constituent des conditions essentielles en vue d'obtenir un consensus – susceptible de rallier une majorité – sur les adaptations à apporter à ce système. La disposition des actifs à participer au financement des prestations destinées aux chômeurs et aux retraités faiblit lorsqu'ils ont l'impression que les cotisations qu'ils paient permettent bien de couvrir les prestations en cours, mais que le système ne peut garantir sa propre solvabilité à long terme. La mise au jour d'abus ou l'impression que les prestations sont «trop généreuses» peuvent aussi ébranler la confiance dans le système et la disposition à le soutenir. En d'autres termes, il faut que les adaptations et les modifications apportées au système de sécurité sociale soient conçues de manière à garantir son financement à long terme, tout en veillant à éliminer d'éventuels effets pervers. Enfin, il s'agit de prévoir des mesures compensatoires en faveur des groupes de personnes particulièrement défavorisés.

Les **changements intervenus dans la société** entraînent aussi régulièrement la nécessité d'adapter ce système. C'est ainsi que les besoins et les droits en matière de sécurité sociale changent quand une partie de la population a davantage de chances de vivre dans l'aisance grâce à sa formation, à son revenu et à sa fortune, alors que près de 3,5 % des ménages arrivent à peine à gagner de quoi vivre en dépit d'un emploi à plein temps. De même, l'hypothèse d'une famille toujours stable – une vie durant – ou celle d'une activité professionnelle exercée sans interruption paraissent de moins en moins réalistes. Il est cependant considéré comme acquis que le meilleur moyen de prévenir la pauvreté est l'insertion professionnelle. Celle-ci implique également l'encouragement de l'autonomie, même pour les personnes qui, quelle qu'en soit la raison, n'ont que des capacités fonctionnelles limitées. Eviter les pertes d'emploi consécutives à une maladie ou à un accident, mais aussi **orienter systématiquement** les bénéficiaires de prestations des assurances sociales vers une **réadaptation appropriée**, fait partie des défis les plus importants à relever pour la sécurité sociale. Il faut pour cela trouver sans cesse des innovations sociales, qui offrent de nouvelles possibilités d'intégration à de nouveaux groupes de personnes exposées à un risque de pauvreté élevé. Il peut même s'agir de mesures appliquées avant l'entrée dans la vie professionnelle, par exemple l'encouragement précoce de la scolarité d'enfants issus de familles socialement défavorisées.

3. PRIORITÉS ET THÈMES DE RECHERCHE POUR 2013 À 2016

Une vue d'ensemble des principaux thèmes de recherche pour les quatre prochaines années, classés par priorités et par domaines, a été établie sur la base des résultats des projets de recherche et d'évaluation menés au cours de la dernière période, d'une enquête auprès des responsables de domaine de l'OFAS et d'un sondage auprès des offices fédéraux qui s'occupent aussi de questions ayant trait à la sécurité sociale.

On retiendra d'abord que la concrétisation des axes essentiels ou des thèmes prioritaires passe surtout par des programmes pluriannuels de recherche, dont le financement nécessite une planification à long terme. Le programme de recherche sur l'assurance-invalidité (PR-AI) à l'OFAS en est une illustration. Commencé en 2006, son but est d'étendre les bases et les connaissances sur l'invalidité et le handicap, ainsi que sur l'évaluation de la mise en œuvre et du développement de la loi sur l'assurance-invalidité. La première phase du programme s'est conclue en 2010 avec la publication d'un vaste rapport de synthèse³⁸. Dans la deuxième phase, prévue pour durer jusqu'en 2015, l'accent est mis sur l'évaluation des 4^e et 5^e révisions de l'AI, ainsi que sur la création de bases nécessaires à une analyse des transitions entre sous-systèmes de la sécurité sociale (AI, assurance-chômage et aide sociale). Les projets de recherche menés dans le cadre des deux programmes de protection de la jeunesse («Jeunes et violence» et «Protection de la jeunesse face aux médias») pourront eux aussi s'étendre sur plusieurs années, le financement de ces programmes pour la période 2011–2015 offrant la possibilité d'une planification à relativement long terme. Mis à part ces programmes pluriannuels, la planification des activités de recherche suit un **rythme annuel**, avec des adaptations en cours d'année.

Le tableau ci-dessous présente des thématiques importantes pour des projets de recherche et d'évaluation couvrant les domaines essentiels de la sécurité sociale. Ces domaines sont, d'une part, les risques traditionnels tels que vieillesse, maladie, accident, invalidité, chômage ou perte de soutien, contre les conséquences desquels le système apporte une protection économique. Ils ont à voir, d'autre part, avec le développement de la sécurité sociale, de la politique familiale, de l'insertion ou de la réinsertion des personnes dont la capacité de gain est limitée, ou avec l'importance de nouveaux risques tels que les conséquences économiques du divorce ou les soins aux proches âgés.

Priorités de recherche «Sécurité sociale 2013 – 2016»

Priorités	Financement et finançabilité à long terme	Monitoring et analyse des sous-systèmes et de la situation des groupes vulnérables, y compris sous l'angle des effets pervers et des prestations souhaitables	Evaluation des mesures prises et des modifications de lois
Domaines			
Bases générales et développement de la sécurité sociale et de la politique sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Evolution des prestations complémentaires sous l'angle des besoins et des ayants droit • Politique sociale d'activation et «lutte contre la fraude» • Mesure des coûts de réglementation de l'AVS/AI/APG 	<ul style="list-style-type: none"> • Possibilités et limites de prolongation de la phase active des travailleurs âgés 	

³⁸ [Programme de recherche sur l'assurance-invalidité 2006–2009: rapport de synthèse](#)

Priorités	Financement et finançabilité à long terme	Monitoring et analyse des sous-systèmes et de la situation des groupes vulnérables, y compris sous l'angle des effets pervers et des prestations souhaitables	Evaluation des mesures prises et des modifications de lois
Domaines			
Famille, générations et société			<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation des programmes et projets de protection des jeunes • 3^e évaluation du programme d'incitation financière
Prévoyance vieillesse et prévoyance professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Consolidation financière de l'AVS • Conséquences des mécanismes de pilotage dans l'AVS • Effets à long terme de l'immigration de main-d'œuvre qualifiée sur l'AVS • Incitations à la rente anticipée dans la prévoyance professionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> • Evolution de la situation économique des personnes avant et après le départ à la retraite 	
Invalidité, handicap et intégration	<ul style="list-style-type: none"> • Consolidation financière de l'AI 	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion par cas (<i>case management</i>) • Interfaces et passages entre l'AI et les autres sous-systèmes de sécurité sociale • Personnes souffrant de maladies psychiques • Adolescents et jeunes adultes 	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation des 4^e, 5^e et 6^e révisions de l'AI • Méta-évaluation (synthèse) des projets pilotes selon l'art. 68^{quater} • Réadaptation AI • Evaluation des mesures médicales de l'AI
Assurance-chômage et réinsertion		<ul style="list-style-type: none"> • Chômage de longue durée • Situation de fortune, différences culturelles et durée du chômage • Evolution du revenu et situation économique des immigrés 	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation des effets de la politique active du marché du travail
Assurance-maladie et accidents	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion de la «longévité en bonne santé» • Prévention et recherche sur le système de fourniture des soins dans l'optique d'un gain d'efficience 	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion de la santé auprès des groupes vulnérables 	

Le tableau montre que les défis identifiés au point 2.4 se reflètent dans des thématiques de recherche qui couvrent presque tous les domaines et priorités des assurances sociales. Cela tient avant tout au fait que la stabilité financière de la sécurité sociale dépend non seulement de l'adaptation du système aux évolutions sociales et aux modifications structurelles, mais aussi d'un contrôle régulier de l'adéquation et de la proportionnalité des recettes et des dépenses courantes. La (ré)insertion sur le marché du travail ou la reprise d'une activité rémunérée jouent ici un rôle essentiel. Le fait pour les jeunes adultes de trouver rapidement un emploi après leur formation, pour les personnes aux capacités de travail réduites de pouvoir exercer (à nouveau) une activité rémunérée après un accident ou une maladie et pour les travailleurs âgés de ne pas quitter prématurément le monde du travail améliore à double titre la stabilité financière des assurances sociales: leurs dépenses courantes diminuent, tandis que les cotisations versées sur les revenus ainsi réalisés viennent gonfler leurs recettes.

Des évaluations des mesures prises et des modifications de loi viennent compléter les analyses mentionnées ci-dessus. Un délai convenable est toutefois souvent nécessaire avant de pouvoir examiner si une mesure ou une modification de loi a été correctement mise en œuvre et si ses effets attendus se confirment. Les coûts associés à la mise en œuvre ou l'apparition d'«effets secondaires» non souhaités doivent également être examinés. Cette évaluation peut, le cas échéant, justifier l'adoption de nouvelles mesures ou l'adaptation des modifications de loi.

La suite de ce chapitre apporte des précisions sur quelques-unes des thématiques de recherche en lien avec la sécurité sociale. Les projets prévus dans le cadre d'un programme pluriannuel de recherche font l'objet d'une brève présentation. La majeure partie des projets s'inscrit toutefois dans le prolongement de processus administratifs et politiques courants. Seules quelques thématiques possibles peuvent être esquissées ici³⁹.

Financement à long terme de la sécurité sociale

Les questions relatives à la consolidation financière des assurances sociales portent avant tout sur les possibilités, mais aussi sur les limites d'une prise en compte adéquate des changements structurels intervenus dans la société. L'augmentation de l'espérance de vie et la faiblesse des taux de natalité modifient durablement la pyramide des âges et influencent la capacité des assurances à financer la prévoyance vieillesse. Certains travaux de recherche ont déjà porté sur les conditions et les adaptations possibles dans la prévoyance vieillesse. La discussion politique sur les résultats de ces recherches permettra sans doute d'identifier d'autres problématiques à explorer. Les conséquences d'une modification des paramètres de calcul et d'adaptation des rentes devraient notamment être examinées. La discussion devrait aussi porter sur les mesures d'accompagnement destinées aux groupes de personnes particulièrement affectées par de telles adaptations.

L'évolution des prestations complémentaires doit également faire l'objet d'une analyse approfondie, principalement sous l'angle du nouveau régime de financement des soins et de sa mise en œuvre dans les cantons. Les raisons et les facteurs qui ont une influence sur cette évolution et sur le recours aux prestations, en particulier l'influence des retraits en capitaux avant et lors du passage à la retraite, restent encore largement inexplorés. Il faudrait notamment examiner si un recours plus important aux prestations complémentaires peut être imputé – et si oui dans quelle proportion – à une consommation plus rapide que prévu de l'avoir de vieillesse, consommation souvent qualifiée d'«abusive» dans le débat public.

Les réglementations étatiques pesant sur les entreprises devraient être allégées chaque fois que cela est possible et bénéfique pour la place économique suisse. Le projet «Mesure des coûts de la réglementation et identification des potentiels de simplification et de réduction des coûts» prévoit une mesure des coûts de la réglementation dans le domaine des 1^{er} et 2^e piliers. Si le rapport consacré aux coûts de la réglementation dans le 2^e pilier est déjà disponible⁴⁰, les réglementations légales dans le domaine de l'AVS/AI et des APG feront l'objet d'un projet de recherche distinct qui reprendra la méthodologie élaborée par le SECO dans le cadre du manuel «Check-up de la réglementation». Cette méthode présente une combinaison d'aspects

³⁹ Les thématiques de recherche prévues en matière de santé et de marché de l'emploi sont exposées dans les contributions de l'OFSP et du SECO parues dans le n° 5 (2012) de CHSS.

⁴⁰ [Verwaltungskosten der 2. Säule in Vorsorgeeinrichtungen und Unternehmen](#)

qualitatifs et quantitatifs. Des experts vont d'abord évaluer les coûts engendrés dans une entreprise par les réglementations en vigueur. Les propositions de simplification se baseront aussi bien sur des entretiens en entreprise que sur les connaissances des experts. Les résultats dans le domaine du 1^{er} pilier (AVS/AI/APG) seront ensuite utilisés pour le rapport du Conseil fédéral sur le projet global.

Une plus grande transparence en matière de coûts et de prestations est également nécessaire dans le 2^e pilier. La structuration différente et difficilement comparable des prestations offertes par les assurances privées et les services financiers laisse penser que la concurrence ne remplit pas (ou ne peut pas remplir) correctement son rôle. Il serait souhaitable de procéder, avec les assureurs privés, à une analyse approfondie de la structure de coûts des paquets de prestations. Faciliter la comparaison des coûts et de la gestion des prestations d'assurance permettrait de renforcer la concurrence et éventuellement de réduire la charge pesant sur les entreprises (et les assurés).

Analyse et monitoring de la situation des groupes vulnérables; examen des effets pervers sur l'activité

En lien étroit avec les exigences croissantes en matière de productivité des travailleurs, les assurances sociales doivent s'orienter résolument vers le double objectif d'une réadaptation des personnes ayant une capacité de gain réduite et d'un allongement de la participation des employés âgés au monde du travail. Dans cette perspective, il est utile d'étudier l'existence d'incitations négatives qui font obstacle à la reprise d'une activité lucrative ou à l'augmentation du taux d'occupation ou qui favorisent un départ prématuré à la retraite. Etant donné les conséquences de l'évolution démographique, il est également important d'examiner les facteurs susceptibles de motiver les entreprises à proposer des horaires et des conditions de travail adaptés à la situation de leurs employés âgés afin de leur permettre de rester plus longtemps dans le monde du travail.

Les recherches en santé publique ont par exemple mis en évidence l'existence d'un lien problématique et encore peu étudié entre pauvreté et santé. Les premiers résultats dans le domaine de recherche «Inégalités en matière de santé» montrent que les conséquences de la pauvreté sur l'état de santé sont bien plus marquées que celles de la santé sur les conditions de vie socio-économiques⁴¹. Les causes des inégalités en matière de santé doivent faire l'objet d'analyses plus poussées en Suisse afin que des mesures efficaces puissent être conçues pour améliorer l'égalité des chances dans le domaine de la santé et de l'accès aux soins.

⁴¹ Mielck, A.: *Welche sozialen Unterschiede im Gesundheitszustand sind «ungerecht»?*. In Strech, D.; Marckemann, G. (dir.), *Public Health Ethik*, Berlin, 2010, pp. 79–96.

Evaluations

L'art. 170 Cst. exige que l'efficacité des mesures prises par la Confédération fasse l'objet d'une évaluation. L'objectif n'est pas seulement de renforcer l'efficacité du travail de l'administration fédérale, mais aussi de mieux tenir compte de la rentabilité des ressources publiques utilisées.

Pour l'assurance-invalidité, l'accent est mis notamment sur l'évaluation des mesures introduites par la 5^e révision. Des projets d'évaluation sont déjà prévus sur la procédure d'instruction dans l'AI, sur les effets à long terme de la détection et de l'intervention précoces, ainsi que sur l'utilisation et les effets du nouveau dispositif de contribution d'assistance. Les projets pilotes au sens de l'art. 68^{quater} LAI ainsi que les résultats globaux de l'AI en matière de réadaptation feront également l'objet d'une évaluation. Il est largement admis que les mesures de soutien, taillées sur mesure pour une personne ou une situation particulière (*coaching* ou *case management*), présentent un taux de succès élevé, en particulier dans le domaine de la réadaptation. Ces mesures entraînent néanmoins des coûts importants, plusieurs personnes et institutions étant généralement associées à la gestion d'un cas. Le suivi et l'évaluation systématiques des projets pilotes, et pas seulement dans le domaine de l'assurance-invalidité, doivent aussi permettre de déduire et de sélectionner des modèles susceptibles d'être généralisés. Les ressources publiques limitées peuvent alors être concentrées sur des mesures ayant déjà fait leurs preuves.

D'autres évaluations sont prévues dans le cadre des deux programmes nationaux de protection de la jeunesse menés de 2011 à 2015, «Jeunes et violence» et «Protection de la jeunesse face aux médias et compétences médiatiques», où viennent s'inscrire plusieurs projets nouveaux ou existants. Ces évaluations viseront à déterminer quels projets et mesures sont prometteurs et quelles conditions concrètes en favorisent la mise en œuvre. Les deux programmes seront eux aussi soumis à une évaluation globale afin de déterminer dans quelle mesure leur conception, leur organisation, leur mise en œuvre et leurs résultats permettent d'atteindre les objectifs fixés (qui sont en particulier de fournir aux intervenants et décideurs dans le domaine de la protection de la jeunesse des pistes d'intervention empiriquement fondées).

Une évaluation de la loi fédérale sur les aides financières à l'accueil extrafamilial pour enfants est également prévue. Outre les effets à long terme, qui doivent être réexaminés, et l'analyse des effets d'impulsion, la troisième évaluation doit porter sur les questions relatives à l'amélioration de la compatibilité entre vie familiale et vie professionnelle ainsi que sur l'évolution de la demande.

Toutes les évaluations prévues portent sur l'efficacité et l'efficience de la sécurité sociale afin d'en identifier les points forts et les lacunes, de mettre en évidence les développements possibles ou nécessaires et d'améliorer, de façon générale, l'efficacité et l'économicité des politiques fédérales.

4. FINANCEMENT 2013–2016

4.1. Planification des ressources pour la période 2013–2016

La planification des ressources doit tenir compte du fait que le budget annuel de la recherche à l'OFAS sert à financer non seulement les objectifs de recherche formulés pour la période de planification, mais aussi des mandats donnés à court terme. De plus, les Directives assurance qualité prévoient que les offices fédéraux dont le budget de recherche est inférieur à un million de francs «ajustent aux circonstances» l'ampleur et le degré de détail de leur plan directeur⁴². Partant, le présent plan directeur formule davantage des points forts thématiques, avec un degré de planification relativement réduit, que des projets de recherche concrets pour les années 2013 à 2016, afin qu'au moment de les mettre en œuvre, leur contenu et leur ampleur puissent être adaptés dans une large mesure aux ressources humaines et financières à disposition.

Le plan financier de l'OFAS prévoit, pour les prochaines années, quelque 600 000 francs par an pour la recherche. A cela s'ajoutent les fonds prévus par les lois spéciales, qui sont déjà budgétés pour la période de planification qui vient, comme les ressources affectées au programme de recherche sur l'assurance-invalidité, soit peuvent être constitués au besoin, comme les moyens destinés à l'évaluation périodique des aides financières pour l'accueil extrafamilial des enfants.

Moyens consacrés par l'OFAS à la recherche de 2013 à 2016 (en milliers de francs)

Domaine	2013	2014	2015	2016
Budget R+E selon le plan financier	611	620	630	639
Lois spéciales (PR-AI) ⁴³	420	430	430	(-)
Total	1'031	1'050	1'060	639

Source: calculs de l'OFAS

Le budget ordinaire de l'OFAS prévoit pour la recherche – dans l'état actuel – 3,78 millions de francs en tout pour la période 2013-2016. Un tiers environ de ces ressources (1,28 million) est affecté à des projets de recherche et d'évaluation concernant l'assurance-invalidité; les ressources ordinaires du budget R+E seront affectées à des projets de recherche et d'évaluation pour l'AVS, ainsi que pour des questions touchant la politique sociale en général. Des moyens supplémentaires sont mis à disposition en vertu de dispositions égales spécifiques. Ainsi, la prochaine évaluation des aides financières à l'accueil extrafamilial pour enfants sera financée par le crédit d'engagement correspondant, et les évaluations prévues dans le cadre des deux programmes nationaux de protection de la jeunesse, par les moyens affectés à ces programmes.

Une planification des ressources pour quatre ans est très incertaine lorsque le budget, comme à l'OFAS, est établi annuellement. Si des coupes sont opérées dans le budget ordinaire de la recherche ou si des fonds budgétés pour une période limitée, comme pour le PR-AI, ne sont pas renouvelés, les priorités entre les différents domaines de recherche doivent être

⁴² Directives assurance qualité 2005, p. 15

⁴³ Les fonds affectés au programme de recherche sur l'assurance-invalidité ne vont que jusqu'à 2015.

rediscutées⁴⁴. A cela s'ajoutent des modifications à court terme comme l'évolution du budget de l'office sous l'effet de programmes d'économies, la redéfinition des tâches vouées de la recherche, ou encore des modifications résultant d'interventions politiques ou apportées aux dispositions des lois spéciales.

En raison de la planification annuelle des projets et la quasi-impossibilité de reporter les fonds affectés à la recherche d'une année sur l'autre, il ne serait pas judicieux d'attribuer les moyens budgétés aux différents thèmes et domaines indiqués au chap. 3. On peut plutôt s'attendre à ce que, pour la prochaine période de planification comme durant les précédentes, la mise à disposition de connaissances de base et l'évaluation de lois et de mesures continuent d'être dictées principalement par les besoins de l'action politique quotidienne. Un aperçu thématique peut éventuellement être établi pour l'année en cours et pour la suivante, mais des analyses différenciées n'ont de sens qu'a posteriori. Une analyse rétrospective renseigne sur l'évolution des ressources affectées à la recherche et sur leur répartition entre les thématiques de la sécurité sociale, mais peut également, si les résultats des recherches et des évaluations sont traités de façon appropriée, rendre visible l'évolution des connaissances dans ce domaine et faire apparaître les lacunes à combler et les besoins qui subsistent en matière de recherche.

4.2. Conséquences de l'«Examen des tâches dans la recherche financée par l'administration fédérale»

La planification financière présentée ci-dessus ne tient pas encore compte des programmes d'économies «Examen des tâches dans la recherche financée par l'administration fédérale» et PFA 2014. Pour le budget relativement limité de la recherche à l'OFAS, la réduction proposée impliquerait vraisemblablement l'abandon d'au moins un projet de recherche par année. Cette mesure ne ferait qu'augmenter encore le nombre de thèmes de recherche et d'évaluation en attente de traitement. Etant donné que le programme de recherche sur l'assurance-invalidité est financé sur la base de la loi spéciale, la concrétisation de cette mesure d'économie affecterait principalement le budget R+E et se répercuterait donc sur les projets prévus dans le domaine de l'AVS et de la politique sociale en général. Cela rendrait la réalisation de la mission de la recherche à l'OFAS encore plus problématique.

⁴⁴Voir aussi à ce propos le point 4.2.

5. ACTEURS ET INTERFACES

Suivant les principes et les prescriptions du comité de pilotage FRI pour le plan directeur de recherche 2013–2016, nous indiquons dans ce chapitre les principaux acteurs de la recherche ainsi que les interfaces entre l'OFAS et les autres offices fédéraux, les pôles de recherche des hautes écoles, les programmes du FNS et les activités d'encouragement de la CTI. Pour réunir ces informations, nous avons procédé en 2011 à une enquête auprès des hautes écoles suisses et des offices fédéraux qui mènent des recherches dans le domaine de la sécurité sociale.

5.1. Enquête sur les interfaces

Cette enquête avait pour but d'interroger les acteurs connus sur leurs activités de recherche dans le domaine de la sécurité sociale, mais aussi de prendre la mesure des recherches menées par des acteurs qui jusque-là n'avaient pas été pris en considération. L'enquête auprès des autres offices fédéraux sert en même temps à la coordination de la recherche au sein de l'administration fédérale. L'intégration des hautes écoles renseigne sur l'intensité des recherches menées en dehors de l'administration et permet de découvrir des questions de recherche et des résultats originaux et pertinents. La liste des institutions de recherche a été établie sur la base des indications données par le Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER) ainsi que d'une recherche complémentaire sur Internet. Les institutions ont été contactées au moyen d'une lettre standard envoyée par courrier électronique et priées de remplir la grille de réponse. Elles ont également été invitées à transmettre le questionnaire à d'autres institutions concernées, afin de compléter l'enquête. Les questions portaient sur les publications sur le thème de la sécurité sociale parues entre 2008 et 2011, ainsi que sur les projets en cours ou prévus dans ce domaine. Les réponses reçues ont été analysées en fonction du volume et des thèmes de recherche. Notre enquête ne prétend pas à l'exhaustivité. Il s'agissait surtout de dresser un tableau plus complet des acteurs et de leurs activités de recherche dans le domaine de la sécurité sociale, et de repérer les éventuels chevauchements ou les possibilités d'améliorer la coordination des activités de recherche.

5.2. Interfaces avec d'autres offices fédéraux

Durant la période de 2008 à 2011, d'autres offices fédéraux que l'OFAS ont aussi mené des projets de recherche dans le domaine de la sécurité sociale. L'intensité de ces activités est liée aux responsabilités attribuées pour les assurances sociales existantes. L'Office fédéral de la santé publique (OFSP) mène des recherches dans le domaine de la santé et des méthodes de traitement afin de réunir les bases requises pour une structuration de l'assurance-maladie et accidents qui réponde aux critères d'efficacité, d'économicité et d'adéquation. Chargé de garantir l'assurance-chômage, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) a réalisé de nombreuses études dans le domaine du chômage, de l'insertion professionnelle et des caractéristiques du monde du travail en général. Il s'est notamment penché sur la situation des travailleurs âgés sur le marché de l'emploi avec deux études sur la capacité de travail et l'intégration des travailleurs d'un certain âge en Suisse (*Arbeitsfähigkeit und Integration älterer Arbeitnehmer in der Schweiz*) et une étude consacrée à leur situation dans le contexte de l'évolution démographique (*Ältere Mitarbeitende im demografischen Wandel*). Le maintien de

ces personnes sur le marché de l'emploi est et restera un thème de recherche important pour l'OFAS, notamment dans le cadre de la discussion des options politiques liées à l'évolution démographique et aux grands enjeux auxquels devra répondre la prévoyance vieillesse. La compatibilité entre vie professionnelle et vie familiale constitue un autre point de contact entre les activités de recherche des deux offices. Il est encore d'autres offices fédéraux qui sont confrontés à des problématiques de politique sociale dans l'exercice de leur mandat légal. C'est ainsi que l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) a constamment besoin d'informations à jour sur la situation de vie des travailleurs agricoles et de leur famille. L'OFAG et l'Office fédéral des migrations (ODM) ont chacun des activités de recherche dans le domaine de la sécurité sociale pour une catégorie particulière de personnes. L'OFAG a étudié, dans un projet de recherche mené sur trois ans, les tâches sociales, la répartition des rôles et les structures dans les ménages agricoles. L'ODM a mené des recherches sur la santé psychique des requérants d'asile et leur recours aux prestations médicales.

Tous les offices mentionnés ci-dessus ont des activités de recherche dans le domaine politique «Sécurité sociale», mais dans des proportions diverses. Une vue d'ensemble de leurs projets en cours ou planifiés est proposée en annexe. La page du site Internet de l'[Office fédéral de la statistique \(OFS\)](#) consacrée à la «Protection sociale» contient des informations circonstanciées sur les données, les statistiques et les rapports de recherche les plus récents.

Il existe diverses interfaces entre l'OFAS et d'autres offices fédéraux; mais il faut distinguer ici entre interfaces effectives sous forme de collaboration et simples recoupements thématiques. Le tableau ci-dessous, qui résume les réponses des offices, offre une première vue d'ensemble des activités de recherche d'autres offices fédéraux sur la sécurité sociale, ainsi que des projets communs et des formes générales de collaboration⁴⁵.

Office	Office fédéral de la santé publique (OFSP) ⁴⁶
Domaine	Thèmes
Assurance-maladie et accidents	– Echange d'informations et coordination
Invalidité / handicap	– Echange d'informations et coordination – Collaboration avec l'OFAS – Participation réciproque à des groupes d'accompagnement – Monitoring de l'état de santé des migrants (GIMM2); autres offices impliqués: OFS, ODM

Office	Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)
Domaine	Thèmes
Bases générales et développement de la sécurité sociale	– Politique du marché du travail – Evolution du marché du travail

⁴⁵Présentation inspirée du Plan directeur de recherche «Santé» 2013–2016 de l'OFSP, pp. 41 s. On trouvera en annexe la version originale des réponses des offices sur la dernière période FRI et la prochaine.

⁴⁶L'OFSP établit son propre plan directeur de recherche, disponible à l'adresse suivante: <http://www.bag.admin.ch/themen/gesundheitspolitik/00388/00390/01221/index.html?lang=fr>.

Office	Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)
Famille, générations et société	<ul style="list-style-type: none"> - Travail et famille - Femmes et travail - Accueil extra-familial pour enfants - Avenir de la famille
Prévoyance vieillesse / prévoyance professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Prévoyance professionnelle
Invalidité / handicap	<ul style="list-style-type: none"> - Interactions entre les sous-systèmes de la sécurité sociale: aide sociale, assurance-invalidité et assurance-chômage (AS-AI-AC)
Assurance-chômage	<ul style="list-style-type: none"> - AS-AI-AC - Statistique du chômage en Suisse
Assurance-maladie et accidents	<ul style="list-style-type: none"> - Travail et santé
Collaboration avec l'OFAS:	
Coordination et échanges réguliers, participation réciproque à des groupes d'accompagnement	
Etude de l'OCDE: The Future of Families to 2030	
Les coûts administratifs du 2^e pilier dans les institutions de prévoyance et les entreprises (en allemand seulement, avec résumé en français)	
Regulierungen in der familienergänzenden Kinderbetreuung in den Kantonen und Hauptorten (seulement version allemande disponible, mais avec synthèse en français)	
Die Entwicklung atypisch prekärer Arbeitsverhältnisse in der Schweiz. Nachfolgestudie zur Studie von 2003 (en allemand seulement, avec résumé en français)	
Ist Erwerbsarbeit für Sozialhilfebezüger ein Privileg? (en allemand seulement, avec résumé en français)	
Quantifizierung der Übergänge zwischen Systemen der Sozialen Sicherheit (IV, ALV und Sozialhilfe) [en allemand seulement, avec résumé en français]	

Office	Office fédéral de la statistique (OFS)
Domaine	Thèmes
Bases générales et développement de la sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Informations sur l'aide sociale et la pauvreté en Suisse - Enquête suisse sur la population active (ESPA) - Statistiques sur la population suisse - Comptes globaux de la protection sociale
Famille, générations et société	<ul style="list-style-type: none"> - Informations sur les ménages, les familles, la répartition du travail et la prise en charge des enfants
Prévoyance vieillesse / prévoyance professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Statistique des caisses de pension - Statistique de la prévoyance vieillesse
Assurance-chômage	<ul style="list-style-type: none"> - Statistique du chômage - Insertion des réfugiés et des personnes au bénéfice d'une admission provisoire sur le marché du travail
Assurance-maladie et accidents	<ul style="list-style-type: none"> - Statistique de l'aide et des soins à domicile - Statistique de l'assurance-maladie
Collaboration avec l'OFAS	
Coordination et échanges réguliers, participation réciproque à des groupes d'accompagnement	
Quantifizierung der Übergänge zwischen Systemen der Sozialen Sicherheit (IV, ALV und Sozialhilfe)	

Office	Office fédéral de l'agriculture (OFAG)
Domaine	Thèmes
Bases générales et développement de la sécurité sociale	- Dimension sociale de l'agriculture (sociologie agraire)
Famille, générations et société	- Structures et répartition des rôles dans les ménages agricoles
Collaboration avec l'OFAS	
Coordination et échanges réguliers, participation réciproque à des groupes d'accompagnement	
Bauernhaushalte unter dem Existenzminimum	

Office	Office fédéral du logement (OFL)
Domaine	Thèmes
Famille, générations et société	- Evolution démographique
Prévoyance vieillesse / prévoyance professionnelle	- Recours à l'avoir de prévoyance pour financer la propriété du logement
Collaboration avec l'OFAS	
Coordination et échanges réguliers, participation réciproque à des groupes d'accompagnement	
La politique d'encouragement à la propriété du logement en Suisse	
Konsequenzen des demografischen Wandels: Vielfältige Lebensstile im Alter I	
Konsequenzen des demografischen Wandels: Vielfältige Lebensstile im Alter II	

5.3 Interfaces avec les hautes écoles

L'analyse des réponses des secteurs Recherche des universités et des hautes écoles spécialisées montre clairement que ceux-ci mènent des recherches dans le domaine de la sécurité sociale aussi bien en tant que mandataires de projets mis au concours qu'à leur propre initiative ou pour des projets financés par d'autres sources. Le tableau qui suit donne un aperçu des thèmes des projets en cours ou planifiés indiqués dans l'enquête par les instituts de recherche, ainsi que des formes de collaboration avec l'OFAS.

Haute école	Institut de sociologie, Université de Zurich
Thèmes de projets en cours ou prévus	
Domaine	Thèmes
Bases générales et développement de la sécurité sociale	- Politique sociale et évolution démographique
Famille, générations et société	- Générations en Europe - Générations dans les contextes familial et social

Haute école	Institut de sociologie, Université de Zurich
	<ul style="list-style-type: none"> - Conflits intergénérationnels - Grands-parents et petits-enfants - Générations et classes sociales en Europe - Générations et qualité de vie
Assurance-chômage	- Evolution du marché du travail
Assurance-maladie et accidents	<ul style="list-style-type: none"> - Les soins en Europe - Personnes âgées et besoin de soins
Collaboration avec l'OFAS 2008–2011	
Etude de l'OCDE: The Future of Families to 2030	

Haute école	HES de la Suisse du Nord-Ouest, Travail social
Thèmes de projets en cours ou prévus	
Domaine	Thèmes
Bases générales et développement de la sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Politique sociale - Evolution démographique - Pauvreté - (Re-thinking the) Role of Welfare - Possibilités de mettre sur un pied d'égalité investissements sociaux et activation - Développement des compétences et des ressources dans les entreprises
Famille, générations et société	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration par l'aide à la jeunesse - Young urban poor - Accès aux familles issues de l'immigration - Ménages monoparentaux / Avance sur contributions d'entretien et aide au recouvrement - Offres extrascolaires - Les parents et l'école fortifient les enfants - Maladie psychique affectant un des parents - Violence des filles - Utilisation des jeux vidéo - Point de contact régional pour seniors: analyse du besoin et concept - Familles transnationales et situations de séparation - Evaluation des prestations complémentaires pour les familles dans le canton de Soleure - Stratégies de vie des familles issue de l'immigration - Bosnie-Herzégovine: projet de recherche sur la délinquance juvénile
Invalidité / handicap	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution de la santé psychique au cours de la vie - Collaboration interinstitutionnelle CII - Entreprises sociales / situation des personnes handicapées sur le marché du travail - Modèles d'assistance / budget personnel - Intégration / participation / discrimination - Système d'assistance / aide aux personnes handicapées - Système des «besoins individuels» - Gestion du handicap / relations avec les collaborateurs à la productivité réduite - Insertion ou réinsertion de migrants en entreprise après maladie ou accident
Assurance-chômage	<ul style="list-style-type: none"> - Reducing ill-being by capability building - CII - Programmes d'occupation pour femmes au chômage - Collaboration interinstitutionnelle et inclusion forcée de chômeurs - Délimitation du travail social dans le régime d'activation
Assurance-maladie et accidents	- Besoin de soins et soins de longue durée dans la vieillesse

Haute école	HES de la Suisse du Nord-Ouest, Travail social
Collaboration avec l'OFAS 2008–2011	
Neue Medien und Gewalt (en allemand seulement, avec résumé en français)	
Évaluation des subventions aux organisations de l'aide privée aux invalides visées par l'art. 74 LAI	
Disability Management in Unternehmen in der Schweiz (en allemand seulement, avec résumé en français)	

Haute école	HES bernoise, Travail social
Thèmes de projets en cours ou prévus	
Domaine	Thèmes
Bases générales et développement de la sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Chiffres clés de l'aide sociale dans les villes suisses - Formes de coopération dans le domaine des prestations sociales de base - Pauvreté et aide sociale dans les villes suisses
Famille, générations et société	<ul style="list-style-type: none"> - Enfants, adolescents et jeunes adultes à l'aide sociale, cantons de Berne et de Vaud - Systèmes de protection de l'enfance: bonnes pratiques en comparaison internationale - Groupes à risque dans l'aide sociale: familles avec enfants et jeunes adultes - Intégration sociale des adolescents - Aide sociale et insertion professionnelle - Evaluation du case management «Formation professionnelle» pour adolescents et jeunes adultes dans le canton de Zurich - Animation enfance et jeunesse en milieu ouvert - Evaluation de l'efficacité du droit pénal des mineurs - Third-Age-Online (TAO) – Community & Collaboration - Situation des personnes d'un certain âge tributaires de l'aide sociale
Prévoyance vieillesse / prévoyance professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Travailleurs âgés: analyse du sentiment d'appartenance à l'entreprise et des marques d'estime; modèles de transmission des connaissances
Invalidité / handicap	<ul style="list-style-type: none"> - Monitoring du case management de Pro Infirmis
Assurance-chômage	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluation du projet GAP (partie de la stratégie de lutte contre le chômage des jeunes dans le canton de Bâle-Ville) - Analyse de l'évolution des prestations et des profils de risques des bénéficiaires d'indemnités de chômage
Assurance-maladie et accidents	<ul style="list-style-type: none"> - Transparence en matière de qualité dans la médecine de premier recours - Soins palliatifs et bénévolat - Aide et soins ambulatoires aux personnes âgées
Collaboration avec l'OFAS 2008–2011	
Quantifizierung der Übergänge zwischen Systemen der Sozialen Sicherheit (IV, ALV und Sozialhilfe) [en allemand seulement, avec résumé en français]	

Haute école	Institut d'études démographiques et du parcours de vie I-Demo, Université de Genève
Thèmes de projets en cours ou prévus	
Domaine	Thèmes
Prévoyance vieillesse /	<ul style="list-style-type: none"> - Vieillir en Suisse. La lutte contre la mort et ses conséquences individuelles et

Haute école	Institut d'études démographiques et du parcours de vie I-Demo, Université de Genève
prévoyance professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - sociales - Retraités suisses à l'étranger
Collaboration avec l'OFAS 2008–2011	
La situation économique des ménages monoparentaux et des personnes vivant seules	
La situation économique des actifs et des retraités	
La situation économique des actifs et des retraités. Rapport technique et tableaux commentés	

Haute école	Institut de hautes études en administration publique IDHEAP, Université de Lausanne
Thèmes de projets en cours ou prévus	
Domaine	Thèmes
Bases générales et développement de la sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Etat social: attentes, répartition et coordination - Votations sur des thèmes de politique sociale et manque de solidarité entre générations - Etat social: nouvelle répartition des tâches
Famille, générations et société	<ul style="list-style-type: none"> - Usagers des crèches
Prévoyance vieillesse / prévoyance professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Relation entre la durée de la vie active et le travail (physiquement) pénible
Invalidité / handicap	<ul style="list-style-type: none"> - Importance des réseaux sociaux pour l'accès au marché du travail des personnes à la capacité de gain restreinte
Assurance-chômage	<ul style="list-style-type: none"> - Regulating the risk of unemployment: marchés du travail postindustriels - The political economy of active labour market policies - Statistical discrimination and employers' recruitment practices for low skilled workers - Comparaison internationale des problèmes rencontrés sur le marché de l'emploi par les travailleurs peu qualifiés
Collaboration avec l'OFAS 2008–2011	
Adaptation des systèmes de retraite dans l'OCDE: Quels modèles de réforme pour la Suisse?	
Réformes des systèmes de retraite depuis les années 1990 en Allemagne, France, Italie, Pays-Bas et Suède	

Haute école	Laboratoire de Recherche Santé-Social (LaReSS), HES de Suisse occidentale
Thèmes de projets en cours ou prévus	
Domaine	Thèmes
Bases générales et développement de la sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Les politiques publiques du genre: transformations et perspectives - Nouvelles technologies de pouvoir - L'approche par les capacités et sa contribution à l'analyse des politiques sociales actuelles - Politiques actives du marché du travail en Suisse - La flexicurité à l'aune de l'approche par les capacités - La Stratégie européenne de l'emploi 10 ans après: propositions pour rendre la flexicurité plus équilibrée - Intégration et exclusion dans l'aide sociale et la politique sociale - Activation Policies, New Modes of Governance and the Issue of Responsibility - Transformation des régimes de protection sociale, l'exemple de l'assurance-

Haute école	Laboratoire de Recherche Santé-Social (LaReSS), HES de Suisse occidentale
	<ul style="list-style-type: none"> invalidité - Whose poor? Social welfare and local political boundaries - Au-delà de la «précarité» et de son ambivalence: la contribution de l'approche par les capacités - Comment expliquer la pauvreté? - Gouvernement des pauvres en Suisse romande depuis la fin du XIX^e siècle - L'administration de la pauvreté au XX^e siècle - La pauvreté malgré le travail - Mémoire sociale et pérennité des politiques de solidarité en Suisse
Famille, générations et société	<ul style="list-style-type: none"> - Politiques d'intégration sociale des jeunes marginalisés - L'identité des préadolescents - Régulation de l'autorité parentale chez les mères et les pères - La réception de la diversité des situations familiales par les crèches-garderies - Relations entre les générations - Bénévolat dans les soins palliatifs - Education as Welfare – Enhancing opportunities for socially vulnerable youth in Europe (EduWel) - Etude d'implémentation d'un dispositif de politique sociale et familiale: l'assistance éducative en milieu ouvert (AEMO) à Genève, une nouvelle approche des familles? - La nouvelle production des adultes: division sexuelle du travail, des responsabilités et des obligations liées à l'enfance et à la préadolescence. Une approche du point de vue de l'enfant
Prévoyance vieillesse / prévoyance professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Recours à l'aide à domicile et positionnement d'acteur
Invalidité / handicap	<ul style="list-style-type: none"> - Histoire des conceptions du handicap depuis le XIX^e siècle - Concept d'accompagnement des personnes handicapées vieillissantes - Ressources de soutien aux familles de personnes en situation de handicap dans le cadre du maintien à domicile, enfant handicapé vivant à domicile
Assurance-chômage	<ul style="list-style-type: none"> - Rôle du mouvement syndical - Regard sur les dispositifs de l'assurance-chômage et de l'aide sociale publique - Les conceptions de l'égalité à l'épreuve de l'Etat social actif - Politiques d'intégration sociale des jeunes marginalisés - Conseillers des agences publiques pour l'emploi - Making Capabilities Work (WorkAble); young people - Restructuration, chômage partiel et santé des travailleurs (étude de cas dans l'industrie suisse)
Assurance-maladie et accidents	<ul style="list-style-type: none"> - Constance des pratiques de soins des assurées - Accidents du travail - Politique, assurances, médecine, soins et prévention - Health systems and long-term care for older people in Europe - Perception des risques chez les personnes âgées bénéficiant d'un suivi médico-social à domicile - Processus d'allocation des ressources dans le système suisse de santé: critères, cohérence et dimension éthique

Haute école	Haute école zurichoise de sciences appliquées ZHAW
Thèmes de projets en cours ou prévus	
Domaine	Thèmes
Famille, générations et société	<ul style="list-style-type: none"> - Enfants et jeunes: utilisation des médias, compétences médiatiques, médias et violence - Médias et générations: quand les enfants apprennent aux seniors à se servir de l'ordinateur

Haute école	Haute école zurichoise de sciences appliquées ZHAW
	- Culture positive des pairs dans les centres SOS de l'aide à la jeunesse
Assurance-maladie et accidents	- Efficience et efficacité des traitements médicaux: classification des patients, thérapie et réadaptation
Collaboration avec l'OFAS 2008–2011	
Der Einsatz von Beschwerdevalidierungstests in der IV-Abklärung (en allemand seulement, avec résumé en français)	

Haute école	Research Centre for Ageing, Welfare and Labour Market Analysis, Center for Disability and Integration (CDI) de l'Université de Saint-Gall
Thèmes de projets en cours ou prévus	
Domaine	Thèmes
Bases générales et développement de la sécurité sociale	- (Re-thinking the) role of welfare: programmes Welfare-to-work, réinsertion professionnelle et santé - Monde du travail en mutation: flexibilisation et subjectivation, dérégulation - Précarité: le concept et son application en allemand et en français
Famille, générations et société	- Famille et travail / femmes et travail: les conditions d'emploi des femmes avec enfant, travail et temps libre - Jeunesse, exclusion sociale et égalité des chances: manifestations de jeunes socialement exclus, l'exemple français - Jeunesse et violence: désinsertion et préjudices sociaux
Prévoyance vieillesse / prévoyance professionnelle	- Prévoyance professionnelle: régime surobligatoire - Prévoyance professionnelle en Suisse: évolution historique, décision de perception du capital de prévoyance
Invalité et handicap	- Recherche en matière de handicap - Recherche appliquée en matière d'invalité : aspects liés à l'économie d'entreprise et aspects macroéconomiques
Collaboration avec l'OFAS 2008–2011	
Projet pilote «Capital de départ» en collaboration avec l'Institut suisse de recherche économique empirique de l'Université de Saint-Gall	
Echanges réguliers.	

Haute école	Institut suisse Jeunesse et médias (ISJM/SIKJM), institut associé de l'Université de Zurich
Thèmes de projets en cours ou prévus	
Domaine	Thèmes
Famille, générations et société	- Jeunes et médias

Haute école	Institut de médecine sociale et préventive, Université de Zurich
Thèmes de projets en cours ou prévus	
Domaine	Thèmes
Assurance-maladie et accidents	- Rapport technique sur les instruments permettant d'évaluer les coûts de traitement générés par les médecins suisses dans la médecine de premier recours

Haute école	Institut de sociologie, Université de Bâle
Thèmes de projets en cours ou prévus	
Domaine	Thèmes
Bases générales et développement de la sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Politique sociale: intégration et exclusion (aide sociale); témoignages biographiques d'un monde du travail en mutation; les riches et leur influence - Etude de cas: déchéance. Du succès à l'aide sociale; inégalité sociale en Suisse (suite de l'étude sur les riches) - Planification sociale et politique sociale. L'exemple de Lucius Burckhardt
Famille, générations et société	<ul style="list-style-type: none"> - Migration: success story d'un enfant d'immigrés kurdes à Bâle - Résilience: qu'est-ce qui encourage les jeunes femmes à résister à la violence?
Assurance-maladie et accidents	<ul style="list-style-type: none"> - Care: employées de maison polonaises en Suisse; arrangements à Bâle-Ville pour l'aide et les soins
Haute école	Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population, Université de Neuchâtel
Thèmes de projets en cours ou prévus	
Domaine	Thèmes
Famille, générations et société	<ul style="list-style-type: none"> - Situation des personnes âgées italiennes en Suisse
Assurance-maladie et accidents	<ul style="list-style-type: none"> - Accès des migrants au système de santé

5.4 Interfaces avec des institutions d'encouragement de la recherche

Observatoire suisse de la santé (Obsan)

L'Obsan analyse les informations disponibles en Suisse dans le domaine de la santé. Il soutient la Confédération, les cantons et d'autres institutions du secteur de la santé publique dans leur planification, leur prise de décisions et leur action. Il est soutenu par la Confédération et les cantons et fait administrativement partie de l'OFS, sans pour autant être un service de la Confédération à proprement parler.

En plus du monitoring de la santé et du système de santé, l'Obsan agit dans les cinq domaines de compétences suivants: «Coûts, financement et concurrence», «Population et recours aux soins», «Professions de santé et offre de soins», «Promotion de la santé et prévention» et «Santé mentale, maladie et handicap». L'Obsan analyse pour l'essentiel des données déjà disponibles et met ses résultats à la disposition de la Confédération, des cantons et d'autres institutions de la santé.

L'information sur les activités de recherche de l'Obsan et la coordination de ces activités passe par un groupe d'accompagnement qui se réunit deux fois l'an. Ce groupe est formé de représentants de l'OFAS, de l'OFSP, de l'OFS, des cantons ainsi que d'institutions de recherche s'attachant plus particulièrement à la thématique de la santé.

Fonds national suisse

Le Fonds national suisse (FNS) est la principale institution d'encouragement de la recherche de Suisse. Sur mandat de la Confédération, il encourage des projets de recherche dans toutes les disciplines scientifiques. Il a rédigé, pour la période 2012-2016, un plan stratégique qui souligne que le FNS vise à renforcer la recherche en Suisse et à consolider sa position de pointe au niveau international⁴⁷.

La coordination entre les thèmes de recherche intéressant les services fédéraux et l'encouragement stratégique de la recherche par le FNS est largement institutionnalisée et fait une distinction claire entre la recherche fondamentale, encouragée par le FNS, et la recherche financée par l'administration fédérale pour répondre au besoin de connaissances de la Confédération et de l'administration, qui doit en règle générale fournir dans l'année des résultats et des réponses à des questions posées ou à des mandats donnés à bref délai par le Parlement ou le département. Le choix des nouveaux thèmes des programmes nationaux de recherche (PNR) est opéré dans une procédure de consultation des offices en plusieurs étapes. Une fois la décision prise, les offices ou les services fédéraux concernés sont en général représentés dans les groupes d'accompagnement de programme ou de projet et peuvent le cas échéant proposer leurs propres questions spécifiques ou financer des analyses complémentaires de données pour répondre aux questions de l'office. L'OFAS tire autant que possible parti des synergies avec le FNS dans l'encouragement de la recherche, surtout lorsqu'il s'agit de questions non urgentes ou que l'OFAS amène des questions spécifiques dans un programme de recherche. Cela dit, un horizon de planification de cinq ans ou davantage, qui est celui de la moyenne des PNR, n'est pas adéquat pour remplir de façon appropriée la mission essentielle de la recherche à l'OFAS.

Des questions ayant trait à la sécurité sociale ont été étudiées dans le cadre de trois PNR de la dernière période FRI. Le PNR 51 «Intégration et exclusion» a analysé les causes, les processus d'émergence ainsi que les fonctionnements et les effets de l'intégration et de l'exclusion sociales en Suisse. Le PNR 52 «L'enfance, la jeunesse et les relations entre générations dans une société en mutation», achevé en 2008, donne un large aperçu des conditions de vie et des besoins des enfants et des jeunes. Il accordait une attention particulière aux relations entre les générations ainsi qu'aux aspects juridiques. Le PNR 60 «Egalité entre hommes et femmes», en cours, analyse les stratégies et les mesures en faveur de l'égalité, en tenant également compte des domaines politiques et des mesures qui ne visent pas explicitement l'égalité entre les sexes mais qui sont néanmoins importants pour elle de manière directe ou indirecte, comme c'est le cas des réformes des assurances sociales. Le PNR 67 «Fin de vie» en est encore au stade initial. Il entend produire à l'intention des décideurs du système de santé, de la politique et des professions concernées des connaissances qui serviront à définir des orientations ou des actions pour une conduite digne face à la dernière phase de la vie.

L'OFAS a participé ou participe encore au financement de deux projets qui n'entrent pas dans un PNR mais que le FNS finance, pour l'examen de questions spécifiques. Il s'agit d'un projet de recherche sur la mortalité différenciée (projet 100012-116416/1, contribution totale de l'OFAS de 120 000 francs pour la période 2007–2011) et d'un projet ayant trait à la réinsertion professionnelle (projet 100013-122499/1, contribution totale de l'OFAS de 52 500 francs pour la période 2009–2012).

⁴⁷ <http://www.snf.ch/F/fns-portrait/politique-encouragement/Pages/programme-pluriannuel.aspx>

Académie suisse des sciences humaines et sociales

L'Académie suisse des sciences humaines et sociales (ASSH) est une autre institution de promotion de la recherche reconnue par la Confédération. Son engagement dans ces sciences fait d'elle un acteur important de la recherche sur la sécurité sociale. L'encouragement de la recherche, la coopération internationale et la promotion de la relève universitaire sont les principaux objectifs de l'ASSH depuis sa fondation en 1946. En collaboration avec le [PNR 52](#), l'ASSH a mis sur pied le [Réseau «Relations entre générations»](#), qui entend stimuler de façon durable et différenciée le dialogue social sur la politique des générations, et poser les bases d'une politique des générations.

La coopération et la coordination des activités de recherche se font par des groupes d'accompagnement et un échange régulier d'informations.

Commission pour la technologie et l'innovation (CTI)

La CTI soutient des projets innovants dans toutes les disciplines scientifiques. Cet encouragement suit le principe bottom-up, ce qui signifie qu'il n'y a pas de priorités ou de thèmes de recherche prescrits, mais que tous les thèmes sont en principe possibles, s'ils respectent les critères d'encouragement de la CTI. Les projets soumis sont classés dans quatre catégories: «Sciences de la vie», «Micro et nanotechnologies», «Enabling Sciences» et «Ingénierie». Les sciences humaines, économiques et sociales ne sont explicitement mentionnées que dans la catégorie «Enabling Sciences». Le but de la CTI est d'encourager la recherche appliquée et le développement en collaboration entre hautes écoles et entreprises. Etant donné la faible concordance thématique, l'OFAS n'a pas avec la CTI de collaboration en cours pour des projets.

5.5 Coopération internationale

Des instituts d'étude étrangers aussi participent régulièrement à des recherches dans le domaine de la sécurité sociale en Suisse ou ont des activités spécifiques qui le recourent. Ainsi, des organisations internationales telles que l'OCDE, le Fonds monétaire international⁴⁸, le Centre européen de recherche en politique sociale⁴⁹ et l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS)⁵⁰ se penchent aussi sur des questions actuelles de politique sociale.

Organisation	OCDE Dans la thématique «Prestations et questions sociales», l'OCDE est un acteur important de la recherche et publie de nombreux rapports sur un large éventail de thèmes sociaux.
Domaine	Thèmes
Famille, générations et société	- The Future of Families to 2030 (principaux facteurs susceptibles d'influer sur l'évolution des structures des familles et des ménages dans les pays de l'OCDE jusqu'en 2030, défis qui en résultent et options politiques pour y répondre)

⁴⁸ <http://www.imf.org/external/fra/index.asp>

⁴⁹ <http://www.euro.centre.org>

⁵⁰ <http://www.issa.int/fre/>

Organisation	OCDE
	Dans la thématique «Prestations et questions sociales», l'OCDE est un acteur important de la recherche et publie de nombreux rapports sur un large éventail de thèmes sociaux.
Prévoyance vieillesse / prévoyance professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Women and pensions (amélioration de la situation sociale des femmes par une organisation appropriée du système de retraite, sans influencer négativement sur la structure des incitations à exercer une activité lucrative) - The Role of Automatic-Adjustment Mechanisms in OECD and EU Countries (mécanismes de pilotage en tant qu'élément essentiel pour l'adaptation des systèmes de retraite; étude de leur fonctionnement dans différents pays)
Invalidité / handicap	<ul style="list-style-type: none"> - Confronting the challenges of mental illness (attitude à l'égard du nombre croissant de personnes chez qui une maladie psychique a été diagnostiquée, étude dans 13 pays)
Collaboration avec l'OFAS	
Participation financière à des projets de l'OCDE et échanges réguliers	
Etude OCDE: The Future of Families to 2030	

Le Centre européen de recherche en politique sociale, à Vienne, repose sur la collaboration entre le gouvernement fédéral autrichien et les Nations unies. Ses tâches comprennent entre autres le développement de la recherche et la réalisation de projets. La Suisse, représentée par l'OFAS, est membre du centre et elle apporte ses conseils au sein du comité directeur, notamment en ce qui concerne la planification de la recherche. Les résultats des projets achevés et les premiers résultats des projets en cours sont présentés lors de l'assemblée annuelle des membres, et les nouveaux projets de recherche y sont discutés. Le tableau ci-dessous illustre les recouvrements entre les piliers de recherche du centre et les domaines thématiques de la sécurité sociale.

Organisation	Centre européen de recherche en politique sociale, Vienne
Domaine	Lien vers les piliers de recherche: http://www.euro.centre.org/research_index.php
Bases générales et développement de la sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> - La société du bien-être social - Marché du travail et politiques sociales
Famille, générations et société	<ul style="list-style-type: none"> - L'enfance, la jeunesse et la famille
Prévoyance vieillesse / prévoyance professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Le vieillissement et les générations - Les pensions de retraite et la sécurité sociale
Invalidité / handicap	<ul style="list-style-type: none"> - Santé et politiques relatives aux personnes handicapées
Assurance-maladie et accidents	<ul style="list-style-type: none"> - Soins de longue durée et services sociaux personnels
Collaboration avec l'OFAS	
Participation financière au projet MA:IMI et échanges réguliers sur des projets de recherche.	
MA:IMI: http://www.euro.centre.org/detail.php?xml_id=1415	
Arbeitsmarktmaßnahmen, Sozialhilfe und Alterspflege in der Schweiz – Föderal geprägte Politikfelder im europäischen Vergleich (en allemand seulement, avec résumé en français)	
Generationenpolitik – Internationale Ansätze und Entwicklungen (en allemand seulement, avec résumé en français)	

Le projet du Centre européen de recherche en politique sociale MA:IMI («Mainstreaming Ageing – Indicators to Monitor Implementation») seconde les administrations et les observateurs politiques dans le suivi et le contrôle des stratégies régionales d'exécution du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement. La première phase du projet a consisté à définir toute une série d'indicateurs à cette fin. Dans la deuxième phase, les indicateurs retenus pour les domaines démographie, revenu et fortune, marché du travail et participation à ce marché ainsi que sécurité sociale et durabilité sont analysés en profondeur. Il est prévu d'élaborer et de relever en outre des indicateurs sur les soins de longue durée et la qualité de vie à un âge avancé. Toutes les analyses seront menées séparément pour les deux sexes.

Dans le cadre du programme de recherche pluriannuel sur l'assurance-invalidité (PR-AI), l'OFAS collabore également avec l'Institut für Gesundheits- und Sozialforschung (IGES) de Berlin. Cet institut a étudié sur mandat de l'OFAS la sortie anticipée du marché du travail pour cause d'invalidité par rapport à d'autres options de sortie. Publiée en 2009, cette étude⁵¹ établit une comparaison internationale en se fondant sur des données de l'OCDE. L'IGES a aussi pris une part importante à la réalisation du rapport de synthèse sur le programme de recherche PR-AI 2006–2009⁵².

L'échange de connaissances et la coordination de projets ou la discussion de questions communes entre l'OFAS et les organisations internationales se font en outre à l'occasion de rencontres et de séminaires d'experts. De façon générale, il apparaît que les activités de recherche dans le domaine de la sécurité sociale s'inscrivent dans des réseaux bien constitués et que la coordination est parfois déjà institutionnalisée. Les nombreux projets de recherche communs prouvent que la collaboration permet d'éviter autant que possible les doubles emplois.

⁵¹ [Vorzeitiger Rückzug aus der Erwerbstätigkeit aufgrund von Invalidität im Vergleich zu alternativen Austrittsoptionen. Die Schweiz im internationalen Vergleich](#) [Sortie anticipée du marché du travail pour cause d'invalidité et autres options de sortie – La Suisse en comparaison internationale]. En allemand seulement, avec résumé en français.

⁵² [Programme de recherche sur l'assurance-invalidité 2006–2009: rapport de synthèse.](#)

6. ORGANISATION ET ASSURANCE QUALITÉ

6.1. Organisation interne

A l'OFAS, la recherche est intégrée dans le secteur Recherche et évaluation (FuE) de la division Mathématiques, analyses et statistiques (MAS). Pour la réalisation des projets de recherche et d'évaluation, FuE constitue l'interface essentielle entre les domaines compétents pour la thématique étudiée et les chercheurs ou évaluateurs externes chargés du projet. Si les domaines sont responsables de la pertinence thématique du mandat, la gestion de celui-ci et l'appréciation de l'adéquation méthodologique sont du ressort de FuE. L'utilité des projets de recherche ou d'évaluation et les connaissances qu'ils permettent d'acquérir seront d'autant plus importantes, pour tous les intéressés, que les capacités spécifiques de FuE et des domaines concernés auront été sollicitées lors des phases de planification et de réalisation.

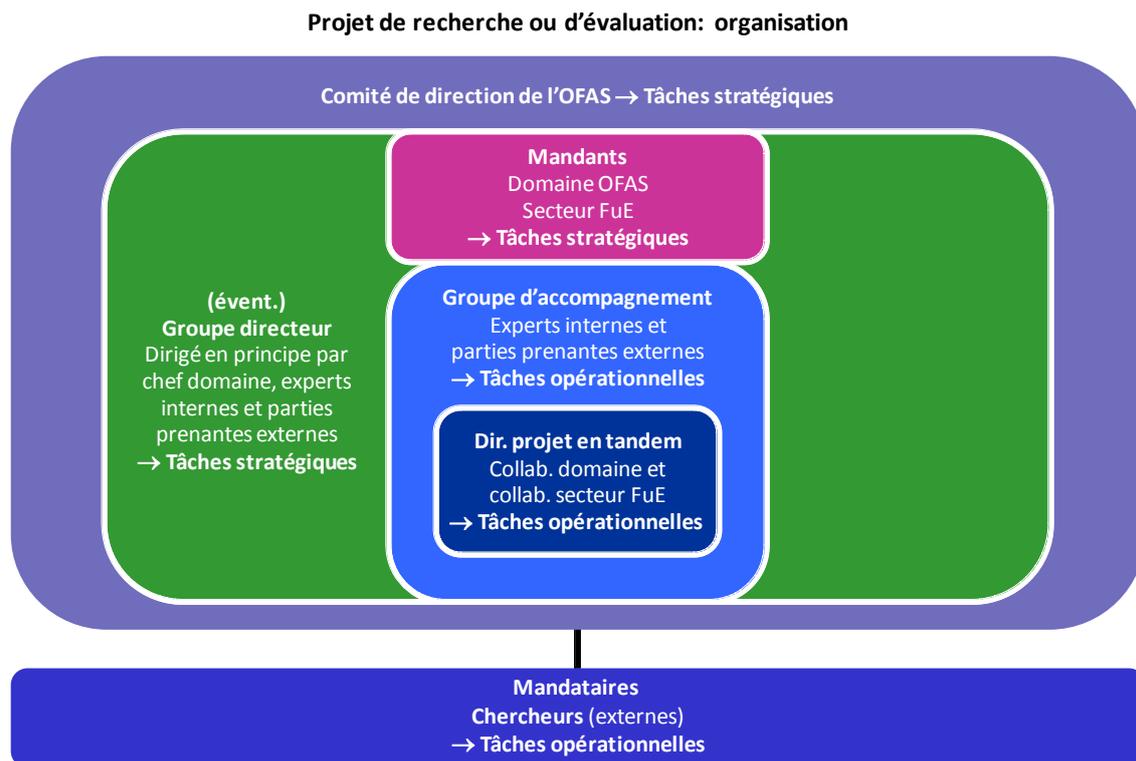
La planification dépend directement des fonds attribués à la recherche dans le processus budgétaire annuel de l'OFAS. En règle générale, le budget de l'année précédente est repris, avec une augmentation de 1,5 %. Les montants prévus pour 2013 à 2016 sont indiqués au chap. 4. Le programme de recherche pluriannuel sur l'assurance-invalidité (PR-AI 2) constitue une exception: par décision du 29 novembre 2011, le Conseil fédéral en a autorisé la prolongation jusqu'en 2015. Le budget pour les années 2013 à 2015 se monte au total à 1,28 million de francs pour les projets de recherche. Des crédits de personnel ont en outre été accordés afin de couvrir l'engagement de ressources humaines à l'OFAS pour effectuer les importants travaux préparatoires et assurer le suivi et l'évaluation des projets. Des moyens supplémentaires pour la réalisation de projets de recherche et d'évaluation sont accordés en vertu de dispositions légales spécifiques, par exemple pour l'évaluation des aides financières à l'accueil extrafamilial pour enfants et pour les deux programmes nationaux de protection de la jeunesse.

Sur le plan du contenu, les priorités de recherche définies sont traduites en programmes, projets ou mandats d'expertise, ou par la participation à des projets d'autres offices, de hautes écoles ou d'institutions de recherche publiques ou privées. L'année suivante est planifiée dans le cadre du processus budgétaire ordinaire sur la base des projets en cours ou annoncés par les domaines. En outre, la planification à court terme de l'année en cours est régulièrement contrôlée et adaptée le cas échéant. Il est fréquent en effet que le calendrier d'un projet se modifie jusqu'au démarrage de celui-ci ou durant son déroulement. C'est pourquoi l'on procède au cours du deuxième semestre à une nouvelle évaluation de la situation et à une adaptation de la planification pour l'année en cours et, si nécessaire, pour la suivante. Enfin, la planification doit rester suffisamment souple pour permettre, le cas échéant, l'intégration de projets à réaliser à court terme. On sait par expérience que les fonds conservés pour ce genre de projets ne doivent pas être particulièrement importants en début d'année, car ces changements à court terme ont aussi pour effet de retarder d'autres projets, ce qui libère des fonds budgétés.

L'organisation des projets est déterminée par le double objectif d'utilisation optimale des connaissances à disposition et de valorisation aussi large que possible des résultats de la recherche (fig. 1). Pour chaque mandat, un «tandem» formé d'un représentant du domaine concerné et d'un collaborateur de FuE assume la responsabilité opérationnelle du projet. Il sollicite au besoin le soutien d'experts ou de spécialistes internes ou externes. Un groupe

d'accompagnement épaula le tandem sur toute la durée du projet. Il doit être formé de personnes disposant du savoir-faire professionnel et méthodologique propres à l'office, de représentants des domaines concernés et d'acteurs extérieurs (parties prenantes) à impliquer. Pour les programmes de recherche ou d'évaluation pluriannuels ou impliquant plusieurs offices ou départements, un niveau de décision supplémentaire est prévu, par ex. sous la forme d'un groupe de direction ou de pilotage, présidé en règle générale par le membre de la direction concerné.

Fig. 1



Les tâches stratégiques dans l'organisation de projet concernent les étapes importantes, ou jalons, du projet de recherche. Concrètement, il s'agit de l'adoption du texte de l'appel d'offres, de l'évaluation des offres ou de la participation à une séance de présentation et de réponse aux questions des offreurs sélectionnés, de l'attribution du mandat, de l'examen des rapports intermédiaires et de la réception du rapport final. Au plan formel, le tandem ou le groupe d'accompagnement consulte les mandants du domaine et de FuE ou les membres du groupe de direction au moyen d'une demande de décision. Les organes stratégiques ont également pour tâche de clarifier les problèmes rencontrés ou les différences constatées, lorsque les prestations convenues par contrat n'ont pas été fournies ou n'ont pas pu l'être avec le niveau de qualité requis.

6.2. Assurance qualité et transfert de connaissances

L'assurance qualité à l'OFAS repose sur les directives du comité de pilotage FRT⁵³. Le concept d'assurance qualité qui y est formulé comprend trois domaines: gestion de la recherche, comptes rendus et évaluation de l'efficacité. Nous présentons brièvement ci-après ces trois aspects et leur application à l'OFAS.

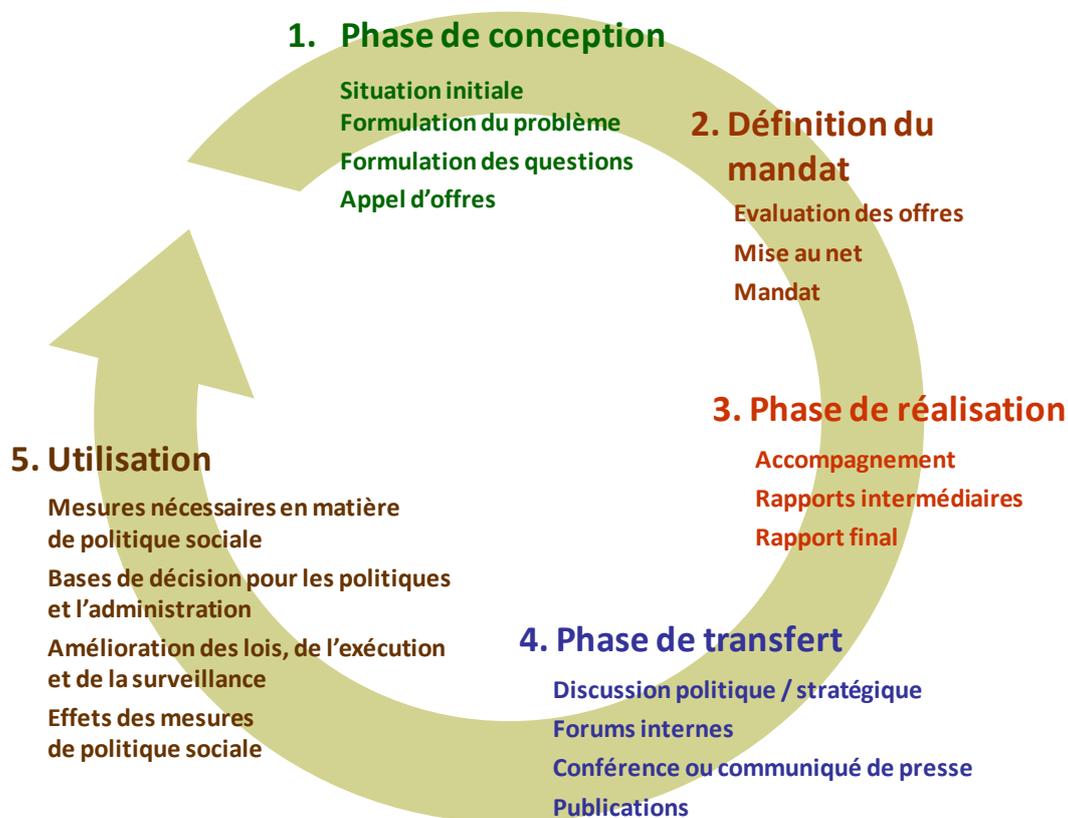
Selon le concept FRI, **l'assurance qualité dans la gestion de la recherche** comprend quatre éléments: programmation stratégique, procédure transparente pour l'octroi des mandats, informations sur les projets de recherche tenues à jour dans ARAMIS, et publication des résultats obtenus. A l'OFAS, la programmation stratégique est présentée dans le plan directeur de recherche, axé sur les enjeux stratégiques du domaine de la sécurité sociale, qui ne peuvent être traités que si l'on dispose d'informations de base. Pour fixer durablement les exigences de qualité relatives aux trois autres éléments de la gestion de la recherche, le secteur FuE a rédigé un «Manuel de la recherche» qui présente étape par étape sur quelles bases et de quelle manière les projets de recherche ou d'évaluation sont réalisés à l'OFAS en collaboration avec les domaines. Une harmonisation poussée des processus et des instruments, ainsi qu'une description précise des responsabilités des acteurs impliqués, doivent permettre d'obtenir une qualité constante. La version électronique du manuel est à la disposition de tous les collaborateurs de l'office sur Intranet et peut au besoin être rapidement mise à jour, de façon que les modifications apportées dans les processus soient immédiatement connues. Le secteur dispose en outre de nombreux modèles, listes de contrôle et instructions qui définissent des normes à caractère obligatoire facilitant la gestion de la recherche et des évaluations. Enfin, un index électronique permet d'accéder facilement à divers documents et sites Internet.

La fig. 2 ci-dessous illustre comment l'assurance qualité se décline dans les différentes étapes d'un projet de recherche ou d'évaluation. L'assurance qualité sous-tend l'ensemble du processus de recherche et est institutionnalisée dans la gestion de la recherche.

⁵³ «[L'assurance qualité dans les activités de recherche de l'administration fédérale](#)», directives du comité de pilotage FRT, novembre 2005.

Fig. 2

Déroulement d'un projet de recherche ou d'évaluation



Phase de conception: il existe à l'OFAS des prescriptions claires en matière de marché public. L'appel d'offres suit, sauf exceptions motivées, une procédure ouverte: il est publié sur Internet et annoncé par lettre d'information électronique (via www.news.admin.ch). La sélection est opérée de façon transparente par le groupe d'accompagnement de projet, qui peut aussi comprendre des externes (autres offices fédéraux, parties prenantes, etc.). S'il y a plusieurs offres de même valeur ou que le mandat nécessite des éclaircissements, deux ou trois offreurs (au maximum) sont invités à une séance de présentation et de clarification du mandat. Toutes les séances et les décisions concernant la sélection et l'attribution définitive du mandat sont documentées dans un procès-verbal. Lorsque les décisions ont une influence sur le mandat, les procès-verbaux sont intégrés dans le contrat conclu lors de la phase suivante.

Définition du mandat et phase de réalisation: le secteur FuE a décidé en 2007 déjà d'utiliser ARAMIS pour informer non seulement sur le projet, mais sur l'ensemble de son déroulement. Les données relatives au contrat et les dates des étapes principales sont saisies et contrôlées en permanence, et adaptées au besoin. FuE utilise aussi ARAMIS pour la planification financière et le contrôle du budget. Cela permet de répondre rapidement aux demandes concernant de nouveaux projets, mais aussi d'utiliser de façon efficiente les moyens à disposition au-delà de l'année budgétaire.

Parallèlement à ARAMIS, le service des finances de l'OFAS, ou le domaine AI pour les projets du PR-AI 2, procède à un controlling. Le contrat écrit règle les modalités de la collaboration. Chaque étape importante (questionnaire, rapport intermédiaire, rapport de situation, etc.) qui implique un paiement est documentée par écrit pour les responsables du budget et dans Fabasoft, le système de gestion électronique des affaires de l'OFAS.

Phase de transfert et utilisation: le quatrième élément de l'assurance qualité dans la gestion de la recherche consiste en un transfert systématique de connaissances, c.-à-d. dans la publication des rapports de recherche sous forme imprimée et/ou électronique. Cette opération répond au principe de la transparence, tout en respectant la protection des données personnelles, par exemple pour les projets de recherche dans le domaine de l'assurance-invalidité. L'OFAS a sa propre collection, intitulée «Aspects de la sécurité sociale», dans laquelle la plupart des rapports de recherche sont publiés sous forme imprimée⁵⁴. Depuis 2003, ces rapports sont aussi disponibles sous forme électronique et peuvent être téléchargés gratuitement. Les travaux de fond, qui servent plutôt de base à de nouveaux ou à de plus vastes projets de recherche ou d'évaluation, sont rendus accessibles au public sur le site Internet de l'OFAS⁵⁵. En général, le contrat prévoit déjà que les mandataires résument au terme du projet les principaux résultats dans un article qui sera publié dans la revue de l'OFAS «Sécurité sociale» (CHSS). Des liens dans ARAMIS permettent d'accéder simplement et directement à toutes les formes de publication, rapports ou articles publiés ou mis en ligne. Le transfert de connaissances au sein de l'office et de l'administration fédérale a lieu dans le cadre d'une séance d'information organisée à intervalles réguliers, intitulée **Forum Recherche & analyses fondamentales**, au cours de laquelle les principaux résultats des recherches menées sont présentés aux collaborateurs intéressés et discutés avec eux.

L'assurance qualité dans la gestion de la recherche est complétée par des **objectifs de formation continue convenus chaque année** pour tous les collaborateurs du secteur FuE. Ceux-ci étendent et approfondissent ainsi leurs connaissances en gestion de la recherche en participant de façon ciblée à des colloques et à des cours de formation continue proposés par des hautes écoles ou par l'administration fédérale elle-même.

Rapports et comptes rendus

Ce n'est pas seulement au sein de l'office que la recherche financée par la Confédération doit trouver sa légitimation et que son adéquation, son efficacité et son efficience doivent être démontrées. La présentation régulière de comptes rendus sous une forme appropriée constitue le deuxième aspect de l'assurance qualité définie dans les directives de la Confédération en la matière. Ces comptes rendus servent à mettre à jour les informations sur les recherches en cours et à documenter les projets terminés. Il s'y ajoute les rapports annuels rédigés par les offices selon leurs propres procédures. On attend néanmoins des offices qu'ils veillent à ce que les recherches menées sous leur responsabilité fassent au moins une fois par an l'objet d'un compte rendu sous une forme appropriée, inscrivant en particulier les projets dans le contexte de leurs priorités thématiques.

En réponse à ces différentes prescriptions, le secteur FuE rédige depuis 2008 un **rapport annuel** qui rend compte des projets de recherche ou d'évaluation achevés ou en cours, ainsi

⁵⁴ <http://www.bsv.admin.ch/praxis/forschung/publikationen/index.html?lang=fr>

⁵⁵ <http://www.bsv.admin.ch/dokumentation/publikationen/00098/index.html?lang=fr>

que de ses activités de transfert de connaissances. Ce rapport est remis sous forme imprimée aux domaines de l'office et à toutes les institutions intéressées, et il est aussi disponible sur le site Internet de l'OFAS.

Les directives en matière d'assurance qualité mentionnent encore deux autres formes de compte rendu: la **note d'information** annuelle adressée au Conseil fédéral, mentionnant les données clés de la recherche de l'administration fédérale, et les **fiches d'information** sur les données essentielles et les principaux résultats des recherches menées, à destination du public.

L'OFAS est appelé en outre à rendre compte de ses activités de recherche dans les publications et rapports suivants, également à un rythme annuel:

Evaluations de l'efficacité

La Chancellerie fédérale effectue chaque année deux enquêtes auprès des offices fédéraux au sujet des évaluations de l'efficacité au sens de l'art. 170 Cst. Les réponses des offices sont prises en considération lors de la rédaction des objectifs annuels et du rapport de gestion du Conseil fédéral.

Statistique R-D de l'OFS

L'Office fédéral de la statistique (OFS) est chargé de relever les investissements faits en Suisse dans la recherche et le développement (R-D). Les dépenses consacrées aux activités de recherche de l'administration fédérale sont regroupées sur la base des données saisies dans ARAMIS. Pour cette statistique, les dépenses de personnel affectées à la recherche doivent être rassemblées une fois l'an au moyen d'une liste de questions, en plus des ressources financières saisies au fur et à mesure.

Rapport annuel sur les assurances sociales selon l'art. 76 LPGA

Le rapport annuel LPGA rend compte, en règle générale, des principaux résultats des recherches menées durant l'exercice considéré.

Rapport sur le Code européen de sécurité sociale CESS

Une brève description des projets de recherche ou d'évaluation achevés ou en cours à l'OFAS est intégrée dans un rapport annuel sur la sécurité sociale en Suisse établi à l'intention du Conseil de l'Europe.

Des comptes rendus sur les activités de recherche menées à l'OFAS sont donc présentés huit fois par an, de manière plus ou moins développée et pour des destinataires en général différents. L'exigence de comptes rendus complets au sens de l'assurance qualité est ainsi respectée.

Le troisième aspect de l'assurance qualité a trait à l'obligation faite aux offices fédéraux **d'évaluer les activités de recherche menées sous leur responsabilité**. Les directives en matière d'assurance qualité, dont le respect est également évalué dans ce cadre, définissent

les exigences auxquelles doivent répondre les différentes formes d'évaluation ou d'autoévaluation des projets et des programmes de recherche, des mandats globaux donnés à des instituts de recherche, ainsi que des recherches menées dans le domaine politique pour lequel l'office en question est office responsable⁵⁶. La mise en œuvre de ces directives doit cependant demeurer appropriée et ajustée aux circonstances, tant sous l'angle du budget que du degré de planification, et rester dans un rapport coût/utilité équilibré.

Les recherches menées sous la responsabilité de l'OFAS satisfont, à différents niveaux, à l'exigence d'une évaluation «ajustée aux circonstances». Pour les projets de recherche de grande envergure, une évaluation ex ante est faite sous la forme d'une étude de faisabilité. Celle-ci examine surtout la disponibilité et la qualité des données nécessaires, l'adéquation de la méthode de recherche prévue et, le cas échéant, l'estimation des besoins requis pour le projet principal. L'OFAS publie en règle générale tous les rapports de recherche. Le «bon à publier» est donné par le comité de direction de l'OFAS au terme d'une procédure incluant l'évaluation du projet. Le tandem de recherche remet au comité de direction un rapport final qui comprend, outre le résumé des principaux résultats et un projet d'avant-propos, les informations suivantes:

- les questions posées et le mandat;
- le déroulement du projet;
- les principaux résultats de la recherche et les conclusions à tirer pour l'OFAS;
- l'appréciation de la qualité et de la collaboration avec le mandataire;
- les conclusions (politiques) de la direction du domaine concerné.

Pour les programmes pluriannuels de recherche tels que le PR-AI, un rapport synthétise généralement l'évaluation ex post du programme et de sa mise en œuvre ainsi que les conclusions et des recommandations. Enfin, l'ordonnance de l'OFAS du 9 juin 2008 sur les projets pilotes favorisant la réadaptation au sens de l'art. 68^{quater} LAI précise que les demandes de mise en œuvre doivent comporter un concept d'évaluation.

Conclusion

En résumé, on peut dire que les recherches menées sous la responsabilité de l'OFAS répondent aujourd'hui déjà aux exigences en matière d'assurance qualité formulées dans les directives de la Confédération, pour autant que celles-ci puissent être appliquées à la recherche dans le domaine thématique de la sécurité sociale, pour laquelle le budget est modeste et la planification s'opère à court terme. Etant donné la nécessité de conserver un rapport coût/utilité équilibré, il n'est guère possible de développer encore l'assurance qualité, mais on veille systématiquement à respecter et à mettre en œuvre les mesures d'assurance qualité qui sous-tendent le plan directeur de recherche. On peut citer comme **objectifs concrets** en matière d'assurance qualité le contrôle et la mise à jour des prescriptions de qualité formulées dans le «Manuel de la recherche», ainsi que la mise sur pied d'une offre interne de formation continue destinée aux (nouveaux) responsables de projet des domaines et consacrée à la préparation et à la réalisation de projets d'évaluation.

⁵⁶ Directives en matière d'assurance qualité, 2005, p. 11 s.

BIBLIOGRAPHIE

Fonds national suisse (2010): [Programme pluriannuel 2012–2016. Planification à l'attention des autorités fédérales](#). Berne: Fonds national suisse

Office fédéral de la santé publique (2012): [Plan directeur de recherche «Santé» 2013–2016](#). Berne: Office fédéral de la santé publique

Office fédéral de la statistique (2012): [Programme pluriannuel de la statistique fédérale 2011–2015](#). Neuchâtel: Office fédéral de la statistique

Office fédéral des assurances sociales, Secteur Recherche et évaluation (2012): *Jahresbericht / Rapport annuel 2011*. Berne: Office fédéral des assurances sociales

Office fédéral des assurances sociales, Secteur Recherche et évaluation (2011): *Jahresbericht / Rapport annuel 2010*. Berne: Office fédéral des assurances sociales

Office fédéral des assurances sociales, Secteur Recherche et évaluation (2010): *Jahresbericht / Rapport annuel 2009*. Berne: Office fédéral des assurances sociales

Office fédéral des assurances sociales, Secteur Recherche et évaluation (2009): *Jahresbericht / Rapport annuel 2008*. Berne: Office fédéral des assurances sociales

Office fédéral du logement (2012): *Recherche sur le logement 2012–2015*. Granges: Office fédéral du logement

Rapport final du Comité de pilotage du domaine formation, recherche et technologie (2010): [Evaluation de la mise en oeuvre des directives d'assurance qualité et de l'utilisation des résultats de la recherche de l'administration fédérale](#). Berne: Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche SER / Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie OFFT

Présidence du Comité de pilotage du domaine formation, recherche et technologie (2005): [L'assurance qualité dans les activités de recherche de l'administration fédérale. Directives](#). Berne: Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche SER / Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie OFFT

Bases légales

Conseil fédéral (2012): [Message relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation pendant les années 2013 à 2016](#). (BBl 2012 3099)

Conseil fédéral (2012): [Message sur le programme de la législature 2011 à 2015 \(25.01.12\)](#). (BBl 2012 481)

«Aspects de la sécurité sociale», Office fédéral des assurances sociales OFAS, Berne, rapports de recherche et expertises selon thème/programme

Bases générales et développement de la sécurité sociale

Bundesamt für Sozialversicherungen (2007): *Forschungskonzept 2008–2011 «Soziale Sicherheit»*

Marti, M., Böhringer, P., Inderhees, G., Oleschak, R., Rissi, Ch., Sommer, H. & Stöckle, I. (2007): *Flexicurity: Bedeutung für die Schweiz*

Marti, M., Böhringer, P., Inderhees, G., Oleschak, R.; Rissi, Ch., Sommer, H. & Stöckle, I. (2007): *Flexicurity: Bedeutung für die Schweiz (Anhang B)*

Modetta, C. (2007): *Forschungsdelpi «Soziale Sicherheit», Synthesebericht*

Office fédéral des assurances sociales (2007): *Plan directeur de recherche 2008–2011*

Familie, générations et société

Baumann, B., StremLOW, J., Strohmeier, R. & Bieri, A. (2010): *Arbeitsmarktmassnahmen, Sozialhilfe und Alterspflege in der Schweiz. Föderal geprägte Politikfelder im europäischen Vergleich*

Eisner, M., Ribeaud, D. & Locher, R. (2009): *Prävention von Jugendgewalt*

Frey, M., Koch, P., Waeber, Ph. & Kägi, W. (2010): *Evaluation «Anstossfinanzierung» – Nachhaltigkeit und Impulseffekte der Finanzhilfen für familienergänzende Kinderbetreuung*

Hämel, K., Thenner-Esskuchen, M. & Leichsenring, K. (2009): *Generationenpolitik – Internationale Ansätze und Entwicklungen*

Hölterhoff, M., Biedermann, M., Laufer, D. & Matuschka, M. (2009): *Analyse und Vergleich der Kosten von Krippenplätzen anhand einer Vollkostenrechnung*

Hölterhoff, M., Biedermann, M., Laufer, D. & Matuschka, M. (2009): *Analyse et comparaison des coûts des places de crèche selon la méthode des coûts de revient complets*

Manzoni, P., Lucia, S. & Schwarzenegger, Ch. (2012): *Dunkelfeldbefragung im Bereich «Jugend und Gewalt» – Machbarkeitsstudie*

Martin, M., Moor, C. & Sutter, Ch. (2010): *Kantonale Alterspolitiken in der Schweiz*

Nollert, M., Budowski, M. & Kersten, A. (2010): *Konzeptualisierung und Messung des gesellschaftlichen Werts von Generationenbeziehungen*

Steiner, O. (2009): *Neue Medien und Gewalt*

Wanner, Ph. (2012): *La situation économique des ménages monoparentaux et des personnes vivant seules le canton de Berne*

Prévoyance vieillesse et professionnelle / prestations complémentaires

Bertschy, K., Müller, A., Marti, M. & Walker, Ph. (2010): *Herabsetzung der Eintrittsschwelle in der 1. BVG-Revision*

Bolliger, Ch.; Rüefli, Ch. & Wyss, D. (2009): *Umsetzung und Wirkungen der Vorschriften über die paritätische Verwaltung*

Bonoli, G., Bertozzi, F. & Wichmann, S. (2008): *Adaptation des systèmes de retraite dans l'OCDE: Quels modèles de réforme pour la Suisse?*

Bonoli, G., Bertozzi, F. & Wichmann, S. (2008): *Anpassung der Rentensysteme in der OECD: Reformmodelle für die Schweiz?*

Bonoli, G., Bertozzi, F. & Wichmann, S. (2008): *Réformes des systèmes de retraite depuis les années 1990 en Allemagne, France, Italie, Pays-Bas et Suède: études de cas*

Hornung, D., Beer-Toth, K., Bernhard, Th., Gardiol, L. & Röthlisberger, Th. (2011): *Verwaltungskosten der 2. Säule in Vorsorgeeinrichtungen und Unternehmen*

- Mettler, U. & Schwendener, A. (2011): *Vermögensverwaltungskosten in der 2. Säule*
- Mettler, U. & Schwendener, A. (2011): *Frais de gestion de la fortune dans le 2^e pilier*
- Pecoraro, M. & Wanner, Ph. (2007): *La situation économique des Saint-Gallois âgés de 60 à 70 ans*
- Schmeiser, H., Nussbaum, W., Braun, A., Rymaszewski, P. & Zeier, A. (2010): *Aufsicht über die berufliche Vorsorge: Internationaler Vergleich*
- Trageser, J., Marti, Ch. & Hammer, St. (2011): *Auswirkungen der Herabsetzung der Eintrittsschwelle im Rahmen der 1. BVG-Revision auf Arbeitgebende und Arbeitnehmende*
- Wanner, Ph. & Fall, S. (2012): *La situation économique des veuves et des veufs*
- Wanner, Ph. & Gabadinho, A. (2008): *La situation économique des actifs et des retraités*
- Wanner, Ph. & Gabadinho, A. (2008): *La situation économique des actifs et des retraités. Rapport technique et tableaux commentés*
- Wanner, Ph. & Gabadinho, A. (2008): *Die wirtschaftliche Situation von Erwerbstätigen und Personen im Ruhestand*

Invalidité / Handicap

- Baer, N. & Frick, U. (2007): *Differenzierung der Invalidisierungen aus psychischen Gründen (Machbarkeitsstudie)*
- Baer, N., Frick, U. & Fasel, T. (2009): *Dossieranalyse der Invalidisierungen aus psychischen Gründen*
- Baer, N., Frick, U., Fasel, T. & Wiedermann, W. (2011): *«Schwierige Mitarbeiter». Wahrnehmung und Bewältigung psychisch bedingter Problemsituationen durch Vorgesetzte und Personalverantwortliche*
- Balthasar, A. & Müller, F. (2007): *Pilotversuch Assistenzbudget: Zwischensynthese*
- Baumgartner, E., Uebelhart, B., Baur, B., Berger, D., von Fellenberg, M., Lage, D. & Wegener, R. (2009): *Evaluation der Beiträge an Organisationen der privaten Behindertenhilfe nach Art. 74 IVG*
- Baumgartner, E., Uebelhart, B., Baur, B., Berger, D., von Fellenberg, M., Lage, D. & Wegener, R. (2009): *Évaluation des subventions aux organisations de l'aide privée aux invalides visées par l'art. 74 LAI*
- Baumgartner, E., Wacker, E., Castelli, F., Klemenz, R., Oberholzer, D., Schäfers, M. & Wansing, G. (2007): *Pilotversuch Assistenzbudget: Assistenzmodelle im internationalen Vergleich. Leistungen und Massnahmen zur Unterstützung selbstbestimmten und eigenverantwortlichen Lebens in ausgewählten Ländern*
- Bolliger, Ch., Stadelmann-Steffen, I., Thomann, E. & Rüefli, Ch. (2010): *Migrantinnen und Migranten in der Invalidenversicherung. Verfahrensverläufe und vorgelagerte Faktoren*
- Bolliger, Ch., Willisegger, J. & Rüefli, Ch. (2007): *Die Rechtsprechung und Gerichtspraxis in der Invalidenversicherung und ihre Wirkungen*
- Bundesamt für Sozialversicherungen (2011): *Synthesebericht des Forschungsprogramms zur Invalidenversicherung FoP-IV 2006–2009*

- Dubach, Ph., Oesch, Th. & Guggisberg, J. (2007): *Pilotversuch Assistenzbudget: Subjektorientierte Leistungen für ein integriertes Leben Behinderter: Ergänzungen und Inkompatibilitäten mit dem Pilotversuch Assistenzbudget*
- Ebner, G., Dittmann, V.; Mager, R., Stieglitz, R.-D., Träbert, S., Bührlen, B. & Herdt, J. (2012): *Erhebung der formalen Qualität psychiatrischer Gutachten*
- Egger, M., Merckx, V. & Wüthrich, A. (2010): *Evaluation des nationalen Projekts IIZ-MAMAC*
- Egger, M., Merckx, V. & Wüthrich, A. (2010): *Évaluation du projet national CII-MAMAC*
- Fluder, Robert; Graf, Thomas; Salzgeber, Renate; Ruder, Rosmarie (2009): *Quantifizierung der Übergänge zwischen Systemen der Sozialen Sicherheit (IV, ALV, Sozialhilfe)*
- Frey, M., Kägi, W., Koch, P. & Hefti, Ch. (2007): *Pilotversuch Assistenzbudget: Auswirkungen auf Kosten, Nutzen und Finanzierung*
- Frey, M., Kägi, W., Koch, P. & Hefti, Ch. (2007): *Pilotversuch Assistenzbudget: Auswirkungen auf Kosten, Nutzen und Finanzierung (Materialienband)*
- Geisen, Th., Lichtenauer, A., Roulin, Ch. & Schielke, G. (2008): *Disability Management in Unternehmen in der Schweiz*
- Guggisberg, J., Egger, Th. & Künzi, K. (2008): *Evaluation der Arbeitsvermittlung in der Invalidenversicherung*
- Guggisberg, J., Egger, Th. & Künzi, K. (2008): *Évaluation du placement dans l'assurance-invalidité*
- Guggisberg, J., Oesch, Th. & Gardiol, L. (2010): *Migrantinnen und Migranten in der Invalidenversicherung. Soziale Unterschichtung, gesundheitliche Lage und Invalidisierungsrisiko*
- Hefti, Ch., Frey, M. & Koch, P. (2007): *Pilotversuch Assistenzbudget: Beschreibung der Teilnehmenden, Teilnahmegründe und Erwartungen*
- Herdt, J., Winckel, H. & Laskowska, B. (2010): *Fallanalyse zur beruflichen Integration von Personen mit psychischen Störungen*
- Kool, J., Meichtry, A., Schaffert, R. & Rüesch, P. (2008): *Der Einsatz von Beschwerdevalidierungstests in der IV-Abklärung*
- Latzel, G. & Andermatt, Ch. (2008): *Personen mit einer Hilflosenentschädigung IV: Vergütung von Pflege und Betreuung durch die Ergänzungsleistungen*
- Latzel, G. & Andermatt, Ch. (2008): *Remboursement de l'aide, des soins et des tâches d'assistance par les prestations complémentaires*
- Latzel, G. & Andermatt, Ch. (2007): *Pilotversuch Assistenzbudget: Abklärung des Assistenzbedarfs*
- Loos, St., Schliwen, A. & Albrecht, M. (2009): *Vorzeitiger Rückzug aus der Erwerbstätigkeit aufgrund von Invalidität im Vergleich zu alternativen Austrittsoptionen*
- Office fédéral des assurances sociales (2010): *Programme de recherche sur l'assurance-invalidité 2006–2009: rapport de synthèse*
- Ott, W., Bade, St. & Wapf, B. (2008): *Nicht zielkonforme Leistungen in der Invalidenversicherung: Bedeutung und Grössenordnung*

Sempert, W. & Kammermann, M. (2010): *Evaluation Pilotprojekt Praktische Ausbildung (PrA) INSOS*

Wanner, Ph. & Pecoraro, M. (2012): *La situation économique des rentiers AI*

Wapf, B. & Peters, M. (2007): *Evaluation der regionalärztlichen Dienste (RAD)*

Wapf, B. & Peters, M. (2007): *Évaluation des services médicaux régionaux (SMR)*

Zellweger, E., Maugué, M. & Lafuente, F. (2007): *Projet pilote «Budget d'assistance»: Evaluation de l'organisation et des prestations des organes d'exécution*

ANNEXE 1

A1. La recherche de l'administration fédérale: définition

La recherche effectuée par l'administration fédérale, couramment appelée «recherche de l'administration fédérale», est la recherche dont les résultats sont soit nécessaires à l'administration fédérale (actrice des politiques fédérales) dans l'accomplissement de ses tâches, soit initiée par cette dernière, parce qu'elle est d'intérêt public. Elle comprend les composantes suivantes:

- (1) la recherche *intramuros* de l'administration fédérale ou l'exploitation des établissements fédéraux de recherche;
- (2) la réalisation de programmes de recherche propres, notamment en coopération avec les institutions de recherche du domaine des hautes écoles, les institutions chargées d'encourager la recherche, la Commission pour la technologie et l'innovation (CTI) ou d'autres organisations de soutien;
- (3) les contributions aux institutions de recherche du domaine des hautes écoles en vue de réaliser des programmes de recherche, dans la mesure où ceux-ci sont utiles à l'accomplissement des tâches de l'administration fédérale; et
- (4) les mandats de l'administration fédérale à des tiers.

La recherche de l'administration fédérale ne comprend pas les dépenses des hautes écoles financées par la Confédération et de leurs institutions annexes, les contributions de la Confédération au Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS), à la Commission pour la technologie et l'innovation (CTI) et aux institutions scientifiques visées par la loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI; [RS 420.1](#)), soit les académies, les services scientifiques auxiliaires, etc.), et elle ne comprend pas non plus les contributions aux institutions et organisations scientifiques internationales.

A2. La recherche de l'administration fédérale: mandat légal

L'engagement de la Confédération dans la recherche et l'encouragement de la recherche est légitimé par l'art. 64 de la Constitution fédérale ([RS 101](#)), en vertu duquel la Confédération encourage la recherche scientifique et l'innovation ou peut gérer, créer ou reprendre des centres de recherche. Les activités de recherche déployées par l'administration fédérale sont encore précisées dans la loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI; [RS 420.1](#)). L'administration fédérale est un organe de recherche dans la mesure où elle effectue elle-même des recherches à ses propres fins, qu'elle confie à des tiers des mandats de recherche, finance directement des recherches, ou met en œuvre d'autres mesures dans le domaine de la recherche, ou encore qu'elle assume des tâches en matière d'encouragement de l'innovation (art. 5, let. c LERI). En vertu de la LERI et de lois spéciales, la Confédération encourage la recherche et l'innovation en allouant des subventions directes et en instituant d'autres mesures mises en œuvre par l'administration fédérale (art. 6, al. 1, let. e LERI). Pour l'accomplissement de tâches d'intérêt public, les départements peuvent attribuer des mandats de recherche ou participer aux dépenses qu'entraîne l'exécution de projets de recherche

(art. 16, al. 5 LERI). L'art. 24 oblige les organes de recherche à établir des programmes pluriannuels, dans lesquels ils renseignent sur les activités de recherche envisagées (cf. art. 12 de l'ordonnance sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation, [O-LERI](#)).

Bases légales spéciales

Outre son ancrage dans les dispositions de rang supérieur fixées par la LERI, la recherche de l'administration fédérale se fonde sur une quarantaine de dispositions légales spéciales. Ces dernières assignent des mandats directs de recherche ou des obligations de financement par la Confédération, respectivement elles formulent des mandats directs d'évaluation, de relevé ou de contrôle qui supposent des travaux scientifiques correspondants.

De plus, les tâches de recherche sont précisées dans de nombreuses ordonnances liées ou non à ces lois. Par ailleurs, même dans les cas où aucun mandat légal explicite de recherche n'existe, l'application et la mise en œuvre du droit en vigueur implique souvent des connaissances spécialisées qui doivent être à jour et qui, par conséquent, doivent être élaborées par la recherche (par ex. pour l'édiction de directives et d'ordonnances). C'est pourquoi les obligations de recherche sont souvent fixées dans le mandat de prestations des offices soumis au système de la Gestion par mandats de prestations et enveloppes budgétaires (GMEB) ou qu'elles sont stipulées pour les différents offices dans les ordonnances départementales sur l'organisation.

Obligations découlant de conventions internationales et d'interventions parlementaires

Outre les dispositions légales spéciales, environ 90 traités internationaux, conventions internationales ou appartenances à des organisations internationales contiennent ou impliquent des obligations de recherche ou d'efforts nationaux de recherche dans les diverses thématiques pertinentes. Mais, même dans les cas où aucune obligation de recherche explicite ne découle de contrats, les activités de recherche données en mandat sont essentielles pour certains offices, afin de maintenir les contacts internationaux nécessaires. La recherche de l'administration fédérale permet donc d'entretenir des échanges «d'égal à égal», échanges qu'elle doit étayer par ses propres observations scientifiques actuelles.

Le Parlement, par la voie d'initiatives, de motions, de postulats, d'interpellations ou de questions parlementaires, donne des mandats d'élaboration de projets d'actes juridiques, de rapports d'examen et de renseignements. Le traitement de ces affaires peut requérir une activité plus ou moins importante de recherche au sein de l'administration fédérale.

Le rapport du Comité de pilotage FRT, «[Recherche de l'administration fédérale: situation financière globale 2004-2007 et fondements dans les lois spéciales](#)», publié en 2008, donne un aperçu des lois spéciales, des obligations internationales et des mandats parlementaires.

A3. La recherche de l'administration fédérale: coordination

Comité de pilotage formation-recherche-technologie

Le Conseil fédéral a institué le Comité de pilotage formation-recherche-technologie (Comité de pilotage FRT) suite à la réorganisation en 1997 du domaine «formation, recherche et technologie». La présidence du Comité FRT est assurée par les directions du Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER) et de l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT). Il assume, pour le Conseil fédéral, des tâches de pilotage générales en lien avec la recherche de l'administration fédérale, notamment s'agissant de la coordination des plans directeurs de recherche⁵⁷ et des aspects d'assurance de la qualité⁵⁸. Il soutient les offices fédéraux dans la mise en œuvre des directives d'assurance qualité et peut lancer des évaluations.

Les membres du Comité de pilotage FRT sont: les directions des offices fédéraux comprenant leur propre recherche, la direction de la Chancellerie fédérale et la direction de l'Administration fédérale des finances, les représentants (à raison d'un représentant par institution) du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS), de la Commission pour la technologie et l'innovation (CTI) et du Conseil des écoles polytechniques fédérales (Conseil des EPF). Le Comité de pilotage FRT garantit la coordination de la recherche de l'administration fédérale et il aide sa présidence à assumer la responsabilité de la totalité du système. Il adopte des directives sur proposition de la présidence, assume des tâches dans la sélection des programmes nationaux de recherche (PNR) et les pôles de recherche nationaux (PRN) et relève chaque année, pour en rendre compte au Conseil fédéral, le coût de la recherche et le budget-cadre des crédits de recherche alloués par la recherche de l'administration fédérale. En outre, le Comité FRT renseigne le Conseil fédéral sur les mesures en cours et les mesures planifiées dans le domaine de la recherche de l'administration fédérale et l'informe des évaluations et des activités liées aux interventions parlementaires, etc..

Le pilotage inter-offices et interdépartemental des ressources financières de la recherche de l'administration fédérale n'entre toutefois pas dans le domaine de tâches dévolues au Comité FRT. Une recommandation correspondante de la Commission de gestion du Conseil national (CdG-CN) concernant le pilotage des ressources de la recherche de l'administration fédérale a été rejetée par le Conseil fédéral pour la dernière fois en 2006⁵⁹. La responsabilité finale de ce pilotage incombe au Parlement, compétent pour autoriser les divers crédits de recherche spécifiques des offices. La procédure actuelle permet au Parlement d'assumer efficacement ce rôle dans le cadre des décisions budgétaires annuelles.

⁵⁷ «Grundsätze für die Erstellung der Konzepte 2013 – 2016 betreffend die Forschungsaktivitäten der Bundesverwaltung in den 11 Politikbereichen», Comité de pilotage FRT, mai 2011.

⁵⁸ «L'assurance qualité dans les activités de recherche de l'administration fédérale», directives édictées par le Comité de pilotage FRT, novembre 2005.

⁵⁹ FF 2007 803 (<http://www.admin.ch/ch/f/ff/2007/803.pdf>).

Groupe de coordination, secrétariat du Comité de pilotage FRT

Pour préparer ses affaires, le Comité de pilotage FRT constitue un groupe de coordination où siègent les responsables de recherche des offices fédéraux. Ce groupe de coordination est dirigé par le secrétariat du Comité de pilotage FRT, lui-même rattaché au Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER). Le secrétariat garantit les flux d'informations entre les membres et la présidence du Comité de pilotage FRT, dont il traite les affaires. Il est responsable du site web www.ressortforschung.admin.ch, qui donne de brèves informations sur les priorités de la recherche dans les différents domaines politiques, présente les plans-directeurs actuels de la recherche, indique les liens aux pages des offices fédéraux concernant la recherche et fournit la documentation relative aux bases juridiques de la recherche. Les pages du site contiennent également des fiches techniques standardisées et mises à jour chaque année par les offices responsables des domaines politiques respectifs. Ces fiches informent le public sur les réussites de la recherche et sur les ressources financières.

Banque de données ARAMIS

Le système d'information ARAMIS (www.aramis.admin.ch) contient des informations sur les projets de recherche et les évaluations que la Confédération réalise elle-même ou qu'elle finance. Le système a été introduit en 1997, suite à plusieurs interventions parlementaires qui demandaient davantage de transparence et une meilleure coopération au sein de la recherche de l'administration fédérale. Les objectifs et les tâches du système sont décrits dans l'ordonnance relative au système d'information ARAMIS sur les projets de recherche et développement de la Confédération ([RS 420.31](#)): (1) présenter les activités de recherche et les évaluations de l'administration fédérale (*transparence*), (2) *éviter les doublons* et (3) constituer pour les services fédéraux un *instrument de gestion* simple des projets de recherche.

Le système d'information fonctionne comme une simple application de banque de données où sont représentés tous les projets de recherche et contrôles/évaluations de l'efficacité de l'administration fédérale (projets séparés ou groupés). ARAMIS, qui sert donc de pilier de l'assurance qualité pour la recherche de l'administration fédérale, est par conséquent ancré dans les directives relatives à l'assurance qualité que le Comité de pilotage FRT a édictées. Aux fins de coordination de la recherche entre les services fédéraux, on réunit chaque année à l'attention du Comité de pilotage FRT, sur la base du système ARAMIS, les informations détaillées concernant le type de recherche (recherche interne, mandats de recherche, contributions à la recherche), les mandataires et les coûts des offices dans le cadre des plans directeurs de recherche. On garantit ainsi que le Comité de pilotage soit informé chaque année de l'évolution et de l'affectation des ressources parmi les différents offices et qu'il puisse soutenir la planification de la recherche et l'allocation efficace des ressources.

Structuration de la recherche de l'administration en domaines politiques aux fins d'une meilleure coordination

Dans l'intérêt d'une bonne coordination et d'une bonne coopération entre les services fédéraux impliqués, la recherche de l'administration est structurée en domaines politiques. Ces domaines, pour lesquels une planification stratégique de la recherche doit être établie, sont définis par le Conseil fédéral dans le cadre du message relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation (cf. art. 24 LERI). A cet effet, les services fédéraux concernés élaborent des plans directeurs de recherche quadriennaux, sous la direction d'un office fédéral responsable, en s'assurant le concours d'experts externes ou de commissions scientifiques consultatives. Depuis la période FRI 2004–2007, des plans directeurs de recherche ont été établis pour les onze domaines politiques suivants: 1. Santé (responsabilité de l'OFSP), 2. Sécurité sociale (OFAS), 3. Environnement (OFEV), 4. Agriculture (OFAG), 5. Energie (OFEN), 6. Aménagement durable du territoire et mobilité (ARE), 7. Développement et coopération (DDC), 8. Politique de sécurité et de paix (armasuisse S+T, OFPP, DFAE/SP), 9. Formation professionnelle (OFFT), 10. Sport et activité physique (OFSP), 11. Transports et durabilité (OFROU).

Dans le cadre de l'élaboration des plans directeurs de recherche 2013-2016, le groupe de coordination du Comité de pilotage FRT a (1) identifié la coopération prévue pour les priorités de la recherche durant la période 2013–2016 et rétrospectivement (2) clarifié les coopérations passées et (3) mis en évidence les représentations mutuelles au sein des groupes de prestations, de pilotage et de projet/commissions pour la période 2008-2011. Les résultats de l'enquête sont présentés synthétiquement dans le tableau ci-après (pour les détails, cf. chapitre 5.5). Cet aperçu montre que les coopérations entre les services fédéraux sont multiples.

Matrice: X Coopération prévue 2013-2016; O Coopération établie 2008-2011; + Membre des commissions, etc.

COMPÉTENT	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	hors des plans directeurs de recherche
Domaines de recherche:	Santé	Sécurité sociale	Environnement	Agriculture	Energie	Aménagement durable du territoire et mobilité	Développement et coopération	Politique de sécurité et de paix	Formation professionnelle	Sport et activité physique	Transports et durabilité	
Office												
OFSP		X O	X O +	X O +						X O +		X O +
OFAS	+											X +
OFEV	X O +	X		X	X	X	X	X	X	X	X	
OFAG / Agroscope	X O +	X	X O +		X O +	X +	X O +		X			X O +
OFEN	O		O +	O +	+	O +	O +					
ARE			X	X	X					X	X	X
DDC	X O +		X O +	X O	X O +				X O +			X O +
armasuisse S+T								X				
OFPP	X O		X O	X				X O				X O
DSEC								X				
OFFT									X			+
OFSP	X O +		X O +			O +						
OFROU	X O		X O		X O	X O +			X O	X O	X O	X O

Certains offices fédéraux ont seulement couvert rétrospectivement la période 2008–2011 ou ils n'ont considéré que le futur et la période 2013–2016. Le tableau n'offre donc aucune garantie d'exhaustivité.

A4. Evaluation de l'assurance qualité et de l'utilisation des résultats de la recherche de l'administration fédérale

La Commission de gestion du Conseil national (CdG-CN) a recommandé, dans son rapport du 23 août 2006 intitulé «Pilotage de la recherche effectuée par l'administration fédérale»⁶⁰, que l'on évalue la mise en œuvre, dans l'administration fédérale, des directives d'assurance qualité édictées en 2005 par le Comité de pilotage FRT. Le Conseil fédéral a accepté cette recommandation dans sa réponse du 15 décembre 2006. Le Comité de pilotage FRT a défini les deux objets d'évaluation: «Mise en œuvre des directives d'assurance qualité de la recherche dans les offices» et «Utilisation des résultats de recherche obtenus par la recherche de l'administration fédérale dans les contextes concernés». Il a décidé de réaliser l'évaluation conformément aux standards internationaux, sous forme d'une auto-évaluation interne et de procéder à une évaluation externe. Le Conseil suisse de la science et de la technologie (CSST) a été mandaté par le Comité de pilotage FRT pour réaliser l'évaluation externe en s'associant le concours d'experts internationaux.

Les résultats de l'évaluation montrent que l'assurance qualité des offices, qui effectuent ensemble plus de 90 pour cent des investissements de recherche de la Confédération, est conforme aux principes fixés dans les directives du Comité de pilotage FRT⁶¹. On relève un besoin d'amélioration dans les services fédéraux dont les activités de recherche sont seulement occasionnelles et qui ne représentent qu'un faible coût financier. Les directives d'assurance qualité édictées par le Comité de pilotage FRT ont démontré leur utilité en pratique, notamment dans les cas où l'assurance qualité était encore très peu développée au niveau des services fédéraux. Les services fédéraux accordent en pratique une grande attention à l'utilisation des résultats de recherche. Les responsables sont bien renseignés sur l'utilisation effective dans les divers projets et programmes. Ils connaissent également très bien les prérequis nécessaires à la création de conditions d'utilisation optimales. Pourtant, la connaissance de l'utilisation des résultats ne s'inscrit que rarement dans un concept et elle ne fait que rarement l'objet d'un relevé et d'une évaluation systématiques. Se fondant sur l'avis des experts, le CSST recommande: (1) de poursuivre et de consolider l'assurance qualité spécifique au sein des services fédéraux en faisant appel au Comité de pilotage FRT; (2) d'intégrer l'assurance qualité explicitement dans les plans directeurs de recherche, en fixant des objectifs concrets pour les périodes de planification visées; (3) d'accroître l'engagement de groupes d'accompagnement scientifiques; (4) de mettre sur pied un système de comptes-rendus et de controlling de l'utilisation des résultats; et (5) de coopérer davantage avec les chercheurs des hautes écoles et d'utiliser les occasions de perfectionnement. Dans son rapport final sur l'évaluation de la mise en œuvre de ses directives, le Comité de pilotage FRT a proposé des mesures visant l'application de ces recommandations.

⁶⁰ FF 2007 725 (<http://www.admin.ch/ch/f/ff/2007/725.pdf>).

⁶¹ Rapport final du Comité de pilotage FRT «[Evaluation de la mise en œuvre des directives d'assurance qualité et de l'utilisation des résultats de la recherche de l'administration fédérale](#)» (avril 2010).

ANNEXE 2

VUE D'ENSEMBLE DES RECHERCHES MENÉES PAR D'AUTRES OFFICES FÉDÉRAUX DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

Contact: Thomas Ragni

zwischen 2008–2011 abgeschlossene Projekte

Staatssekretariat für Wirtschaft (SECO): zwischen 2008–2011 abgeschlossene Projekte Forschungsprojekt/Forschungsergebnis	Laufzeit/Publikation	Kosten/Budget
Arbeitsfähigkeit und Integration älterer Arbeitnehmer in der Schweiz – Studie I (Egger et. al.)	Feb 2008	150'000
Arbeitsfähigkeit und Integration älterer Arbeitnehmer in der Schweiz – Studie II (Bütler / Engler)	Feb 2008	80'000
Analyse der längerfristigen Auswirkungen exogener sozioökonomischer Veränderungen auf den Arbeitsmarkt (Keuschnigg)	Feb 2009	96'000
Die Auswirkungen der Immigration der Jahre 2002 - 2008 auf die Löhne in der Schweiz (Gerfin / Kaiser)	Juni 2010	90'000
Welche Sozialhilfebezüger finden eine dauerhafte Erwerbsarbeit? (Aeppli / Ragni)	Nov 2009	230'000
Arbeitslosigkeit unter Niedrigqualifizierten. Die Rolle der Globalisierung (Weder / Wyss)	Juni 2010	73'000
Ältere Mitarbeitende im demografischen Wandel (Meier-Magistretti et. al.)	April 2009	7'000
Quantifizierung der Übergänge zwischen Systemen der Sozialen Sicherheit (IV, ALV und Sozialhilfe) (Fluder et. al.)	März 2009	Teil SECO 27'000
Atypisch-prekäre Arbeitsverhältnisse in der Schweiz (Ecoplan)	Nov 2010	136'000
Internationaler Vergleich von Gesundheitssystemen (Kirchgässner)	Dez 2010	25'000
Vermögensverhältnisse, kulturelle Unterschiede und die Dauer in der Arbeitslosigkeit – Vorprojekt (Lalive)	Nicht publizierte Datenbeschaffung für das Vorprojekt, abgeschlossen Dez 2010	25'600
Arbeitslosenversicherung und Sozialhilfe: Zusammenarbeit bei der Arbeitsvermittlung (Lindenmeyer / Walker)	August 2010	75'000
Internetplattform «Vereinbarkeit Familie und Beruf»: Politische Massnahmen der Kantone und Gemeinden (Interface / Evaluanda)	Oktober 2009	223'600
Aktualisierung Internetplattform «Vereinbarkeit Familie und Beruf»: Politische Massnahmen der Kantone und Gemeinden (Infras)	Juni 2010	65'000
Literaturreview «Massnahmen zur Förderung von Frauen in Führungspositionen» (IFZ)	Oktober 2010	27'000
EU-Betriebsbefragung über psycho-soziale Risiken (TNS infratest)	Dez 2010	89'000
Frauen in Führungspositionen: so gelingt's. Erfahrungen aus zehn grossen und kleineren Unternehmen in der Schweiz (BHP)	März 2011	65'000
Analyse der Regulierung in der familienergänzenden Kinderbetreuung in den Kantonen und Kantonshauptorten (Ecoplan)	März 2011	42'000
Aktualisierung Internetplattform «Vereinbarkeit Familie und Beruf»: Politische Massnahmen der Kantone und Gemeinden (Ecoplan)	Juni 2011	60'000
Analyse von Leistungsverläufen und Risikoprofilen der ALV-Beziehenden.	Nicht publizierte Machbarkeitsstudie für die Applikation auf dem Monitoring-Datensatz 2005-9; Juli 2011	70'000
SHIVALV Vertiefungsstudie zur Schnittstelle ALV-Sozialhilfe (Fluder et. al.)		
OECD Future Project: The future of family 2030 (OECD)	Oktober 2011	32'000
Auswertung 4. Europäische Erhebung über die Arbeitsbedingungen 2005 / Ausgewählte Ergebnisse aus Schweizer Perspektive	April 2008	31'700

Staatssekretariat für Wirtschaft (SECO): zwischen 2008–2011 abgeschlossene Projekte		
Forschungsprojekt/Forschungsergebnis	Laufzeit/Publikation	Kosten/Budget
(Pekruhl et al.)		
Erhebung zu staatlichen Kontrollen in KMU: Teilbericht Wahrnehmung der Arbeitsinspektion durch Schweizer KMU (MIS Trend SA)	Mai 2008	50'000
Stress am Arbeitsplatz im Kontext des European working condition survey (EWCS) (Grebner et. al.)	Oktober 2011	115'000
Auswertung 5. Erhebung über die Arbeitsbedingungen 2010 (EWCS) (Pekruhl)	Januar 2012	63'000
Arbeitszeiterfassung im Bankensektor (Bonvin)	August 2011	41'500
Risiko und Verbreitung sexueller Belästigungen am Arbeitsplatz (Strub, Moser)	Januar 2008	200'000
Schweizerische Gesundheitsbefragung: Teilbericht: Arbeit und Gesundheit Zusammenfassung der Ergebnisse der Schweizerischen Gesundheitsbefragung 2007 (BFS)	März 2009	60'000
Mangelnde Work-Life Balance und Rückenschmerzen (Läubli)	September 2008	26'000
Betriebsbefragung über Raumklima-, Raumluffaktoren und gesundheitliche Beschwerden in Büros (Amstutz)	März 2010	37'000
EU-Betriebsbefragung über psychosoziale Risiken (Isopublic Schweiz)	Juni 2011	89'000
Auswirkungen von nachhaltigen Büros auf Komfort und Leistungsfähigkeit (Wallbaum, Windlinger)	Herbst 2012	45'000

geplante Projekte

Staatssekretariat für Wirtschaft (SECO): geplante Projekte	
Geplante Forschungsprojekte, strategische Fragestellungen oder Probleme	Kosten/Budget
Vermögensverhältnisse, kulturelle Unterschiede und die Dauer in der Arbeitslosigkeit – Hauptprojekt (Lalive)	Noch unbekannt
Wirkungsevaluation der aktiven Arbeitsmarktpolitik – unter Berücksichtigung der Zusammenarbeit mit den Sozialwerken (diverse Studienverfasser)	Vorläufig 1.5 Mio, kann aber noch angepasst werden
Verschiedene Analysen auf dem Datensatz des Monitoring SHIVALV (Verlaufsstudien, Schnittstellen, Übergänge, Auswirkungen von Gesetzesrevisionen etc.)	Noch unbekannt

Office fédéral de l'agriculture (OFAG)

Contact: Urs Gantner, Gaby Bühler

zwischen 2008–2011 abgeschlossene Projekte

Bundesamt für Landwirtschaft (BLW): zwischen 2008–2011 abgeschlossene Projekte			
Forschungsprojekt/Forschungsergebnis	Ggf. in Zusammenarbeit mit:	Laufzeit/Publikation	Kosten/Budget
Das BLW untersucht(e) die soziale Lage der Bauernfamilien mit nachfolgenden Projekten:			
Monitoring im Rahmen der Sozialberichterstattung über die Auswirkungen der Agrarpolitik:			Fr. 72'000.-
- Erhebung über die Lebensqualität: Auswirkungen der landwirtschaftlichen Erwerbstätigkeit auf die Lebensqualität, Vergleich mit übriger Bevölkerung	gfs-zürich	Publikation 2009	
- Gesundheit: Gesundheitliche Vor- und Nachteile der landwirtschaftlichen Bevölkerung im Vergleich mit der restlichen Bevölkerung	DiSo, BFS	Publikation 2010	
- Gesundheitsbefragung: Analyse des Konsums von landwirtschaftlichen und	BFS	Publikation 2010	
- Haushaltsbudgeterhebung: Analyse des Konsums von landwirtschaftlichen und	BFS	Publikation 2011	

Bundesamt für Landwirtschaft (BLW): zwischen 2008–2011 abgeschlossene Projekte			
Forschungsprojekt/Forschungsergebnis	Ggf. in Zusammenarbeit mit:	Laufzeit/Publication	Kosten/Budget
nicht-landwirtschaftlichen Haushalten			
- Arbeit und Ausbildung: Arbeitsbedingungen sowie Aussagen zu Haushalt- und Wohnsituation im Vergleich mit der restlichen Bevölkerung			
Junge Bewirtschaftende und ihre Sicht der Zukunft: Einschätzung der heutigen und zukünftigen schweizerischen Landwirtschaft sowie der Lebenssituation und Befindlichkeit	Isopublic, ART	Publikation 2008	Fr. 29'000.-
Beurteilung der Schweizer Landwirtschaft durch die Bevölkerung (UNIVOX-Befragung): Aufgaben und Bereitschaft zur Unterstützung der Landwirtschaft, Einschätzung der Haltung der Bauern, Einstellung zur Landwirtschaft etc.	gfs-zürich	Publikation 2009	Fr. 58'000.-
Berufliche Neuorientierung ausserhalb der Landwirtschaft: Situation von Bauern, welche sich beruflich neu orientieren	ART	Publikation 2009	
Care Farming: Soziale Dienstleistungen auf Bauernbetrieben	ART	Publikation 2011	
<hr/>			
Junge Bewirtschaftende und ihre Sicht der Zukunft: Einschätzung der heutigen und zukünftigen schweizerischen Landwirtschaft sowie der Lebenssituation und Befindlichkeit	Isopublic, ART	Publikation 2008	Fr. 29'000.-
Beurteilung der Schweizer Landwirtschaft durch die Bevölkerung (UNIVOX-Befragung): Aufgaben und Bereitschaft zur Unterstützung der Landwirtschaft, Einschätzung der Haltung der Bauern, Einstellung zur Landwirtschaft etc.	gfs-zürich	Publikation 2009	Fr. 58'000.-
Berufliche Neuorientierung ausserhalb der Landwirtschaft: Situation von Bauern, welche sich beruflich neu orientieren	ART	Publikation 2009	
Care Farming: Soziale Dienstleistungen auf Bauernbetrieben	ART	Publikation 2011	
Soziale Aufgaben, soziale Rollen und soziale Strukturen in landwirtschaftlichen Haushalten.		2008-2011	Total 1200 Arbeitstage Eigenleistungen
Teilprojekt 1: Soziale Dienstleistungen auf landwirtschaftlichen Betrieben.	ZHAW WSL	Wydler H., Picard, R. Care Farming: Soziale Leistungen in der Landwirtschaft. Agrarforschung Schweiz. 1 (1), 2010, 4-9. www.greencare.ch	80'000 Fr. fremdfinanziert plus Eigenleistungen (Arbeitstage)
Teilprojekt 2: Junge Bauern und Bäuerinnen und ihre Sicht der Zukunft.	R. Grossenbacher, BLW	BLW. Agrarbericht 2008. S. 62-83.	50'000 Fr. fremdfinanziert plus Eigenleistungen (Arbeitstage)
Teilprojekt 3: Funktionen und Identitäten von Frauen auf bäuerlichen Familienbetrieben.		Ruth Rossier, Brigitta Wyss. Generated interest and motivation of the younger generation in agriculture and farm succession. Research in Rural Sociology and Development. 13, 2008, 193-216 Rossier R., Helfenber-	Eigenleistungen (Arbeitstage)

Bundesamt für Landwirtschaft (BLW): zwischen 2008–2011 abgeschlossene Projekte			
Forschungsprojekt/Forschungsergebnis	Ggf. in Zusammenarbeit mit:	Laufzeit/Publication	Kosten/Budget
		ger, R. Forschung und Beratung für Frauen in der Landwirtschaft. Agrarforschung Schweiz. 2 (6), 2011, 284-287.	
		Rossier R., Picard, R. The embodiment of agricultural machine work of young Swiss farm manageresses. Yearbook of Socioeconomics in Agriculture YSA 2010. Swiss Society for Agricultural Economics and Rural Sociology 2010, 311-328.	
		Ruth Rossier. Veränderungen der landwirtschaftlichen Wirklichkeit: Neue Rollen für Frauen in bäuerlichen Familienbetrieben. 2008	
Planungsinstrumente Arbeitsvoranschlag, Preisbaukasten und Entwurfsgrundlagen. Teilprojekt 1: Software Arbeitsvoranschlag inklusive Invaliden-Arbeitsvoranschlag. Überarbeitung der Software nach Bedarf. Kalkulation des Invaliditätsgrades bei landwirtschaftlichen Tätigkeiten.	B. Nydegger, IV-Stelle Kanton Bern	2008–2011 Software Schick M.	24'000 Fr. plus Eigenleistungen (Arbeitstage)
Familienzulagen in der Landwirtschaft Arbeitswirtschaftliche Kalkulationsgrundlagen für die Ermittlung der Höhe der Familienzulagen.	Frau Mäder BSV	2011	Eigenleistungen (Arbeitstage)

geplante Projekte

Bundesamt für Landwirtschaft (BLW): geplante Projekte		
Geplante Forschungsprojekte, strategische Fragestellungen oder Probleme	Ggf. in Zusammenarbeit mit:	Kosten/Budget
Das BLW wird die soziale Lage der Bauernfamilien mit folgenden Projekten untersuchen: Monitoring im Rahmen der Sozialberichterstattung über die Auswirkungen der Agrarpolitik:		ca. Fr. 75'000.-
- Leistungen der Sozialversicherungen: Ansprüche der Landwirtschaft auf Leistungen der staatlichen Sozialwerke, Personenversicherungen sowie Sachversicherungen und private Institutionen	BSV gfs-zürich	
- Erhebung über die Lebensqualität: Auswirkungen der landwirtschaftlichen Erwerbstätigkeit auf die Lebensqualität, Vergleich mit übriger Bevölkerung	ev. DiSo, BFS BFS	
- Gesundheit: Gesundheitliche Vor- und Nachteile der landwirtschaftlichen Bevölkerung im Vergleich mit der restlichen Bevölkerung	BFS	
- Haushaltsbudgeterhebung: Analyse des Konsums von landwirtschaftlichen und nicht-landwirtschaftlichen Haushalten		
- Arbeit und Ausbildung: Arbeitsbedingungen sowie Aussagen zu Haushalt- und Wohnsituation im Vergleich mit der restlichen Bevölkerung		
Rolle der Frauen in der Landwirtschaft: Herkunft, Ausbildung, Aufgaben, Rollen, Selbstverständnis etc.	Meinungsforschungsinstitut,	ca. Fr. 35'000.-

Bundesamt für Landwirtschaft (BLW): geplante Projekte Geplante Forschungsprojekte, strategische Fragestellungen oder Probleme	Ggf. in Zusammenarbeit mit:	Kosten/Budget
Beurteilung der Schweizer Landwirtschaft durch die Bevölkerung (UNIVOX-Befragung): Aufgaben und Bereitschaft zur Unterstützung der Landwirtschaft, Einschätzung der Haltung der Bauern, Einstellung zur Landwirtschaft etc.	ART gfs-zürich	ca. Fr. 60'000.-
Arbeitsbelastung: Untersuchung über die physische und psychische Arbeitsbelastung in der Landwirtschaft	ART	
Soziale Dimension der Landwirtschaft (Agrarsoziologie)	BLW	In Vorbereitung
<p>Es geht dabei sowohl um soziale Auswirkungen politischer Massnahmen im Agrarsektor wie auch um die Lebensverhältnisse der Akteurinnen und Akteure in der Landwirtschaft; Geschlechterfragen sind Teil davon. Weitere Gebiete der Agrarsoziologie sind Wertesysteme sowie die Akzeptanz von neuen Technologien in der schweizerischen Landwirtschaft (Wissen- und Techniksoziologie).</p>		
<p>Das Thema Frauen in der Landwirtschaft bleibt ein Forschungsfeld, das periodisch untersucht werden muss, da der Beitrag der Frauen in der Landwirtschaft in den Agrarstatistiken und Buchhaltungen nicht dokumentiert ist. Ein Teil des seit 2010 im AP08 laufenden Projekts SOZIAL Teilprojekt 3 «Funktionen und Identitäten von Frauen auf bäuerlichen Familienbetrieben» wird im neuen Zwischenprogramm (AP12/13) fertig gestellt, so auch die Frage der Gleichstellung in der Landwirtschaft, was die Konstellation der Geschlechter- und Generationenbeziehungen hinsichtlich der Gleichstellung auf den bäuerlichen Familienbetrieben betrifft (Zeitbudgetstudie ART, nfp60 «Geschlecht, Generationen und Gleichstellung in der Schweizer Landwirtschaft» (AgriGenre). Das Gesuch für den Aufbau eines wissenschaftlichen Netzwerks für Geschlechterfragen (IP GenderNet) ist Mitte März 2011 beim Nationalfonds beim Rahmenprogramm SCOPES eingereicht worden. Im Falle eines positiven Bescheids läuft dieses Projekt ab Sommer 2011 bis Ende 2013.</p>		
<p>Die Entwicklung der Landwirtschaft ist u.a. durch Technikeinsatz charakterisiert. Heute werden die Begriffe Technik (Methode) und Technologie (Wissenschaft der Technik) in der internationalen Praxis jedoch synonym verwendet. Gerade diese Durchdringung von Technik und Technologie ist eine Kernfrage der Wissens- und Techniksoziologie. Die Akzeptanz, der Akteure und Akteurinnen sowie mögliche Einsatzbereiche und -breite von neuen Techniken (z.B. bodenschonende Bodenbearbeitung, GPS-Einsatz, etc.) und der Umgang mit neuen Technologien in der Landwirtschaft (z.B. Gentechnologie, etc.) sind mit den Methoden der Wissens- und Techniksoziologie zu beantworten, und zwar sinnvollerweise in interdisziplinärer Zusammenarbeit mit anderen Fachbereichen von ART.</p>		
Arbeitswirtschaftliche Kalkulationsgrundlagen und Optimierungsstrategien		
<p>4. Die Datengrundlagen zur Bemessung der körperlichen Arbeitsbelastung und der Invalidität von Arbeitspersonen in der Landwirtschaft sind veraltet. Die dazugehörige Software (IVAV) ist nicht mehr zeitgemäss. Der bisherige Betätigungsbereich im IVAV ist nicht direkt nachvollziehbar. Die Stufe Globalarbeitsvoranschlag ist als Bemessungsgrundlage für die IV nicht immer ausreichend.</p>		

Office des migrations (ODM)

Contact: Franziska Scheidegger

zwischen 2008–2011 abgeschlossene Projekte

Bundesamt für Migration (BFM): zwischen 2008–2011 abgeschlossene Projekte			
Forschungsprojekt/Forschungsergebnis	Ggf. in Zusammenarbeit mit:	Laufzeit/Publication	Kosten/Budget
Pilotstudie zur prospektiven Untersuchung der psychischen Gesundheit und der Inanspruchnahme medizinischer Leistungen bei Asylsuchenden	Ambulatorium für Folter- und Kriegsoffer der psychiatrischen Poliklinik des Unispitals Zürich	April 2008 – März 2009	
Beteiligung am Gesundheitsmonitoring der Migrationsbevölkerung II – Federführung liegt beim Bundesamt für Gesundheit	BAG	September 2009 – April 2011	500'000 CHF / Beteiligung des BFM mit 100'000 CHF

geplante Projekte

Bundesamt für Migration (BFM): geplante Projekte
Studie zum Thema Arbeitsmarktintegration von Flüchtlingen und vorläufig aufgenommenen Personen

Office fédéral du logement (OFL)⁶²

Contact: ChristophENZler

zwischen 2008–2011 abgeschlossene Projekte

Bundesamt für Wohnungswesen (BWO): zwischen 2008–2011 abgeschlossene Projekte
Ein Projekt im Bereich WEF («Nutzung der Vorsorgegelder für den Eigentumserwerb») wurde gestartet. Aufgrund von Datenschutzproblemen bei den Banken musste das Projekt abgebrochen werden.

geplante Projekte

Bundesamt für Wohnungswesen (BWO): geplante Projekte
Nutzung von Vorsorgegeldern zur Finanzierung von Wohneigentum (noch unklar)

⁶² [Recherche sur le logement 2012–2015. Programme de recherche de l'Office fédéral du logement](#)

ANNEXE 3

BIBLIOGRAPHIE SUR LE DOMAINE THÉMATIQUE «SÉCURITÉ SOCIALE»

Bibliographie sur le domaine thématique «Sécurité sociale» (2007–2011)

Version de février 2012

- 1 [Bases générales et développement de la sécurité sociale](#)
- 2 [Famille, générations et société](#)
- 3 [Prévoyance vieillesse et professionnelle / prestations complémentaires](#)
- 4 [Invalidité / Handicap](#)
- 5 [Assurance-chômage](#)
- 6 [Assurance-maladie / assurance-accidents](#)
- 7 [Statistiques](#)

Sources⁶³

Helveticat (Schweizerische Nationalbibliothek - <http://libraries.admin.ch/cgi-bin/gw/chameleon?skin=helveticat&lng=de>)

Alexandria (Bibliotheksverbund der Bundesverwaltung – www.alexandria.ch)

Nebis/IDS (Netzwerk von Bibliotheken und Informationsstellen in der Schweiz – www.nebis.ch/ und www.informationsverbund.ch/)

vlb-public (Verzeichnis lieferbarer Bücher – www.buchhandel.de)

Jstor (wissenschaftliche Datenbank – www.jstor.com)

Ergebnisse der Umfrage des BSV bei Universitäten und Fachhochschulen im Jahr 2011

1 Bases générales et développement de la sécurité sociale

Aeberhardt, W. (2009): *Sozialwerke und Arbeitsmarkt – eine langfristige Betrachtung*. Volkswirtschaft, 82 (1/2), pp. 60-61.

Aeberhardt, W. (2009): *Assurances sociales et marchés du travail: une réflexion à long*. Vie économique, 82 (1/2), pp. 60-61.

Aeppli, D. C. & Ragni, Th. (2009): *Ist Erwerbsarbeit für Sozialhilfebezüger ein Privileg?*. SECO Publikation Arbeitsmarktpolitik No 28. Bern: Staatssekretariat für Wirtschaft SECO

Ales, E. [et al.] (ed.) (2009): *Fundamental social rights in Europe: challenges and opportunities*. Antwerpen [etc.]: Intersentia. (Social Europe series; 18).

Aligisakis, M. (2007): *Intégration européenne et exclusions sociales*. Genève: Institut européen de l'Université de Genève. (Euryopa. [Etudes], 43-2007).

⁶³ Les articles parus dans la revue de l'OFAS «Sécurité sociale» (CHSS) ne sont pas repris ici. Ils figurent sur le site Internet de l'OFAS: <http://www.bsv.admin.ch/dokumentation/publikationen/00096/03158/index.html?lang=fr>

- Aubin, C. (2007): *L'Europe sociale entre mythe et réalité*. Droit social, 2007 (5), pp. 618-622.
- Bäcker, G. [et al.] (2008): *Grundlagen, Arbeit, Einkommen und Finanzierung*. 4., grundlegend überarb. und erw. Aufl.. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften. (Sozialpolitik und soziale Lage in Deutschland; Bd. 1).
- Bäcker, G. [et al.] (2008): *Gesundheit, Familie, Alter und Soziale Dienste*. 4., grundlegend überarb. und erw. Aufl.. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften. (Sozialpolitik und soziale Lage in Deutschland; Bd. 2).
- Baek, I. R. (2010): *Restrukturierung der sozialen Sicherungssysteme in den postfordistischen Gesellschaftsformationen: eine vergleichende Analyse von Grossbritannien, Schweden und Deutschland*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Ballmer-Cao, T.-H. & Bonvin, J.-M. (2008): *Les politiques publiques du genre: transformations et perspectives. Introduction générale*. In: Engeli, I., Ballmer-Cao, T.-H. & Muller, P. (Éds.). *Les politiques du genre*. Paris: L'Harmattan, pp. 17-34.
- Bahle, Th. (2007): *Wege zum Dienstleistungsstaat: Deutschland, Frankreich und Grossbritannien im Vergleich*. 1. Aufl.. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Baumann, B., StremLOW, J., Strohmeier, R. & Bieri, A. (2010): *Arbeitsmarktmassnahmen, Sozialhilfe und Alterspflege in der Schweiz. Föederal geprägte Politikfelder im europäischen Vergleich*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 6/10. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Belorgey, J.-M. (2007): *La Charte sociale du Conseil de l'Europe et son organe de régulation: le Comité européen des droits sociaux*. Revue de droit sanitaire et social, 2, pp. 226-245.
- Benz, B. [et al.] (Hrsg.) (2010): *Soziale Politik – Soziale Lage – Soziale Arbeit*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften. (Festschrift für Ernst-Ulrich Huster).
- Böhringer, P., Marti, M., Inderhees, G., Oleschak, R., Rissi, Ch., Sommer, H. & Stöckle, I. (2007): *Flexicurity: Bedeutung für die Schweiz (Anhang B)*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 15/07. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Böhringer, P., Marti, M., Inderhees, G., Oleschak, R., Rissi, Ch., Sommer, H. & Stöckle, I. (2007): *Flexicurity: Bedeutung für die Schweiz*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 14/07. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Böllert, K. [et al.] (Hrsg.) (2011): *Sozialpolitik als Geschlechterpolitik*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Bogedan, C., Leiber, S. & Seils, E. (2011): *Sozialversicherung: Wandel, Wirkung, Weiterentwicklung*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften. (1. Aufl., Erscheinungsdatum: 15.11.2011).
- Bolz, N. (2009): *Profit für alle: soziale Gerechtigkeit neu denken*. 1. Aufl.. Hamburg: Murmann Verlag.
- Bonoli, G. & Häusermann, S. (2009): *Who wants what from the welfare state? Socio-structural cleavages in distributional politics: Evidence from Swiss referendum votes*. European Societies, 11, 211-232.
- Bonvin, J.-M. (2011): *Au-delà de la «précarité» et de son ambivalence: la contribution de l'approche par les capacités*. SociologieS [en ligne].

- Bonvin, J.-M. & Moachon, E., Vero, J. (2011): *Déchiffrer deux indicateurs européens de flexicurité à l'aune de l'approche par les capacités: la flexicurité à l'aune de l'approche par les capacités*. Formation Emploi, 113, pp. 15-32.
- Bonvin, J.-M. & Galster, D. (2010): *Making them Employable or Capable? Social Integration Policies at a Crossroads*. In: Otto H.-U. & Ziegler, H.. Education, Welfare and the Capabilities Approach: A European Perspective. (pp. 71-83) Opladen, Farmington Hills: Barbara Budrich Publishers.
- Bonvin, J.-M. & Moachon, E. (2010): *What does activation mean in practice? The case of active labour market policies in Switzerland*. In: Vladimirova, K.. Transformations in labour: Social security and social dialogue. (pp. 64-89). Sofia: Ciela.
- Bonvin, J.-M. & Rosenstein, E. (2010): *Transformation des régimes de protection sociale: le cas de la Suisse*. In: Degavre, F., Desmette, D., Mangez, E., Nyssens, M. & Reman P.. Transformations et innovation économiques et sociales en Europe: quelles sorties de crise? Regards interdisciplinaires. XXXes journées de l'Association d'Économie Sociale. (pp. 19-33) Louvain-la-Neuve: Presses Universitaires de Louvain.
- Bonvin, J.-M. (2009): *Der Capability Ansatz und sein Beitrag für die Analyse gegenwärtiger Sozialpolitik*. SP Soziale Passagen: Journal für Empirie und Theorie sozialer Arbeit, Heft 1, pp. 8-22.
- Bonvin, J.-M. (2009): *Ensuring Capability for Work: Outline of a Capability-Oriented Labour Market Policy*. In: Schneider, K. & Otto, H.-U.. From Employability towards Capability. (pp. 55-69) Luxembourg: Inter-Actions.
- Bonvin, J.-M. & Vielle, P. (2009): *Une flexicurité au service des capacités des citoyens européens*. La Revue de l'Ires. Numéro spécial Flexicurité, sécurisation des parcours professionnels et protection sociale 63 (4), pp. 17-33.
- Bonvin, J.-M. (2008): *Activation Policies, New Modes of Governance and the Issue of Responsibility*. Social Policy and Society, N° 7 (Juillet 2008), pp. 367-377.
- Bonvin, J.-M. (2008): *La Stratégie européenne de l'emploi 10 ans après*. Cahiers genevois et romands de sécurité sociale, 41, pp 9-21.
- Bonvin, J.-M. & Moachon, E. (2008): *Les conceptions de l'égalité à l'épreuve de l'État social actif*. In: Dupriez, V., Orianne, J.-F. & Verhoeven, M. (Éds.). De l'école au marché du travail, l'égalité des chances en question. Berne: Peter Lang, pp. 141-157.
- Bonvin, J.-M. & Vielle, P. (2008): *Putting security at the heart of the European social pact – proposals to make flexicurity more balanced*. Transfer: European Review of Labour and Research Vol. 14, N° 3 (Automne 2008), pp. 419-433.
- Bradshaw, J. (Ed.) (2008): *Social Security, Happiness and Well-being*. International Studies on Social Security, Volume 14 (Foundation for International Studies on Social Security FISS). Cambridge, Mortsel: Intersentia.
- Budowski, M. & Nollert, M. (Hrsg.) (2010): *Soziale Ungleichheiten*. Zürich: Seismo-Verlag. (Differenzen).
- Bundesamt für Sozialversicherungen (2007): *Plan directeur de recherche 2008–2011*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 3f/07. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.

- Bundesamt für Sozialversicherungen (2007): *Forschungskonzept 2008–2011 «Soziale Sicherheit»*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 3d/07. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Busch, K. [et al.] (Hrsg.) (2011): *Europa in sozialer Schiefelage: Sozialpolitische Vorschläge in Zeiten der Krise*. Hamburg: VSA.
- Butterwegge, Ch. (2009): *Sozialstaat, demografischer Wandel und Generationengerechtigkeit – Betrachtungen aus der Perspektive einer kritischen Politikwissenschaft*. In: Szydlik, M. & Kühnemann, H.. *Generationen – Multidisziplinäre Perspektiven*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, pp. 209-228.
- Bütler, M. & Engler, M. (2008): *Arbeitsfähigkeit und Integration der älteren Arbeitskräfte in der Schweiz – Studie II*. SECO Publikation Arbeitsmarktpolitik No 25. Bern: Staatssekretariat für Wirtschaft SECO
- Cerami, A. & Vanhuyse, P. (eds.) (2009): *Post-Communist Welfare Pathways: Theorizing Social Policy Transformations in Central and Eastern Europe*. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.
- Champion C. & Bonoli G. (2011): *Institutional fragmentation and coordination initiatives in western European welfare states*. *Journal of European Social Policy*, 21(4), pp.323-334.
- Châtel, V. (éd.) (2008): *Les temps des politiques sociales*. Fribourg: Academic Press Fribourg. (Collection Res socialis; vol. 34).
- Coen, M. (2008): *Europäischer Binnenmarkt und Sozialpolitik im 21. Jahrhundert*. *EuroAS*, 1-2, pp. 18-21.
- Commission européenne, Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances, Unité E.4 (2009): *Rapport bisannuel sur les services sociaux d'intérêt général*. Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes.
- Commission européenne, Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances, Unité E.2 (2008): *Rapport conjoint sur la protection sociale et l'inclusion sociale, pensions, soins de santé et soins de longue durée*. Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes.
- Conrad, Ch. & von Mandach, L. (Hrsg.) (2008): *Auf der Kippe: Integration und Ausschluss in Sozialhilfe und Sozialpolitik = Sur la corde raide: intégration et exclusion dans l'assistance sociale et la politique sociale*. Zürich: Seismo-Verlag. (Nationales Forschungsprogramm NFP 51, Integration und Ausschluss).
- D'Addio, A. C. [et al.] (2007): *Modernising social policy for the new life course*. Paris: OCED.
- Daum, Th. (2007): *Forte contribution des employeurs à la sécurité sociale – toute charge supplémentaire nuit à la place économique suisse*. *Employeur suisse*, 102 (17), p. 41.
- Del Boca, D. & Wetzels, C. (ed.) (2007): *Social policies, labor markets and motherhood: a comparative European analysis*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Delors, J. (2009): *Quel investissement dans le social?*. *Droit social*, 7/8, pp. 757-762.
- Devetzi, St. [et al.] (Hrsg.) (2009): *Offene Methode der Koordinierung und europäisches Sozialmodell: interdisziplinäre Perspektiven*. Stuttgart: Ibidem-Verlag. (An interdisciplinary series of the Centre for Intercultural and European Studies, 4).

- Dingeldey, I. (2008): *Governance und Sozialpolitik: der aktivierende Wohlfahrtsstaat als Gewährleistungsstaat*. In: Folke, G. & Schuppert, M. (Hrsg.). *Governance in einer sich wandelnden Welt*. 1. Aufl.. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, pp. 313-329, 585, 594. (Politische Vierteljahresschrift. Sonderheft; 41/2008).
- Dingeldey, I. & Rothgang, H. (eds.) (2009): *Governance of welfare state reform: a cross national and cross sectoral comparison of policy and politics*. Cheltenham: E. Elgar. (Globalization and welfare).
- Drilling, M. & Schnur, O. (Hg.) (2011): *Quartiere im demografischen Umbruch*. Beiträge aus der Forschungspraxis. Wiesbaden: VS Verlag.
- Drilling, M. (2010): *Capability Deprivation and Capability Enlargement: Rethinking the Role of Welfare*. In: Otto, H.-U. & Ziegler, H. (Hg.). *Education and the Capability Approach Towards an European Perspective for Welfare Service Research*. Opladen: Barbara Budrich. S. 51-70.
- Dubach, Ph. (2010): *Potenziale stärken, Belastungen lindern: der Armutsbericht Basel-Stadt versteht Armut als einen Mangel an Handlungschancen*. *Sozial aktuell*, 42 (11), pp. 17-19.
- Duncan, G. J. (2007): *Higher ground: new hope for the working poor and their children*. New York: Russell Sage Foundation.
- Egger, M., Moser, R. & Thom, N (2008): *Arbeitsfähigkeit und Integration der älteren Arbeitskräfte in der Schweiz – Studie I*. SECO Publikation Arbeitsmarktpolitik No 24. Bern: Staatssekretariat für Wirtschaft SECO
- Eichenhofer, E. (2009): *Sozialer Schutz unter den Bedingungen der Globalisierung*. Berlin: Berliner Wissenschafts-Verlag.
- Eichenhofer, E. (2007): *Reform sozialer Sicherheit: von der Verteilungs- zur Teilhabegerechtigkeit*. In: Blanke, H.-J. (Hrsg.). *Die Reform des Sozialstaats zwischen Freiheitlichkeit und Solidarität*. Tübingen: Mohr Siebeck, pp. 1-22.
- Eichenhofer, E. (2007): *Sozialreformen zwischen Vision und Wirklichkeit*. *Neue Zeitschrift für Sozialrecht*, 16 (2), pp. 57-63.
- Epple, R. (2010): *Zukunft der Armut*. *SGG-Revue*, 149 (4), pp. 10-14.
- Europäische Kommission, Generaldirektion Beschäftigung, Soziale Angelegenheiten und Chancengleichheit, Referat E.4 (2009): *Zweijährlicher Bericht über Sozialdienstleistungen von allgemeinem Interesse*. Luxemburg: Amt für Amtliche Veröffentlichungen der Europäischen Gemeinschaften.
- Evers, A. & Heinze, R. G. (Hrsg.) (2008): *Sozialpolitik: Ökonomisierung und Entgrenzung*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Fischer, R. (2009): *Armutsbekämpfung in Zürich: versagt die Politik?: von der historischen Analyse zur Zukunftsvision*. Luzern: Caritas-Verlag. (Diskussionspapier / Caritas Schweiz, Nr. 25).
- Flückiger, S. (2007): *Wege zur Koordination und Vernetzung von Arbeitslosen- und Invalidenversicherung sowie der Sozialhilfe*. Zürich: Universität Zürich. (Dissertation Universität Zürich).
- Friboulet, J.-J. (2007): *L'Europe sociale s'arrête-t-elle aux frontières des Etats?*. Fribourg: Département d'économie politique, Université de Fribourg. (Working papers / Institut des sciences économiques et sociales, Université de Fribourg; 398).

- Fuchs, M. (2009): *Social Assistance No, Thanks? The Non-Take-up Phenomenon and its Patterns in Austria, Germany and Finland after 2000*. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.
- Fuchs, M. & Lietz, Ch. (2008): *Austria: Distributive Effects of Social Insurance Contributions, Income Tax and Monetary Social Benefits on the Household Level*. Policy Briefs. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.
- Futuribles – analyse et prospective (2010): *Les enjeux du vieillissement*. No. 365. Paris.
- Fux, B. (2010): *Grundlagen der Schweizer Familienpolitik: der jüngste Spross der Sozialpolitik ist volljährig geworden*. FamPra.ch, 11 (1), pp. 56-76.
- Gawrich, A., Knelangen, W. & Windeweher, J. (Hrsg.) (2009): *Sozialer Staat – soziale Gesellschaft? Stand und Perspektiven deutscher und europäischer Wohlfahrtsstaatlichkeit*. Opladen und Farmington Hills: B. Budrich.
- Gerfin, M. & Kaiser, B. (2010): *Die Auswirkungen der Immigration der Jahre 2002–2008 auf die Löhne in der Schweiz*. SECO Publikation Arbeitsmarktpolitik No 30. Bern: Staatssekretariat für Wirtschaft SECO
- Giger, N. (2011): *The risk of social policy?: The electoral consequences of welfare state retrenchment and social policy performance in OECD countries*. London: Routledge. (Routledge/EUI studies in the political economy of welfare; 13).
- Golinowska, St. [et al.] (ed.) (2009): *Diversity and commonality in European social policies: the forging of a European social model*. Warsaw: Wydawnictwo Naukowe Scholar. (Study 2008).
- Guillemard, A.-M. (2008): *Où va la protection sociale?*. Paris: Presses univ. de France. (Le lien social).
- Hacker, B. (2010): *Das liberale Europäische Sozialmodell: Rentenreformen in der EU und die offene Methode der Koordinierung*. Baden-Baden: Nomos. (Schriften zur europäischen Arbeits- und Sozialpolitik; Bd. 6).
- Hantrais, L. (2007): *Social policy in the European Union*. 3rd ed.. Basingstoke, U.K.: Palgrave Macmillan.
- Heggli, R. (2010): *Armut darf nicht sein!: das Hilfswerk Caritas fordert die Halbierung der Armut in der Schweiz*. Sozial aktuell, 42 (11), pp. 10-14.
- Hoffmann, Ch. [et al.] (2011): *Sackgasse Sozialstaat: Alternativen zu einem Irrweg*. Zürich: Edition Liberales Institut.
- Hondrich, K. O. (2007): *Weniger sind mehr: warum der Geburtenrückgang ein Glücksfall für unsere Gesellschaft ist*. Frankfurt a.M. [etc.]: Campus.
- Huber, M., Lechner, M. & Wunsch, C. (2009): *Does Leaving Welfare Improve Health? Evidence For Germany*. SCALA Discussion Paper No. 17/09.
- Huber, M., Lechner, M., Wunsch, C. & Walter, T. (2009): *Do German Welfare-to-Work Programmes Reduce Welfare and Increase Work?* SCALA Discussion Paper No. 01/09.
- Huber, M. & Stanciole, A. E. (2009): *Access to Health Care for Migrants, Ethnic Minorities, and Asylum Seekers in Europe*. Policy Briefs. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.

- Huber, M. & Wahlbeck, K. (2009): *Access to Health Care for People with Mental Disorders in Europe*. Policy Briefs. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.
- Hünersdorf, B. (2008): *Gesundheit fordern und fördern: die Rolle der Sozialen Arbeit in der aktuellen Gesundheits- und Sozialpolitik*. Sozial aktuell, 40 (7/8), pp. 16-20.
- James, E. (2008): *The gender impact of social security reform*. Chicago, Ill.: University of Chicago Press.
- Jürgens, O. (2008): *Armut trotz Erwerbsfähigkeit: Sozialhilfebezug von Erwerbsfähigen in europäischen Städten*. Augsburg: Maro Verlag. (Beiträge zur Sozialpolitik-Forschung; 12).
- Kappeler, B. (2007): *Sozial, sozialer, am unsozialsten: Lebenswelt, Arbeitswelt und Weltmarkt fordern eine neue Sozialpolitik*. Zürich: NZZ-Libro.
- Karamessini, M. (2008): *Le modèle social de l'Europe méridionale: changement et continuité*. Revue internationale du travail, 147 (1), pp. 47-76.
- Katznelson, I. [et al.] (2007): *Über Solidarität: Sozialmodelle in Europa und den USA*. Frankfurt a.M.: Neue Kritik. (Transit, H. 32).
- Kazepov, Y. (2010): *Rescaling Social Policies: Towards Multilevel Governance in Europe*. Book series «Public Policy and Social Welfare», Volume 38. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.
- Kehrli, Ch. (2007): *Bedrängte Solidarität*. Luzern: Caritas-Verlag. (Sozialalmanach, 2008).
- Kehrli, Ch. (2007): *Manuel sur la pauvreté en Suisse*. Luzern: Caritas.
- Keller, V. & Tabin, J.-P. et al. (2008): *Die Verwaltung der Armut im 20. Jahrhundert*. In: Die Verwaltung der Armut im 20. Jahrhundert. Eine andere Welt nach der Entzauberung des Kapitalismus, Analysen und Impulse zur Politik = Un autre monde Après les promesses du capitalisme, Analyses et impulsions politiques (pp. 184-190). Zurich: Édition 8, Denknetz.
- Keller, V. (2007): *Die Verwaltung der Armut: wie staatliche Sozialpolitik die Sozialhilfe mit der Forderung nach gesellschaftlicher Integration verknüpft*. Sozial aktuell, 39 (10), pp. 2-5.
- Kemp, P. (Ed.) (2010): *Social Protection for a Post Industrial World*. International Studies on Social Security, Volume 15 (Foundation for International Studies on Social Security FISS). Cambridge, Mortsel: Intersentia.
- Kemp, P., A., Van den Bosch, K. & Smith, L. (Eds.) (2008): *Social Protection in an Ageing World*. International Studies on Social Security, Volume 13 (Foundation for International Studies on Social Security FISS). Cambridge, Mortsel: Intersentia.
- Knöpfel, C. (2008): *Die Zukunft der Sozialhilfe in der Schweiz: eine These*. In: Conrad, Ch. & von Mandach, L. (Hrsg./éd.) (2008): *Auf der Kippe: Integration und Ausschluss in Sozialhilfe und Sozialpolitik = Sur la corde raide: intégration et exclusion dans l'assistance sociale et la politique sociale*. Zürich: Seismo Verlag, pp. 160-167.
- Krieger, R. & Graf, M. (2009): *Arbeit und Gesundheit – Zusammenfassung der Ergebnisse der Schweizerischen Gesundheitsbefragung 2007*. Bern: Staatssekretariat für Wirtschaft SECO.
- Kutzner, St. (2009): *Sozialhilfe in der Schweiz: Klassifikation, Integration und Ausschluss von Klienten*. Zürich [etc.]: Rüegger-Verlag. (Nationales Forschungsprogramm NFP 51, Integration und Ausschluss).

- Kutzner, St. [et al.] (Hrsg.) (2009): *Armut trotz Arbeit: die neue Arbeitswelt als Herausforderung für die Sozialpolitik*. Zürich: Seismo. (Schriften zur Sozialen Frage, Bd. 4).
- Lahusen, Ch. & Baumgarten, B. (2010): *Das Ende des sozialen Friedens?: Politik und Protest in Zeiten der Hartz-Reform*. Frankfurt am Main: Campus.
- Lange, A. (2009): *Schein und Zeit: das Gerede über den Kampf zwischen Alt und Jung verschleiert ein drängendes Problem unserer Gesellschaft: die soziale Ungleichheit. Wer von dem Ablenkungsmanöver profitiert und warum die Diskussion über eine Neugestaltung des Lebenslaufes überfällig ist*. DJI Bulletin, 86 (2), pp. 7-9.
- Linzbach, Ch. [et al.] (Hrsg.) (2007): *Globalisierung und europäisches Sozialmodell*. Baden-Baden: Nomos.
- Leisering, L. (2008): *Soziale Globalisierung?: die Entstehung globaler Sozialpolitik*. Aus Politik und Zeitgeschichte, 58 (21), pp. 21-26.
- Lessenich, St. (2009): *Die Neuerfindung des Sozialen: der Sozialstaat im flexiblen Kapitalismus*. Bielefeld: transcript. (X-Texte zu Kultur und Gesellschaft).
- Mäder, U. (2010): *Friseurin*. In: Schultheis, F., Vogel, B. & Gemperli, M.. Ein halbes Leben. Biographische Zeugnisse aus einer Arbeitswelt im Umbruch. Konstanz: UVK, pp. 483-489.
- Mäder, U., Aratnam, G. J. & Schilliger, S. (2010): *Wie Reiche denken und lenken*. Zürich: Rotpunktverlag.
- Mäder, U. (2009): *Integration und Ausschluss – die neue soziale Frage?* In: Kutzner, S., Mäder, U., Knöpfel, C., Heinzmann, C. & Pacoci, D.. Sozialhilfe in der Schweiz. Zürich: Rüegger Verlag, pp. 143-161.
- Mäder, U. (2008): *Soziale Sicherheit und Integration: eine Gesellschaft aus Individuen, aber gemeinsam sind wir stark!*. Nova, 384 (4), pp. 36-38.
- Mäder, U. (2007): *Wohlfahrtsmodelle im Vergleich: wie gehen Gesellschaften mit sozialer Ungleichheit um?*. In: Kehrl, Ch. (Hrsg.): Sozialalmanach, 2008. Luzern: Caritas-Verlag, pp. 205-219.
- Magnusson, L. & Strath, B. (ed.) (2007): *European solidarities: tensions and contentions of a concept*. Bruxelles: PIE Lang. (Work & society, No. 57; SALTSA - Joint Programme for Working Life Research in Europe).
- Marten, C. (Hrsg.) (2007): *Reziprozität und Wohlfahrtsstaat: Analysepotential und sozialpolitische Relevanz*. Opladen: Verlag Barbara Budrich.
- Martin, M., Moor, C. & Sutter, Ch. (2010): *Kantonale Alterspolitiken in der Schweiz*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 11/10. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Mazuyer, E. (2007): *L'harmonisation sociale européenne: processus et modèle*. Bruxelles: Bruylant. (Travaux du CERIC; 13).
- McCrudden, Ch. (2007): *Buying social justice: equality, government procurement, and legal change*. Oxford: Oxford University Press.
- Meyer, I. (Hrsg.) (2011): *Schwerpunkt: Das vierte Lebensalter. Sozialalmanach 2011*. Luzern: Caritas.
- Mielck, A. (2010): *Welche sozialen Unterschiede im Gesundheitszustand sind «ungerecht»?*. In: Streh, D.; Marckemann, G. (Hrsg.). Public Health Ethik. Berlin. S. 79–96.

- Modetta, C. (2007): *Forschungsdelfhi «Soziale Sicherheit»*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 3/07. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Naegele, G. (2011): *Demografischer Wandel: Mega-Herausforderungen für die Sozialpolitik: unter besonderer Beachtung des kollektiven Alterns der Bevölkerung*. Theorie und Praxis der sozialen Arbeit, 62 (2), pp. 88-97.
- OECD (2011): *Society at a Glance 2011 – OECD Social Indicators*. Paris: OECD publishing.
- OECD (2010): *Sickness, Disability and Work: Breaking the Barriers. A Synthesis of Findings across OECD Countries*. Paris: OECD publishing.
- OECD (2008): *Growing unequal?: income distribution and poverty in OECD countries*. Paris: OECD publishing.
- Opielka, M. (2008): *Sozialpolitik: Grundlagen und vergleichende Perspektiven*. 2., überarb. Aufl.. Reinbek bei Hamburg: Rowohlt-Taschenbuch-Verlag. (Rororo, 5566, Ed. 2).
- Orenstein, M. A. (2008): *Privatizing pensions: the transnational campaign for social security reform*. Princeton: Princeton University Press.
- OSSIPow, L., Lambelet, A. & Csupor, I. (2008): *Quand intégrer c'est (re)socialiser*. In: Conrad, C. & Von Mandach, L. (Éds.). *Sur la corde raide: intégration et exclusion dans l'assistance sociale et la politique sociale = Auf der Kippe: Integration und Ausschluss in Sozialhilfe und Sozialpolitik*. Zurich: Seismo Verlag, pp. 55-66.
- Palier, B.(ed.) (2010): *A long goodbye to Bismarck?: the politics of welfare reforms in continental*. Amsterdam: Amsterdam University Press.
- Penner, R. G. (ed.) (2007): *International perspectives on social security reform*. Washington, DC: Urban Institute Press. (Papers from a February 24, 2006 conference held by the Urban Institute to examine social security reform in six OECD countries).
- Pieper, A. [et al.] (2007): *Bedrängte Solidarität*. In: Kehrl, Ch. (Hrsg.). *Sozialalmanach, 2008*. Luzern: Caritas-Verlag.
- Piñeiro, E. (2008): *Das paraideologische Vexierspiel des Verursacherprinzips. Anschluss an eine Zukunft gesellschaftspolitischer Regulative*. In: Wallimann, I. (Hg.). *Sozialpolitik nach Verursacherprinzip. Beispiele der Anwendung aus Arbeit, Gesundheit, Sucht, Schule und Wohnen*. Bern: Haupt Verlag. S. 205-218.
- Preunkert, J. (2009): *Chancen für ein soziales Europa?: die offene Methode der Koordinierung als neue Regulierungsform*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften. (VS Research. Organization & Public Management).
- Rieger, G. (2010): *Das Mandat für eine angewandte Sozialpolitik: ein Wegweiser zu einer politischen Professionalisierung der Sozialen Arbeit*. *Sozial aktuell*, 42 (7/8), pp. 10-14.
- Rock, J. & Schneider, U. (Hrsg.) (2011): *Der verrückte Sozialstaat: Zwischen Leistungsverweigerung und Symbolpolitik*. Hamburg: VSA. (Erscheinungsdatum Oktober 2011).
- Rogg, G. (2010): *Armutsbekämpfung muss Teil der Europa-Strategie 2020 sein*. *Neue Caritas*, 111 (12), pp. 27.
- Rossier, Y. (2008): *La sécurité sociale est-elle bien sûre?: Défis et perspectives*. *Employeur suisse*, 103 (18), pp. 54-57.

- Ryffel, M. (2011): *Unübersichtliche Roadmap des Sozialstaates: Meinungen und Visionen zur Zukunft der schweizerischen Sozialwerke*. Sozial aktuell, 43 (6), pp. 14-18.
- Rys, V. (2009): *Les tendances mondiales en matière d'évolution de la sécurité sociale: la globalisation conduit-elle à la mutation de l'institution?*. Cahiers genevois et romands de sécurité sociale, 42, pp. 9-15.
- Sabelhaus, J. & Topoleski, J. (2007): *Uncertain Policy for an Uncertain World: The Case of Social Security*. Journal of Policy Analysis and Management, 26 (3), pp. 507-525.
- Salzgeber, R. & Neukomm, S. (2010): *Kennzahlenvergleich zur Sozialhilfe in Schweizer Städten, Berichtsjahr 2009*. Bern: Berner Fachhochschule, Fachbereich Soziale Arbeit.
- Salzgeber, R. & Neukomm, S. (2009): *Kennzahlenvergleich zur Sozialhilfe in Schweizer Städten, Berichtsjahr 2008*. Bern: Berner Fachhochschule, Fachbereich Soziale Arbeit.
- Sandoz, O. (2008): *Die Soziale Sicherheit: nützt sie der Wirtschaft – was darf sie kosten?*. Schweizer Arbeitgeber, 103 (19), pp. 18-22.
- Sandoz, O. (2008): *La sécurité sociale: est-elle utile pour l'économie – que peut-elle coûter?*. Employeur suisse, 103 (19), pp. 46-50.
- Sassnick Spohn, F. (2007): *Sozialpolitik öffnen und vernetzt handeln: Städteinitiative Sozialpolitik: Strategie 2015*. Luzern: Städteinitiative Sozialpolitik, Organisation des Städteverbandes c/o Stadt Luzern, Sozialdirektion.
- Sassnick Spohn, F. (2007): *Elargir la politique sociale et agir en réseau: Initiative des villes: politique sociale stratégie 2015*. Luzern: Initiative des villes: politique sociale, Organe de l'Union des villes suisses c/o Stadt Luzern, Sozialdirektion.
- Sassnick Spohn, F. (2009): *Im Spiegel des Arbeitsmarkts: Armut und Sozialhilfe in Schweizer Städten: 10 Jahre Kennzahlenvergleich zur Sozialhilfe in Schweizer Städten 1999-2008*. Luzern: Städteinitiative Sozialpolitik, Organisation des Städteverbandes c/o Stadt Luzern, Sozialdirektion.
- Sassnick Spohn, F. (2009): *Reflet du marché du travail: pauvreté et aide sociale dans des villes suisses: comparatif des indicateurs d'aide sociale dans des villes suisses de 1999 à 2008*. Luzern: Initiative des villes: politique sociale, Organe de l'Union des villes suisses c/o Stadt Luzern, Sozialdirektion.
- Saraceno, Ch. (ed.) (2008): *Families, ageing and social policy: intergenerational solidarity in European welfare states*. Cheltenham: E. Elgar. (Globalization and welfare).
- Saunders, P. & Sainsbury, R (Eds.) (2010): *Social Security, Poverty and Social Exclusion in Rich and Poorer Countries*. International Studies on Social Security, Volume 16 (Foundation for International Studies on Social Security FISS). Cambridge, Mortsel: Intersentia.
- Scherwey, A.-G. (2007): *Réformer la sécurité sociale dans une perspective fonctionnelle?: une école de patience*. Aspects de la sécurité sociale, 4, pp. 18-23.
- Schmid, J. (2010): *Wohlfahrtsstaaten im Vergleich: soziale Sicherung in Europa: Organisation, Finanzierung, Leistungen und Probleme*. 3., aktualisierte und erw. Aufl.. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Schmid, W. (2010): *Auch in der Schweiz gilt: Fördern und Fordern: Potenzialen und Grenzen des Wandels in der Sozialhilfe am Beispiel der Schweiz*. Neue Caritas, 7 (1), pp. 9-14.

- Schmid, W. (2010): *Wenig auf den Punkt gebracht, vieles bleibt offen: Armutsbericht des Bundes*. ZeSo, 107 (2), pp. 36-37.
- Schmid, W. (2011): *Konflikträchtige Schnittmengen: zum Verhältnis von Sozialpolitik und Sozialer Arbeit*. Sozial aktuell, 43 (6), pp. 19-21.
- Schlegel, R. (2008): *Solidarität – ein Rechtsbegriff?*. Sozialgerichtsbarkeit, 55 (10), pp. 565-569.
- Schulte, B. (2008): *Eine erneuerte Sozialagenda: Chancen, Zugangsmöglichkeiten und Solidarität im Europa des 21. Jahrhunderts*. EuroAS, 7-8, pp. 124-126.
- Schultheis, F. (2011): *Transformationen der Arbeitswelt*. SCALA Discussion Paper No. 06/11.
- Schultheis, F. & Herold, S. (2011): *Précarité und Prekarität: Zur Thematisierung der sozialen Frage des 21. Jahrhunderts im deutsch-französischen Vergleich*. SCALA Discussion Paper No. 04/11.
- Schultheis, F., Vogel, B. & Gemperle, M. (Hg.) (2010): *Ein halbes Leben*. Konstanz: UVK.
- Schultheis, F. (2009): *Employability*. SCALA Discussion Paper No. 06/09.
- Schwarz, G. (2011): *Vision und Grundsätze einer liberalen Sozialpolitik*. Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik, 84 (1/2), pp. 36-37.
- Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe (Hrsg.) (2010): *Zur Bekämpfung von Armut und sozialer Ausgrenzung: Elemente einer nationalen Strategie: ein Diskussionsbeitrag der Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe SKOS*. Bern: Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe.
- Schwinn, Th. (2007): *Soziale Ungleichheit*. Bielefeld: Transcript-Verlag. (Einsichten. Themen der Soziologie).
- Staatssekretariat für Wirtschaft SECO (2009): *Analyse der Auswirkungen exogener sozioökonomischer Veränderungen auf den Arbeitsmarkt in längerfristiger Perspektive – mit besonderem Augenmerk auf die Rolle der Institutionen (v.a. der Sozialwerke)*. Bern: Staatssekretariat für Wirtschaft SECO.
- Seifert, H. & Struck, O. (Hrsg.) (2009): *Arbeitsmarkt und Sozialpolitik: Kontroversen um Effizienz und soziale Sicherheit*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Serrano Pascual, A. & Magnusson, L. (eds.) (2007): *Reshaping welfare states and activation regimes in Europe*. Brussels: P.I.E.-P. Lang. (Work & society, no. 54, Saltsa).
- Sesselmeier, W. & Schulz-Nieswandt, F. (Hrsg.) (2009): *Konstruktion von Sozialpolitik im Wandel: implizite normative Elemente*. Berlin: Duncker & Humblot. (Schriften der Gesellschaft für Sozialen Fortschritt, Bd. 26, Ed. 2009).
- Sievering, O. (2007): *Sozialpolitische Herausforderungen einer Gesellschaft im Wandel: Festschrift zum 70. Geburtstag von Prof. Dr. Karl-Heinz Schmidt*. Frankfurt a.M.; Bern [etc.]: P. Lang.
- Sommer, M. [et al.] (Hrsg.) (2008): *Europa sozial gestalten!*. Marburg: Schüren. (DGB, Hans-Böckler-Stiftung).
- Soulet, M.-H. (éd.) (2007): *La solidarité à l'ère de la globalisation*. Fribourg: Academic Press. (Collection Res socialis, vol. 32).
- Stocker, M. (2007): *Sozialpolitik im Paradies: Analyse und Visionen – Beiträge zur Debatte*. Zürich: Sozialdepartement der Stadt Zürich. (Edition Sozialpolitik; Nr. 14).
- Strobel, P. (2008): *Penser les politiques sociales: contre les inégalités: le principe de solidarité*. La Tour -d'Aigues: Aube. (Monde en cours).

- Stutz, H. (2011): *Sozialpolitik mit Zukunft: Grundsätze, Herausforderungen, Stossrichtungen – ein Gutachten aus Fachperspektive*. Sozial aktuell, 43 (6), pp. 10-13.
- Tabin, J. -P., Frauenfelder, A., Togni, C. & Keller, V. (2011): *Whose poor? Social welfare and local political boundaries. Qui aider? les liens entre l'assistance publique et la définition de l'appartenance*. European Journal of Social Work, 14(4), 463-477. Numéro: 344
- Tabin, J.-P., Frauenfelder, A., Togni, C. & Keller, V. (2010): *Temps d'assistance: le gouvernement des pauvres en Suisse romande depuis la fin du XIXe siècle*. Lausanne: Antipodes.
- Tabin, J.-P. (2009): *Les politiques transversales: de nouvelles technologies de pouvoir? Les politiques sociales: Le social à l'épreuve de la politique transversale*, N° 1-2, pp.31-42.
- Tabin, J.-P., Frauenfelder, A. & Togni, C. (2008): *Comment expliquer la pauvreté?* In: Conrad, C. & Von Mandach, L. (Éds.). *Sur la corde raide: intégration et exclusion dans l'assistance sociale et la politique sociale = Auf der Kippe: Integration und Ausschluss in Sozialhilfe und Sozialpolitik*. Zurich: Seismo Verlag, pp. 36-45.
- Trampusch, Ch. (2009): *Der erschöpfte Sozialstaat: Transformation eines Politikfeldes*. Frankfurt a.M.: Campus.
- Vahlpahl, T. (2007): *Europäische Sozialpolitik: Institutionalisierung, Leitideen und Organisationsprinzipien*. Wiesbaden: Deutscher Universität-Verlag. (Sozialwissenschaft; Hochschulschrift; Zugl.: Dissertation Universität Heidelberg, 2005).
- Van Ewijk, H. (2010): *European social policy and social work: citizenship-based social work*. London: Routledge.
- Verba, D. (2010): *Interventions sociales et le rôle de l'Etat: regards croisés: Algérie, Allemagne, France, Israël, Maroc, Palestine, Suisse*. Rennes: Presses de l'Ecole des hautes études en santé publique.
- Walker, A. (ed.) [et al.] (2009): *Social policy in ageing societies: Britain and Germany compared*. Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Walker, Ph., Marti, M. & Bertschy, K. (2010): *Die Entwicklung atypisch prekärer Arbeitsverhältnisse in der Schweiz*. SECO Publikation Arbeitsmarktpolitik No 32. Bern: Staatssekretariat für Wirtschaft SECO
- Wallimann, I. (Hrsg.) (2008): *Sozialpolitik nach Verursacherprinzip: Beispiele der Anwendung aus Arbeit, Gesundheit, Sucht, Schule und Wohnen*. 1. Aufl.. Bern [etc.]: Haupt.
- Wanner, Ph. & Gabadinho, A. (2008): *La situation économique des actifs et des retraités*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 1/08. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Wanner, Ph., Gabadinho, A., & Pecoraro, M. (2008): *La situation économique des actifs et des retraités – Rapport technique et tableaux commentés*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 1/08.1. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Waser, M. (2011): *Selbstbewusst und lösungsorientiert: städtische Sozialpolitik: Image- und Koordinationsprobleme, aber auch Lösungskompetenz*. Sozial aktuell, 43 (6), pp. 22-25.
- Wulff, M. (2008): *Die Beschäftigungs- und Sozialpolitik im Spannungsfeld der Interessen*. Marburg: Metropolis-Verlag.
- Wyss, K. (2007): *Workfare: sozialstaatliche Repression im Dienst des globalisierten Kapitalismus*. 1. Aufl.. Zürich: Edition 8. (Ein Sachbuch aus der Edition 8).

- Zaidi, A. (2010): *Fiscal and Pension Sustainability: Present and Future Issues in EU Countries*. Policy Briefs. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.
- Zaidi, A. (2009): *Welfare-to-Work Programmes in the UK and Lessons for Other Countries*. Policy Briefs. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.
- Zaidi, A. (2008): *Features and Challenges of Population Ageing: The European Perspective*. Policy Briefs. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.
- Zaidi, A. (2008): *Tax Credit Policy in the UK and its Lessons for Austria*. Policy Briefs. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.
- Zaidi, A. & Rejniak, M. (2010): *Fiscal Policy and Sustainability in View of Crisis and Population Ageing in Central and Eastern European Countries*. Policy Briefs. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.
- Zapka, K. (2008): *Europäische Sozialpolitik: zur Effizienz (supra-)nationaler Sozialpolitik*. Göttingen: Cuvillier.
- Zacher, H. F. (2008): *Der europäische Sozialstaat*. Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge, 52 (1), pp. 1-21.
- Zheng, Ch. (2007): *Die Rolle der Europäischen Kommission und Sozialpartner im sozialpolitischen Integrationsprozess: eine neo-institutionalistische Analyse des sozialen Dialogs*. Baden-Baden: Nomos. (Nomos-Universitätschriften. Politik, Bd. 141, Hochschulschrift: Überarb. Dissertation Universität Darmstadt, 2006).
- Zoll, R. (2007): *Was bedeutet Solidarität in der modernen Gesellschaft?*. In: Kehrl, Ch. (Hrsg.): *Sozialalmanach, 2008*. Luzern: Caritas-Verlag, pp. 221-232.

2 Famille, générations et société

- Abele, M. (2009): *Befindlichkeit und Lebensqualitätsindex der landwirtschaftlichen Bevölkerung. Vergleich zur übrigen Bevölkerung und zu den Ergebnissen aus den Jahren 2005 und 2001*. Bern: Bundesamt für Landwirtschaft BLW.
- Aber, J. L. (ed.) [et al.] (2007): *Child development and social policy: knowledge for action*. Washington, D.C.: American Psychological Association. (Decade of behavior).
- Althaus, E., Chatelain, A. & Nett, J. C. (2010): *Die Welt im Brunnenhof Zürich. Ein interkulturelles Familien-Wohnmodell. Primäre Konfliktprävention und Integrationsförderung. Schlussbericht über die Projektphase von 2007 bis 2009*. Grenchen: Bundesamt für Wohnungswesen BWO
- Aner, K. (2007): *Die immer wieder neuen Alten: Chancen und Grenzen ihres Engagements*. Informationsdienst Altersfragen, 34 (4), pp. 2-5.
- Aner, K. (Hrsg.) (2007): *Die neuen Alten – Retter des Sozialen?*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Anliker, S. & Schmid, H. (2010): *Schlussbericht ESSKI Basel – 7 Motivatoren zur besseren Erreichung von Familien mit Migrationshintergrund*. Forschungs- und Konzeptphase im Praxis-Optimierungszyklus. Kompetenzzentrum RessourcenPlus R+. Olten/Basel.

- Aschwanden, N. [et al.] (2008): *Familien: alles bleibt, wie es nie war: tout reste, pourtant tout change: tutto resta, eppure tutto cambia: the constant is change*. Zürich: Schweizerisches Landesmuseum.
- Aszländer, M. S. (2007): *Generationengerechtigkeit als Aufgabe von Wirtschaft, Politik und Gesellschaft*. 1. Aufl.. München: Hampp. (Dnwe Schriftenreihe, F. 15).
- Beckmann, S. (2008): *Geteilte Arbeit?: Männer und Care-Regime in Schweden, Frankreich und Deutschland*. Münster: Westfälisches Dampfboot. (Arbeit - Demokratie - Geschlecht, Bd. 8).
- Bertram, H. (2009): *Familie, Sozialisation und die Zukunft der Kinder*. Leverkusen: Budrich.
- Beckmann, S. (2007): *Die geteilte Arbeit?: Möglichkeiten einer sozialpolitischen Steuerung des Careverhaltens von Männern*. Separatdruck aus Zeitschrift für Familienforschung (2007), pp. 371-392.
- Bien, W. & Marbach, J. H. (Hrsg.) (2008): *Familiale Beziehungen, Familienalltag und soziale Netzwerke: Ergebnisse der drei Wellen des Familiensurvey*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften. (Familien-Survey, Bd. 14).
- Bier, A. (2009): *Alt braucht Jung – und umgekehrt: Generationenbeziehungen als Chance und Herausforderung*. In: Sozial aktuell 41 (10), pp. 26-28.
- Blome, A. (2008): *Generationenbeziehungen im Wohlfahrtsstaat: Lebensbedingungen und Einstellungen von Altersgruppen im internationalen Vergleich*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Bodmer, M. (2009): *Videospiele: 10. Kunst oder Teufelszeug – Eine Bestandesaufnahme zum Stand der Wissenschaft*. Zürich: Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften.
- Bodmer, M. (2009): *Videospiele und Gewalt – Eine Bestandesaufnahme zum Stand der Wissenschaft*. Zürich: Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften.
- Bonvin, J.-M. & Moachon, E. (2008): *Social Integration Policies for Young Marginalised: A Capability Approach*. Social Work and Society: the International Online-Only Journal, 6, 2.
- Brandt, M., Haberkern, K. & Szydlik, M. (2010): *Risikobewältigung im Alter: Wohlfahrtsmix zwischen Familie und Staat*. In: Soeffner, H.-G. (Hrsg.). Unsichere Zeiten – Herausforderungen gesellschaftlicher Transformationen. Verhandlungen des 34. Kongresses der Deutschen Gesellschaft für Soziologie in Jena 2008 (CD). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Brandt, M. (2009): *Hilfe zwischen Generationen – Ein europäischer Vergleich*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Brandt, M., Deindl, Ch., Haberkern, K. & Szydlik, M. (2009): *Geben und Nehmen zwischen Generationen in Europa*. In: Börsch-Supan, A., Hank, K., Jürges, H. & Schröder, M. (eds.). 50+ in Deutschland und Europa: Befunde des Survey of Health, Ageing and Retirement. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Brandt, M., Haberkern & K. & Szydlik, M. (2009): *Intergenerational Help and Care in Europe*. European Sociological Review, 25, pp. 585–601.
- Brandt, M., Deindl, Ch., Haberkern, K. & Szydlik, M. (2008): *Reziprozität zwischen erwachsenen Generationen: Familiäre Transfers im Lebenslauf*. Zeitschrift für Gerontologie und Geriatrie, 41, 5, pp. 374-381.
- Brandt, M. & Haberkern, K. (2008): *Hilfe und Pflege zwischen Generationen in Europa*. In: Rehberg, K.-S. (ed.). Die Natur der Gesellschaft. Verhandlungen des 33. Kongresses der Deutschen

Gesellschaft für Soziologie in Kassel 2006 (CD). Frankfurt/Main, New York: Campus, pp. 4944-4950.

Brandt, M. & Szydlik, M. (2008): *Soziale Dienste und Hilfe zwischen Generationen in Europa*. Zeitschrift für Soziologie, 37 (4), pp. 301-320.

Brunner, E. J. (Hrsg.) (2008): *Intergenerationelle Transferleistungen in Familien*. Jena: IKS Garmond.

Büchler, A. & Simoni, H. (2009): *Kinder und Scheidung*. Zürich: Rüegger Verlag

Caplazi, A. (2009): *Einelternfamilien im Recht. Inkassohilfe und Alimentenbevorschussung*. Hochschule für Soziale Arbeit, Fachhochschule Nordwestschweiz. Olten/Basel.

Deindl, Ch. (2010): *Finanzielle Transfers zwischen Generationen in Europa*. Band 22 von Alter(n) und Gesellschaft Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften

Deindl, Ch. (2010): *Finanzielle Leistungen zwischen Generationen als Reaktion auf gesellschaftliche Risiken*. In: Soeffner H.-G. (eds.). *Unsichere Zeiten. Herausforderungen gesellschaftlicher Transformationen*. Verhandlungen des 34. Kongresses der Deutschen Gesellschaft für Soziologie in Jena 2008. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften

Deindl, Ch. (2010): *Finanzielle Leistungen zwischen betagten Eltern und ihren Kindern in Europa*. In: Ette, A., Ruckdeschel, K. & Unger, R. (eds.). *Potenziale intergenerationaler Beziehungen – Chancen und Herausforderungen für die Gestaltung des demografischen Wandels*. Würzburg: Ergon, pp. 283-300.

Doyle, M. (2007): *Home care for ageing populations: a comparative analysis of domiciliary care in Denmark, the United States and Germany*. Cheltenham: Elgar.

Drilling, M. (2008): *Aufwachsen in Ballungsräumen – Integration durch Angebote der Jugendhilfe*. In: AG für Kinder- und Jugendhilfe AGJ (Hg.). *Reader Jugendhilfe*. Meckenheim: AGJ. S. 287-295.

Dubach, Ph., Guggisberg, J. & Stutz Heidi (2009): *Junge Erwachsene in der Sozialhilfe*. Neuchâtel: Bundesamt für Statistik BFS.

Eisenbach-Stangl I. & Spirig H. (2010): *Auch Drogenabhängige werden älter... Zur Lebenssituation einer Randgruppe*. Other EC Publications (Books & Reports). Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.

Eisenbach-Stangl, I., Bernardis, A., Fellöcker, K., Haberhauer-Stidl, J. & Schmied, G. (2008): *Jugendliche Alkoholszenen. Konsumkontexte, Trinkmotive, Prävention*. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.

Eisner, M., Ribeaud, D. & Locher, R. (2009): *Prävention von Jugendgewalt*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 5/09. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.

Estin, A. L. (ed.) (2008): *The multi-cultural family*. Aldershot: Ashgate. (The family, law & society).

Felfe, Ch. (2008): *The Child Penalty – What about Job Amenities?* SCALA Discussion Paper No. 03/08.

Felfe, Ch. (2008): *Return to Work – Mothers' Willingness to Pay for Job Amenities*. SCALA Discussion Paper No. 09/08.

- Fluder, R., Contzen, S., Neukomm, S. & Genoni, M. (2009): *Bauernhaushalte unter dem Existenzminimum*. Bern: Bundesamt für Landwirtschaft BLW.
- Frey, M., Koch, P., Waeber, Ph. & Kägi, W. (2010): *Evaluation «Anstossfinanzierung». Nachhaltigkeit und Impulseffekte der Finanzhilfen für familienergänzende Kinderbetreuung*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 1/10. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Gaberel, P. E. & Steiger, B. (2010): *Questionner l'identité des préadolescents – influences interactives de la famille, de l'école, des groupes de pairs et des travailleurs sociaux communautaires en tant qu'agents socio-culturels*. European Journal of Social Education = Journal Européen d'Education Sociale, revue de la FESET, 18/19, pp. 35-44.
- Gasior, K. & Zaidi, A. (2010): *Social Well-being of Disabled Older Persons An Evidence of Unequal Ageing in Europe*. Policy Briefs. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.
- Gerfin, M., Stutz, H., Oesch, Th. & Strub S. (2009): *Kinderkosten in der Schweiz*. Neuchâtel: Bundesamt für Statistik.
- Gloor, D. & und Meier, H.(2011): *«Hausgemeinschaft 55+ Ruggächern». Ein innovatives Wohnprojekt der Allgemeinen Baugenossenschaft Zürich ABZ. Auswertung der Erfahrungen 2004–2010: Projektierung, Umsetzung und Nutzung*. Grenchen: Bundesamt für Wohnungswesen BWO
- Götz, E., Tov, E. & Kaegi, U. (2008): *Bedarfsanalyse und Konzept einer Kontakt- und Anlaufstelle im Leimental. Machbarkeitsstudie einer regionalen Kontakt- und Anlaufstelle für Senioren*. Hochschule für Soziale Arbeit, Fachhochschule Nordwestschweiz. Olten/Basel.
- Grosskurth, G. (2007): *Gleichstellungspolitik in der Europäischen Union: die Vereinbarkeit von Beruf und Familie für Frauen mit Kindern anhand eines Ländervergleichs zwischen Deutschland und Schweden*. Berlin: Fachhochschule für Verwaltung und Rechtspflege. (Beiträge zur europäischen Integration aus der FHVR Berlin; 5).
- Gutmann, R. & Gerodetti, J. (2010): *Bericht zum ausserschulischen Angebot für Familien, Kinder und Jugendliche in der Gemeinde Kaiseraugst*. Hochschule für Soziale Arbeit, Fachhochschule Nordwestschweiz. Olten/Basel.
- Hämel, K., Thenner-Eßkuchen, M., Fux, B. & Leichsenring, K. (2009): *Generationenpolitik – Internationale Ansätze und Entwicklungen*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 9/09. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Haberkern, K. (2009): *Pflege in Europa: Familie und Wohlfahrtsstaat*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften. (Hochschulschrift: Dissertation Universität Zürich).
- Haberkern, K. & Szydlik, M. (2008): *Pflege der Eltern – Ein europäischer Vergleich*. Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie, 60 (1), pp. 78-10.
- Hölterhoff, M., Biedermann, M., Laufer, D. & Matuschke, M. (2009): *Analyse und Vergleich der Kosten von Krippenplätzen anhand einer Vollkostenrechnung*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 3/09. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Höpflinger, F. (2007): *Demografischer und gesellschaftlicher Wandel: Perspektiven für Generationenbeziehungen*. Schweizer Personalvorsorge, 20 (1), pp. 53-54.
- Höpflinger, F. (2007): *Evolution démographique et sociale: perspectives pour les relations intergénérationnelles*. Prévoyance professionnelle suisse, 20 (1), pp. 54-55.

Hoffmann, D., Schubarth, W. & Lohmann, M. (Hrsg.) (2008): *Jungsein in einer alternden Gesellschaft: Bestandsaufnahme und Perspektiven für das Zusammenleben der Generationen*. Weinheim [etc.]: Juventa. (Jugendforschung).

Hofstetter, J. (2010): *Familie mit Behinderung – behinderte Familie?: Familie mit behindertem Kind im Spannungsfeld Gesellschaft – Familienstruktur – fachliches Umfeld*. Luzern: Pädagogische Hochschule Luzern Zentralschweiz. (Hochschulschrift: Masterarbeit, Pädagogische Hochschule Zentralschweiz, Luzern, Studiengang HL. 0701).

Hoffmann, F. & Leichsenring, K. (2011): *Quality management by result-oriented indicators: Towards benchmarking in residential care for older people*. Policy Briefs. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.

Hugentobler, V. (2008): *Les relations entre les générations: entre mythe et réalité. Au fil du temps. Le jeu de l'âge*. Gollion: Fondation Claude Verdan, pp. 56-60.

Huggenberger, N. (2009): *Generationenbeziehungen im Blickfeld der Sozialen Arbeit: wie können Generationenbeziehungen durch die Soziale Arbeit in der Schweiz gefördert werden?*. Zürich: ZHAW Soziale Arbeit. (Hochschulschrift: Abschlussarbeit Zürcher Fachhochschule, ZHAW Soziale Arbeit).

Igel, C., Brandt, M., Haberkern, K. & Szydlik, M. (2009): *Specialization between Family and State –Intergenerational Time Transfers in Western Europe*. Journal of Comparative Family Studies, 40 (2), pp. 203-226.

Igl, G. & Klie, Th. (Hrsg.) (2007): *Das Recht der älteren Menschen*. Frankfurt am Main: Fachhochschulverlag.

Jurczyk, K. [et al.] (2009): *Entgrenzte Arbeit, entgrenzte Familie: Grenzmanagement im Alltag als neue Herausforderung*. Berlin: Edition Sigma. (Forschung aus der Hans-Böckler-Stiftung, 100).

Kassis, W. & Heeg, R. (2010): *Gewalttätige Mädchen und familiäre Bindung*. In: Müller, H.-R., Earius, J. & Herzberg, H. (Hg.). Familie, Generation und Bildung. Leverkusen: Barbara Budrich. S. 183-202.

Kauer, K. (Hrsg.) (2010): *Familie – kultureller Mythos und soziale Realität*. Berlin: Frank & Timme. (Kulturwissenschaften (Frank & Timme), Bd. 9).

Kerschgens, A. (2009): *Die widersprüchliche Modernisierung der elterlichen Arbeitsteilung: Alltagspraxis, Deutungsmuster und Familienkonstellation in Familien mit Kleinkindern*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften. (Hochschulschrift: Dissertation Universität Frankfurt).

Kunstmann, A.-C. (2010): *Familiale Verbundenheit und Gerechtigkeit: fehlende Perspektiven auf die Pflege von Angehörigen: eine Diskursanalyse*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften. (Theorie und Praxis der empirischen Diskursforschung).

Lelkes, O. (2008): *Happiness Across the Life Cycle: Exploring Age-Specific Preferences*. Policy Briefs. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.

Lettko, F. & Lange, A. (Hrsg.) (2007): *Generationen und Familien: Analysen, Konzepte, gesellschaftliche Spannungsfelder*. 1. Aufl.. Frankfurt a.M.: Suhrkamp. (Suhrkamp-Taschenbuch. Wissenschaft; 1811).

Lüscher, K. (2009): *Bausteine zur Generationenanalyse: der Wandel der Altersstruktur schafft neue Herausforderungen für die Gestaltung von Generationenbeziehungen. Eine Übersicht über*

zentrale Begriffe, Konzepte und Forschungsarbeiten, um sich dem komplexen Thema zu nähern. DJI Bulletin Plus, 86 (2), pp. 1-8.

Lüscher, K. [et al.] (2010): *Auf dem Weg zu einer Generationenpolitik*. Bern: Schweizerische Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften. (Generationenbeziehungen).

Lüscher, K. [et al.] (2010): *Generationen, Generationenbeziehungen, Generationenpolitik: ein dreisprachiges Kompendium: un abrégé trilingue: a trilingual compendium*. Bern: Schweizer Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften. (Generationenbeziehungen).

Mäder, U. (2010): «Wenn Du Dich richtig anpasst, hast Du keine Probleme» – Wie ein Sohn kurdischer Immigranten in Basel Erfolg hat. In: Gruber, J., Mäder, U., Schilliger, S. & Streckeißen, P.. Basel von unten. Zürich: Edition 8, pp. 52-64.

Mäder, U. (2008): *Garantierte Existenzsicherung*. FamPra – Die Praxis des Familienrechts. (1). S. 108-128.

Martin, M., Moor, C. & Sutter, Ch. (2010): *Kantonale Alterspolitiken in der Schweiz*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 11/10. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.

Mayer, S. [et al.] (Hrsg.) (2007): *Die Zukunft der Familie*. Paderborn: Fink.

Meyer, G., Spack, A., Perrenoud, D. & Dumont, P. (2009): *Familles singulières, accueil collectif: La réception de la diversité des situations familiales par les crèches-garderies*. Lausanne: Les cahiers de l'éésp, N° 48.

Modak, M., D. Gex-Collet, et al. (2009): *La régulation de l'autorité parentale chez les mères et pères: stratégies éducatives, prises de décision et inégalités scolaires*. In: Oris, M.. Transitions dans les parcours de vie et construction des inégalités. (pp. 105-125). Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes.

Moerbeek, H., Niehof, A. & van Ophem, J. (eds.) (2007): *Changing families and their lifestyles*. Wageningen: Wageningen Academic Publishers. (Mansholt publication series, v. 5).

Mohrmann, R.-E. (Hrsg.) (2011): *Generationenbeziehungen in Familie und Gesellschaft*. Münster: Waxmann. (Beiträge zur Volkskultur in Nordwestdeutschland, Bd. 118).

Morf, K. S. (2007): *Die Bedeutung von Generationenbeziehungen und Lebenszielen für gesundheitsbezogene Lebensstile und das psychische/physische Wohlbefinden von Adoleszenten*. Zürich: Universität Zürich. (Hochschulschrift: Dissertation Universität Zürich).

Müller, B. (2008): *Familien mit einem psychisch erkrankten Elternteil: Eine systemische Perspektive*. In: Lenz, A. & Jungbauer, J. (Hg.). Kinder und Partner psychisch kranker Menschen. Belastungen, Hilfebedarf, Interventionskonzepte. Tübingen: DGVT-Verlag. S. 137-156.

Nationales Forschungsprogramm: Impulse für eine politische Agenda Kindheit, Jugend und Generationenbeziehungen (2007): *Schweiz: Vorschläge für «Kindheit, Jugend und Generationenbeziehungen»*. In: Trend-Informationen für Führungskräfte der Sozialwirtschaft, 11, pp. 6-11.

Nollert, M., Budowski, M. & Kersten, A. (2010): *Konzeptualisierung und Messung des gesellschaftlichen Werts von Generationenbeziehungen*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 4/10. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.

OECD Future Project: *The future of family 2030*. Paris: OECD publishing.

OECD (2011): *Off to a good start? Jobs for Youth*. OECD publishing.

- OECD (Hrsg.) (2011): *Doing better for families*. Paris: OECD publishing.
- OECD (Hrsg.) (2011): *Assurer le bien-être des familles*. Paris: OECD publishing.
- OECD (2009): *Doing better for children*. Paris: OECD publishing.
- OECD (Hrsg.) (2009): *Assurer le bien-être des enfants*. Paris: OECD publishing.
- Ortgies, L. (2009): *Heimspiel: Plädoyer für die emanzipierte Familie*. München: Deutsche Verlags-Anstalt.
- Ostner, I. & Schmitt, Ch. (eds.) (2008): *Family policies in the context of family change: the nordic countries in comparative perspective*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Papadaniel, Y. (2010): *Accompagnement en fin de vie et solidarité. Quelques pistes de réflexions autour du bénévolat dans les soins palliatifs*. *Revue internationale de soins palliatifs* 25(1), pp. 19-23.
- Pellegrini, S., Ruder, R., von Gunten, L. & Fluder, R. (2011): *Kinder, Jugendliche und junge Erwachsene in der Sozialhilfe: Statistischer Bericht und Situationsanalyse für den Kanton Bern 2008*. Bern: Berner Fachhochschule, Fachbereich Soziale Arbeit.
- Pellegrini, S., Fluder, R., Salzgeber, R., Ruder, R. & Stohler, R. (2010): *Jeunes adultes à l'aide sociale*. Bern: Berner Fachhochschule, Fachbereich Soziale Arbeit.
- Pellegrini, S. & von Gunten, L. (2010): *Enfants, adolescents et jeunes adultes à l'aide sociale – Une analyse de la situation dans le canton de Vaud en 2008*. Bern: Berner Fachhochschule, Fachbereich Soziale Arbeit.
- Perrig-Chiello, P. [et al.] (2008): *Generationen – Strukturen und Beziehungen: Generationenbericht Schweiz: Synthesebericht des Nationalen Forschungsprogramms 52 «Kindheit, Jugend und Generationenbeziehungen in einer sich wandelnden Gesellschaft»*. Zürich: Seismo-Verlag.
- Perrig-Chiello, P. [et al.] (2009): *Générationen – structures et relations: rapport «Générationen en Suisse»: rapport de synthèse du Programme national de recherche 52 «L'enfance, la jeunesse et les relations entre générations dans une société en mutation»*. Zurich [etc.]: Editions Seismo.
- Peters, E. (2009): *Marriage and family: perspectives and complexities*. New York: Columbia University Press.
- Peuckert, R. (2008): *Familienformen im sozialen Wandel*. 7., vollständig überarb. Aufl.. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Radisch, I. (2007): *Die Schule der Frauen: wie wir die Familie neu erfinden*. 3. Aufl.. München: Deutsche Verlags-Anstalt.
- Rosenbaum, H. & Timm, E. (2008): *Private Netzwerke im Wohlfahrtsstaat: Familie, Verwandtschaft und soziale Sicherheit im Deutschland des 20. Jahrhunderts*. Konstanz: UVK-Verlags-Gesellschaft.
- Rüling, A. (2007): *Jenseits der Traditionalisierungsfallen: wie Eltern sich Familien- und Erwerbsarbeit teilen*. Frankfurt, M.: Campus-Verlag 2007. (Reihe Politik der Geschlechterverhältnisse, Bd. 35. Zugl.: Hochschulschrift Dissertation Freie Universität Berlin 2006).
- Ruppe, G. (2011): *Active Ageing and Prevention in the Context of Long-Term Care Rethinking Concepts and Practices*. Policy Briefs. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.

Sandmeier Rupena, A. (2009): *Psychische Gesundheit im Lebensverlauf. Die geschlechtsspezifische Bedeutung von sozial-emotionalen Beziehungen*. In: Fend, H., Berger, F. & Grob, U. (Hg.): *Lebensverläufe, Lebensbewältigung, Lebensglück. Ergebnisse der LifE-Studie*. Wiesbaden: VS Verlag. S. 429-448.

Sandmeier Rupena, A., Schönenberger, M. & Schmid, H. (2009): *Schlussbericht zur Evaluation von ESSI-Z Eltern und Schule stärken Kinder im Kanton Zug*. Hochschule für Soziale Arbeit, Fachhochschule Nordwestschweiz/Kompetenzzentrum RessourcenPlus R+. Olten/Basel.

Schlanser, R. (2011): *Qui utilise les crèches en Suisse?: logiques sociales du recours aux structures d'accueil collectif pour la petite enfance*. Chavannes-Lausanne: IDHEAP. (Cahier de l'IDHEAP, 264).

Schmid, H., Fäh, B., Bodenmann, G., Schönenberger, M., Lattmann, U. P., Cina, A., Kern, W. & Anliker, S. (2008): *Eltern und Schule stärken Kinder (ESSKI): Ein Mehrebenenansatz zur Förderung der sozialen Kompetenz und gesunden Verhaltens*. In: Malti, T. & Perren, S. (Hg.). *Soziale Kompetenzen bei Kindern und Jugendlichen. Entwicklungsprozesse und Förderungsmöglichkeiten*. Stuttgart: Kohlhammer. S. 197-213.

Schönenberger, M., Sandmeier Rupena, A., Cina, A. & Anliker, S. (2010): *Manual zum Projekt «ESSKI Eltern und Schule stärken Kinder»*. Hochschule für Soziale Arbeit, Fachhochschule Nordwestschweiz/Kompetenzzentrum RessourcenPlus R+. Olten/Basel.

Schulte, B. (2009): *Europäische Kommission: Verbesserung des Mutterschutzes sowie des sozialen Schutzes selbstständig tätiger und mitarbeitender Frauen*. EuroAS, 1-2, pp. 18-20.

Schultheis, F. (2009): *Zwischen Prekarisierung und Kriminalisierung: Vom «abweichenden Verhalten» zur «jugendlichen Gewalt»*. SCALA Discussion Paper No. 08/09.

Schultheis, F. & Keller, C. (2009): *Jugend zwischen Prekarität und Aufruhr: Zur sozialen Frage der Gegenwart*. SCALA Discussion Paper No. 04/09.

Schultheis, F. [et al.] (Hrsg.) (2008): *Kindheit und Jugend in der Schweiz: Ergebnisse des nationalen Forschungsprogramms «Kindheit, Jugend und Generationenbeziehungen im gesellschaftlichen Wandel»*. Weinheim: Beltz. (Pädagogik. Nationales Forschungsprogramm 52: Kindheit, Jugend und Generationenbeziehungen im gesellschaftlichen Wandel).

Schulz-Nieswandt, F. [et al.] (2009): *Generationenbeziehungen: Netzwerke zwischen Gabebereitschaft und Gegenseitigkeitsprinzip*. Berlin: LIT. (Kölner Beiträge zum Genossenschaftswesen, Bd. 4).

Schwegler R., Stern, S. & Iten, R. (2012): *Familienfreundliche Steuer- und Tarifsyste.me. Vergleich der Kantone Basel-Stadt und Zürich*. Im Auftrag der Fachstellen für Gleichstellung der Kantone Basel-Stadt und Zürich, Zürich: Infrac.

Schweizerische Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften (2010): *Auf dem Weg zu einer Generationenpolitik = En route vers une politique des générations*. Im Auftrag des Netzwerks Generationenbeziehungen. Bern: Schweizerische Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften. (Generationenbeziehungen = Relations entre générations).

Spillius, E. B. (2009): *Family and social network: roles, norms and external relationships in ordinary urban families*. 2nd ed.. Abingdon: Routledge. (The international behavioural and social sciences library. Families & marriage, 1).

Steiner, O. (2009): *Neue Medien und Gewalt*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 4/09. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.

- Steiner, O. (2009): *Nutzung von Computerspielen. Empfehlungen für Prävention und Familien*. Hochschule für Soziale Arbeit, Fachhochschule Nordwestschweiz. Olten/Basel.
- Steiner, O. (2008): *Evaluation «Stark durch Erziehung». Die Kampagne Stark durch Erziehung in der Schweiz*. Hochschule für Soziale Arbeit, Fachhochschule Nordwestschweiz. Olten/Basel.
- Stern, N. (2007): *Familienpolitische Konzepte im Ländervergleich: Sprungbrett oder Stolperstein für erwerbstätige Mütter?*. Marburg: Tectum-Verlag.
- Stuck, A. E., Meyer, K. & Born St. (2008): *Alter und Gesundheit. Evaluation von ausgewählten Aspekten von «Sanaprofil Solothurn», einem Angebot zur Gesundheitsförderung und Prävention im Alter im Kanton Solothurn als Entscheidungsgrundlage für Bund, Kantone und andere Institutionen im Gesundheitswesen*. Neuchâtel: Schweizerisches Gesundheitsobservatorium Obsan.
- Stutz, H. (2007): *Ungleichheit der Geschlechter*. In: Kehrl, Ch. (Hrsg.): *Sozialalmanach, 2008*. Luzern: Caritas-Verlag, pp. 189-203.
- Süss, D. (2008): *Mediensozialisation und Medienkompetenz*. In: Batinic, B. & Appel, M. (Hg.). *Medienpsychologie*. Heidelberg: Springer, pp. 361-378.
- Szydlik, M. (Hrsg.) (2008): *Flexibilisierung: Folgen für Arbeit und Familie*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften. 1. Aufl.. (Sozialstrukturanalyse).
- Szydlik, M. (2008): *Intergenerational Solidarity and Conflict*. *Journal of Comparative Family Studies*, 39 (1), pp. 97-114.
- Tazi-Preve, M. I. (Hrsg.) (2009): *Familienpolitik: nationale und internationale Perspektiven*. Opladen: Budrich UniPress. (Familienforschung – Schriftenreihe des Österreichischen Instituts für Familienforschung, Bd. 20).
- Tomkowiak, I. (2011): *Perspektiven der Kinder- und Jugendmedienforschung*. Zürich: Chronos.
- Träger, J. (2009): *Familie im Umbruch: quantitative und qualitative Befunde zur Wahl von Familienmodellen*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften. (Hochschulschrift: Dissertation Universität Giessen).
- Ungerson, C. [et al.] (ed.) (2007): *Cash for care in developed welfare states*. Basingstoke: Palgrave Macmillan. (The future of work series).
- United Nations Economic Commission for Europe (2009): *How generations and gender shape demographic change: towards policies based on better knowledge*. Genève u. New York: United Nations.
- Vanhuysse, P. & Goerres, A. (eds.) (2011): *Ageing Populations in Post-Industrial Democracies: Comparative Studies of Policies and Politics*. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.
- Vonarburg, B. (2009): *Generationenbeziehungen: Gene und Ratio*. *NovaCura*, 40 (2), pp. 6-8.
- Walker, Ph., Marti, M. & Bertschy, K. (2010): *Regulierungen in der familienergänzenden Kinderbetreuung in den Kantonen und Hauptorten*. Bern: Staatssekretariat für Wirtschaft SECO.
- Wicki, M. (2008): *Gleichzeitig – ungleichzeitig: Stabilität und Wandel von Vorstellungen über Kindheit, Jugend und Generationenbeziehungen*. Bern: Lang. (Explorationen, Bd. 55. Hochschulschrift: Dissertation Universität Zürich, 2006/2007).
- Will, J. (2009): *Familienförderung im Sozialrecht. Eine Darstellung familienfördernder Leistungen, ihrer Defizite und Reformmöglichkeiten*. Hamburg: Kovač. (Studien zum Sozialrecht 13).

- Willemse, I., Waller, G., & Süss, D. (2010): *JAMES – Jugend, Aktivitäten, Medien – Erhebung Schweiz*. Zürich: Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften.
- Zaidi, A. (2011): *Exclusion from Material Resources among Older People in EU Countries: New Evidence on Poverty and Capability Deprivation*. Policy Briefs. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.
- Zaidi, A. & Rejniak, M. (2010): *Fiscal Policy and Sustainability in View of Crisis and Population Ageing in Central and Eastern European Countries*. Policy Briefs. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.
- Zaidi, A., Gasior, K. & Sidorenko, A. (2010): *Intergenerational Solidarity: Policy Challenges and Societal Responses*. Policy Briefs. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.
- Zaidi, A. (2008): *Well-being of Older People in Ageing Societies*. Book series «Public Policy and Social Welfare», Volume 30. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.
- Zank, S. (2008): *Generationen in Familie und Gesellschaft im demographischen Wandel: europäische Perspektiven*. 1. Aufl.. Stuttgart: W. Kohlhammer.
- Zimmerli, J., Abegg Ch. & Hitz, P.(2011): *Konsequenzen des demographischen Wandels: Vielfältige Lebensstile im Alter. Zukunftsszenarien für die öffentliche Verwaltung auf kantonaler Ebene (Teil 1)*. Zürich: Ernst Basler + Partner (im Auftrag von BaslerFonds, Staatskanzlei Kanton Aargau, Bundesamt für Sozialversicherungen BSV, Bundesamt für Wohnungswesen BWO)
- Zimmerli, J., Abegg Ch. & Hitz, P.(2011): *Konsequenzen des demographischen Wandels: Vielfältige Lebensstile im Alter. Handlungsfelder für die öffentliche Verwaltung (Teil 2)*. Zürich: Ernst Basler + Partner (im Auftrag von BaslerFonds, Staatskanzlei Kanton Aargau, Bundesamt für Sozialversicherungen BSV, Bundesamt für Wohnungswesen BWO)

3 Prévoyance vieillesse et professionnelle / prestations complémentaires

- Abrassart A. & Bonoli, G. (2009): *Age de la retraite, pénibilité du travail et durée de la vie active*. Working paper de l'idheap 1/2009.
- Ackermann, W. (2008): *Vorsorgebericht 2040. Leitlinien einer zukunftsorientierten kapitalfinanzierten Vorsorge für die Schweiz*. St. Gallen: Institut für Versicherungswirtschaft der Universität St. Gallen.
- Ackermann, W. (2008): *Rapport sur la prévoyance 2040: lignes directrices d'une prévoyance couverte par des capitaux et orientée vers l'avenir pour la Suisse*. St. Gallen: Institut für Versicherungswirtschaft der Universität St. Gallen.
- Angelini, V., Brugiavini, A. & Weber, G. (2009): *Ageing and Unused Capacity in Europe: Is There an Early Retirement Trap?*. *Economic Policy*, 24 (59), pp. 463-508.
- Arza, C. [et al.] (ed.) (2008): *Pension reform in Europe: politics, policies and outcomes*. London: Routledge. (Routledge/EUI studies in the political economy of welfare, 10).
- Balmer, R. (2011): *Bedeutung und Perspektiven der Ergänzungsleistungen im Rahmen der AHV-Vorsorge*. *Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge*, 55 (3), pp. 265-296.
- Barr, N. (2009): *Reforming pensions: principles and policy choices*. Oxford: Oxford University Press.

- Beach, Ch. M. (2009): *Review of the Report of the Expert Panel on Older Workers*. Canadian Public Policy / Analyse de Politiques, 35 (4), pp. 473-479.
- Begemann, M. & Bruns, A. (2008): *Die Versicherung des Alterns*. Verlag Versicherungswirtschaft: Karlsruhe. (Aus der Reihe: Schriftenreihe Kompetenzzentrum Versicherungswissenschaften 7).
- Bertocchi, M. (2010): *Optimizing the aging, retirement, and pensions dilemma*. Hoboken, NJ: Wiley.
- Bertschy, K., Müller, A., Marti, M. & Walker Ph. (2010): *Herabsetzung der Eintrittsschwelle in der 1. BVG-Revision*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 8/10. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Bolliger, Ch. & Rüefli, Ch. (2009): *Umsetzung und Wirkungen der Vorschriften über die paritätische Verwaltung*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 7/09. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Bonoli, G., Bertozzi, F. & Wichmann, S. (2008): *Anpassung der Rentensysteme in der OECD: Reformmodelle für die Schweiz?* Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 5/08. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Bonoli, G., Bertozzi, F. & Wichmann, S. (2008): *Adaptation des systèmes de retraite dans l'OCDE: Quels modèles de réforme pour la Suisse?* Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 5/08. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Bonoli, G., Bertozzi, F. & Wichmann, S. (2008): *Réformes des systèmes de retraite depuis les années 1990 en Allemagne, France, Italie, Pays-Bas et Suède: études de cas*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 5.1/08. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Böttger, M. (2009): *In Vielfalt geeint: die europäische Integration im Lichte der offenen Methode der Koordinierung in der Alterssicherung am Beispiel der Anhebung der Regelaltersgrenze in der gesetzlichen Rentenversicherung*. Frankfurt a. M; Bern [etc.]: P. Lang. (Recht der Arbeit und der sozialen Sicherheit, Bd. 31).
- Bovenberg, L., Van Soest, A. & Zaidi, A. (2010): *Ageing, Health and Pensions in Europe An Economic and Social Policy Perspective*. Other Publications by EC staff. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.
- Bowald, B. (2009): *Brennpunkt Altersvorsorge: Gerechtigkeit angesichts demografischer Herausforderungen*. Zürich [etc.]: Rüegger. (Hrsg.: Schweizerische Nationalkommission Justitia et Pax).
- Bracher, U. [et al.] (2010): *Zukunft BVG*. Bern: Stämpfli. (GEWOS Schriftenreihe. Sonderausgabe, Bd. 1).
- Brechbühl, J. (2008): *Nebenwirkungen auf die berufliche Vorsorge möglich: 11. AHV-Revision*. Schweizer Personalvorsorge, 21 (5), pp. 15-16. (Anmerkung: Franz. Fassung: Répercussions possibles sur la prévoyance professionnelle).
- Brenke, K. (Hrsg.) [et al.] (2011): *Die Zukunft der Alterssicherung*. Berlin: Duncker & Humblot. (Vierteljahrshefte zur Wirtschaftsforschung Jg. 80, Heft 2).
- Broeders, D. [et al.] (2008): *Frontiers in pension finance*. Cheltenham: E. Elgar.
- Brühwiler, J. (2007): *Obligatorische berufliche Vorsorge*. In: Meyer-Blaser, U. (Hrsg.): Soziale Sicherheit. 2. Aufl.. Basel: Helbing & Lichtenhahn, pp. 1977-2080.

- Bütler, M. (2009): *Ergänzungsleistungen: eine Analyse der Fehlanreize in der Erwerbsphase, bei der Pensionierung und im hohen Alter*. Zürich: Avenir Suisse.
- Bütler, M., Peijnenburg, K. & Staubli, S. (2011): *How Much Do Means-Tested Benefits Reduce the Demand for Annuities?* SCALA Discussion Paper No. 09/11
- Bütler, M. & Staubli, S. (2010): *Payouts in Switzerland: Explaining Developments in Annuitization*. SCALA Discussion Paper No. 01/10.
- Bütler, M., Staubli, S. & Zito, M. G. (2008): *The Role of the Annuity's Value on the Decision (Not) to Annuitize: Evidence from a Large Policy Change*. SCALA Discussion Paper No. 10/08.
- Butti, E. (2009): *L'aiuto finanziario individuale di Pro Senectute, un intervento lontano dalla semplice erogazione di denaro*. Manno: Scuola Universitaria Professionale della Svizzera Italiana SUPSI. (Lavoro di tesi, Dipartimento Scienze Aziendali e Sociali, Scuola Universitaria Professionale della Svizzera Italiana SUPSI).
- Cardinaux, B. (2008): *Das Personenfreizügigkeitsabkommen und die schweizerische berufliche Vorsorge: Grundlagen und ausgewählte Aspekte*. Zürich [etc.]: Schulthess.
- Carigiet, E. (2009): *Ergänzungsleistungen zur AHV/IV: Darstellung, Charakterisierung und Wirkungsweise*. 2., überarb. und erg. Aufl.. Zürich [etc.]: Schulthess.
- Ehrler, F. (2010): *Ergänzungsleistungen für Familien: wenn die Kantone können, was auf Bundesebene nicht gelingt*. Bern: Institut für Politikwissenschaft Universität Bern. (Hochschulschrift: Lizentiatsarbeit Institut für Politikwissenschaft Universität Bern).
- Eidgenössisches Departement des Innern EDI (2008): *Bericht über die berufliche Vorsorge von atypischen Arbeitnehmenden*. TREX, 15 (3), pp. 135.
- Eidgenössisches Departement des Innern EDI (2008): *Rapport sur la prévoyance professionnelle des travailleurs atypiques*. TREX, 15 (3), pp. 135.
- Fall, F. (2007): *Pension Reform, Assets Returns and Wealth Distribution*. Annales d'Économie et de Statistique, 85 (Jan. - Mar), pp. 81-96.
- Fink, Ch. (2008): *Vor- und Nachteile des Schweizer Altersvorsorgesystems*. St. Gallen: Universität St. Gallen. (Master-Arbeit Universität St. Gallen. Abweichender Titel: Advantages and Disadvantages of the Swiss pension system).
- Fischer, M. (2010): *25 Jahre berufliche Vorsorge – 5 Jahre PPK SAV*. Anwaltsrevue, 13 (9), pp. 374-375.
- Flieger, P. (2011): *Menschenrechte – Integration – Inklusion: aktuelle Perspektiven aus der Forschung*. Bad Heilbrunn: Klinkhardt.
- Flückiger, L. (2009): *Von erdrückenden und erdrückten Generationen*. Zug: L. Flückiger.
- Gasser Aebischer, M. (2010): *Zur 2. Säule = Deuxième pilier*. Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge, 54 (2), pp. 149-152.
- Gesellschaft für Versicherungswissenschaft und -gestaltung e.V. (GVG) (Hrsg.) (2007): *Alterssicherung in Europa*. Bonn: Nanos. (Schriftenreihe der GVG; Bd. 59).
- Ginn, J. (2007): *Reformen der Alterssicherung und der sozioökonomische Status Älterer in Grossbritannien und Deutschland*. Bremen: Zentrum für Sozialpolitik. (ZeS-Arbeitspapier, Nr. 4/2007).

Greber, P.-Y. (2007): *Les pensions en Suisse: bref état des lieux*. Cahiers genevois et romands de sécurité sociale, 38, pp. 61-77.

Grünenfelder, M. (2008): *Das Altersvorsorgesystem und soziale Einrichtungen: ein Vergleich zwischen der Schweiz und Italien*. St. Gallen: Universität St. Gallen. (Bachelor-Arbeit Universität St. Gallen. Abweichender Titel: The foresight system and social institutions: a comparison between Switzerland and Italy).

Gunzenreiner, M. (2011): *Wie wirken Ergänzungsleistungen für Familien?: eine Analyse der Arbeitsanreize*. St. Gallen: Universität St. Gallen. (Abweichender Titel: What are the effects of earnings supplements for low-income families?. Master-Arbeit Universität St. Gallen).

Häcki, K. (2009): *Moins de travail dans la crise: la réduction de l'horaire de travail sans conséquences pour la prévoyance*. Prévoyance professionnelle suisse 22 (4), pp. 81.

Häusermann, S. (2010): *The politics of welfare state reform in continental Europe: modernization in hard times*. New York: Cambridge University Press.

Hauser, J. (2007): *Alter, ist das herrlich!: Albtraum Rente: eine Analyse und Auswege aus der Armutsfalle*. Wiesbaden: Betriebswirtschaftlicher Verlag Gabler.

Henzler, H. (2011): *Der Generationen-Pakt: warum die Alten nicht das Problem, sondern die Lösung sind*. München: Hanser.

Herbold, F. (2007): *Gleichbehandlung in der betrieblichen Altersversorgung: Rechtsfragen zur Beteiligung an der zweiten Säule der Alterssicherung am Beispiel der geringfügig Beschäftigten und eingetragenen Lebenspartner*. Frankfurt a. M.; Bern [etc.]: P. Lang. (Recht der Arbeit und der sozialen Sicherheit; Bd. 24).

Hering, M. & Kpessa, M. (2008): *The Integration of Occupational Pension Policies: Lessons for Canada*. Canadian Public Policy / Analyse de Politiques, 34 (Special Supplement on Private Pensions and Income Security in Old Age: An Uncertain Future), pp. 137-153.

Holzmann, R. (2009): *Adequacy of retirement income after pension reforms in Central, Eastern, and Southern Europe: [eight country studies]*. Washington (D.C.): World Bank. (Directions in development. Finance).

Holzmann, R. & Palmer, E. (Hrsg.) (2007): *Revolution in der Alterssicherung: Beitragskonten auf Umlagebasis*. Frankfurt a.M. etc.: Campus. (Wohlfahrtspolitik und Sozialforschung; Bd. 15; aus dem Engl. von Atzert, Th. [et al.]).

Holzmann, R., Robalino, D. A. & Takayama, N. (eds.) (2009): *Closing the coverage gap: the role of social pensions and other retirement income transfers*. Washington (DC): World Bank.

Höpflinger, F. [et al.] (2008): *Berufliche Vorsorge in 20 Jahren: ein Blick in die Zukunft*. Schweizer Personalvorsorge, 21 (1), pp. 76-77.

Höpflinger, F. [et al.] (2008): *La prévoyance professionnelle dans 20 ans: coup d'oeil vers l'avenir*. Prévoyance professionnelle suisse, 21 (1), pp. 78-79.

Hornung, D., Beer-Toth, K., Bernhard, Th., Gardiol, L. & Röthlisberger, Th. (2011): *Verwaltungskosten der 2. Säule in Vorsorgeeinrichtungen und Unternehmen*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 4/11. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.

Hug, W. C. (Hrsg.) (2010): *25 Jahre BVG: Entstehung, Weiterentwicklung und Zukunft der beruflichen Vorsorge in der Schweiz*. Bern: Dr. Werner C. Hug AG. (Festschrift Schweiz. Eidgenössische Kommission für die berufliche Vorsorge).

- Immergut, E. M., Anderson, K. M. & Schulze, I. (2007): *The handbook of West European pension politics*. Oxford: Oxford University Press. (Abweichender Titel: West European pension politics).
- Jaag, Ch., Keuschnigg, Ch. & Keuschnigg, M. (2009): *Alterung, Sozialwerke und Institutionen*. SECO Publikation Arbeitsmarktpolitik No 27. Bern: Staatssekretariat für Wirtschaft SECO .
- Janssen, M. (2010): *Die zweite Säule am Scheideweg*. Zürich: Avenir Suisse. (Abweichender Titel: Die fünfte Variable: die zweite Säule am Scheideweg).
- Jones, St. R. G. (2009): *Older Workers in the New Economy: The Role of Wage Insurance and the Rethinking of Employment Insurance*. Canadian Public Policy / Analyse de Politiques, 35 (4), pp. 499-511.
- Kaschützke, B. (2009): *Payout solutions for funded pension schemes: markets, regulation and economic modelling*. Frankfurt a. M.: Universität Frankfurt. (Hochschulschrift: Dissertation Universität Frankfurt a.M.).
- Kistler, J. (2007): *Vorsorgelösungen für die Hälfte aller Versicherten: die Versicherer und die berufliche Vorsorge*. Schweizer Personalvorsorge, 20 (12), pp. 25-26.
- Klößner, B. W. (2007): *Schafft die Rente ab!: das revolutionäre Konzept: wie wir der Armut im Alter entgegen*. München: Pendo.
- Landolt, H. (2011): *Die EL als Pflegeversicherung*. Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge, 55 (2), pp. 184-206.
- Lang, D. (2007): *Gesamtmodell der sozialen Alterssicherung (GSA): ein einordnender Überblick mit Fakten, Analysen, Schätzungen und Optionen zur langfristigen Weiterentwicklung in der Schweiz*. Krumbach: Frick Druck. (Dissertation Nr. 3347 Wirtschaftswissenschaften St. Gallen).
- Lüthje, G. U. (2008): *Reformprozess in der betrieblichen Vorsorge der Schweiz*. Zürich: Rüegger. (Hochschulschrift: Dissertation Universität Basel).
- Mäder, B. (2010): *Der Umwandlungssatz in der kapitalfinanzierten Vorsorge: Spannungsfelder und Empfehlungen*. St. Gallen: Universität St. Gallen. (Master-Arbeit Universität St. Gallen. The conversion rate in the capital-financed retirement provision: stress fields and recommendations).
- Maier-Rigaud, R. (2009): *Global pension policies: programs, frames and paradigms of the World Bank and the International Labour Organization*. Berlin: Duncker & Humblot. (Schriften der Gesellschaft für Sozialen Fortschritt, Bd. 27. Hochschulschrift: Dissertation Universität Köln, 2007/08).
- Marier, P. (2008): *Pension politics: consensus and social conflict in ageing societies*. London: Routledge. (Routledge/EUI studies in the political economy of welfare, 11).
- Marin, B. & Zólyomi, E. (Eds.) (2010): *Women's Work and Pensions: What is Good, What is Best? Designing Gender-Sensitive Arrangements*. Book series «Public Policy and Social Welfare», Volume 37. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.
- Marolf, R. (2010): *Entwicklung der Sozialversicherungsgesetzgebung = Evolution de la législation des assurances sociales*. Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge, 54 (6), pp. 536-552.
- Mettler, U. & Schwendener, A. (2011): *Vermögensverwaltungskosten in der 2. Säule*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 3/11. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.

- Mettler, U. & Schwendener, A. (2011): *Frais de gestion de la fortune dans le 2^e pilier*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 3/11. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Meyer, T. [et al.] (2007): *Private pensions versus social inclusion?: non-state provision for citizens at risk in Europe*. Cheltenham: Edward Elgar.
- Moser, M. (2009): *Praktikabilität in der beruflichen Vorsorge – Paradigma oder Paradoxon?*. Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge, 53 (3), pp. 248-275.
- Müller, R. A. (2009): *Naht das Ende der Zweiten Säule?: Auswirkungen der Finanzkrise auf die berufliche Vorsorge*. Schweizer Arbeitgeber, 104 (6), pp. 4-7. (Anmerkung: Franz. Fassung: Bientôt la fin du deuxième pilier?).
- Natali, D. (2008): *Pensions in Europe, European pensions: the evolution of pension policy at national and supranational level*. Bruxelles: PIE Lang. (Work & society, No. 64).
- Nullmeier, F. (2008): *Alterssicherung im Umbruch*. Bremen: Zentrum für Sozialpolitik. (ZeS-Arbeitspapier, Nr. 2/2008).
- Oberhänsli, D. (2008): *Die berufliche Vorsorge in den Schlagzeilen: berufliche Vorsorge: Änderungen und Hintergründe*. TREX, 15 (6), pp. 350-351. (Anmerkung: Franz. Fassung: La prévoyance professionnelle à la une des médias).
- OECD(2011): *Pensions at a Glance 2011: Retirement-Income Systems in OECD and G20 Countries*. Paris: OECD publishing.
- OECD (2007): *Pensions at a glance: public policies across OECD countries*. Paris: OECD publishing.
- Pecoraro, M. & Wanner, Ph. (2007): *La situation économique des Saint-Gallois âgés de 60 à 70 ans*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 1/07. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Pichonnaz, P. (éd.) [et al.] (2010): *Deuxième pilier et épargne privée en droit du divorce*. Cinquième Symposium en droit de la famille 2009, Université de Fribourg. Genève: Schulthess.
- Poledna, T. (2011): *Staatsgarantie bei öffentlich-rechtlichen Vorsorgeeinrichtungen: Übergang vom alten zum neuen Recht*. Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge, 55 (3), pp. 225-243.
- Rehberg, W. (2009): *Vorurteile und Fakten zur wirtschaftlichen Situation von älteren Menschen*. Im Auftrag des Schweizerischen Seniorenrats erstellt von Walter Rehberg. St. Gallen: Hochschule für Technik, Wirtschaft und Soziale Arbeit St. Gallen, Institut für Soziale Arbeit.
- Reichmuth, A. (2009): *Soll das Rentenalter in der AHV zusätzlich flexibilisiert werden?*. St. Gallen: Universität St. Gallen. (Bachelor-Arbeit Universität St. Gallen. Abweichender Titel: Should additional flexibility be introduced to the retirement age in the Swiss AHV?. Hochschulschrift: Bachelor-Arbeit Universität St. Gallen).
- Riedmüller, B. (2007): *Die Alterssicherung der Frau im europäischen Vergleich*. ZESAR, 6 (7), pp. 257-268.
- Rieksmeier, M. (2010): *Erklärungsnotstand Altersvorsorge: warum selbst Experten versagen – eine Diagnose mit Therapieanschlüssen*. Wiesbaden: Gabler.
- Riemer, H. M. (2009): *Pensionskassensanierung und laufende Renten*. Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge, 53 (6), pp. 593-566.

- Riemer, H. M. (2007): *Die patronalen Wohlfahrtsfonds nach der 1. BVG-Revision*. Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge, 51 (6), pp. 549-554.
- Rische, H. (2007): *Alterssicherung im Spannungsfeld zwischen öffentlicher und privater Vorsorge*. In: Blanke, H.-J. (Hrsg.). *Die Reform des Sozialstaats zwischen Freiheitlichkeit und Solidarität*. Tübingen: Mohr Siebeck, pp. 165-182.
- Ross, F. (2007): *Die berufliche Vorsorge im Alterssicherungssystem der Schweiz: rechtliche Grundlagen und Reformansätze = La retraite professionnelle dans le système suisse: fondement juridique et amorces de réformes*. In: Hennion-Moreau, S. [et al.]. (Hrsg.): *Betriebliche Altersversorgung in Europa = Les retraites professionnelles d'entreprise en Europe*. Bruxelles: Bruylant, pp. 283-306.
- Roth, M. (2009): *Private Altersvorsorge: Betriebsrentenrecht und individuelle Vorsorge: eine rechtsvergleichende Gesamtschau*. Tübingen: Mohr Siebeck. (Beiträge zum ausländischen und internationalen Privatrecht, 88. Hochschulschrift: Habil.-Schrift Universität Hamburg, 2007).
- Ruggli-Wüest, Ch. (2009): *Die Aufgaben der Aufsichtsbehörden bei Unterdeckung*. Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge, 53 (6), pp. 548-572.
- Rumo-Jungo, A. & Pichonnaz, P. (Hrsg.) (2009): *Berufliche und freiwillige Vorsorge in der Scheidung*. 5. Symposium zum Familienrecht, Universität Freiburg. Zürich [etc.]: Schulthess.
- Ruser, A. (2011): *Der Markt als Mitte(l): Reformprozesse und Diskurse der Alterssicherung in Deutschland und Großbritannien*. 1. Aufl.. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften. (Abweichender Titel: Markt als Mitte. Zugl.: Hochschulschrift Dissertation Universität Heidelberg.)
- Schmeiser, H., Nussbaum, W., Braun, A., Rymaszewskiewicz, P. & Zeier, A. (2010): *Aufsicht über die berufliche Vorsorge: internationaler Vergleich*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 12/10. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Schmid, D. (2007): *Flexibilité de l'âge de la retraite: la juste dose*. Prévoyance: le magazine thématique de la Winterthur, 2, pp. 33.
- Schneider, J.-A. (2008): *La crise révélatrice de 2008*. Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge, 53 (6), pp. 538-547.
- Schnider, P. (2008): *Alterssicherung hat sich stark verbessert: Einkommenssituation der Rentner*. Schweizer Personalvorsorge, 21 (1), pp. 68-69.
- Schnider, P. (2007): *Die berufliche Vorsorge vom Gesetzesballast befreien: der ASIP entwirft ein neues BVG*. Schweizer Personalvorsorge, 20 (5), pp. 5-6. (Anmerkung: Version française: Lâcher du lest législatif dans la LPP).
- Seifert, K. (2009): *Auf Ergänzungsleistungen können viele nicht verzichten: Altersarmut*. Zeitlupe, 87 (1), pp. 55.
- SF DRS (2008): *Vorsorgen*. Zürich: SF DRS. (Wirtschaft und Gesellschaft, Folge 4. 1 DVD-Video (ca. 15 Min.). Red.: SF Wissen mySchool.)
- Sommer, J. (2007): *Das Politikfeld Alterssicherung im europäischen Mehrebenensystem: Handlungsspielräume und Einflussmöglichkeiten der Europäischen Kommission bei der «Europäisierung» der Alterssicherung in der historischen Entwicklung*. Zürich [etc.]: LIT-Verlag. (Beiträge zur Sozial- und Verteilungspolitik; Bd. 6).
- Sullivan, M. (ed.) (2007): *Pensions and pension funding*. London: Routledge.

- Stauffer, H.-U. (Hrsg.) (2009): *Berufliche Vorsorge im Wandel der Zeit: Festschrift «25 Jahre BVG»*. Zürich [etc.]: Dike-Verlag.
- Stauffer, H.-U. (2008): *Berufliche Vorsorge: 75 Versicherungsfragen und Leistungsfälle*. Zürich [etc.]: Dike-Verlag.
- Steinmeyer, H.-D. (2007): *Alterssicherung als Staatsaufgabe in Europa?*. ZESAR, 6 (5-6), pp. 204-210.
- Stewart, J. & Hughes, G. (eds.) (2009): *Personal provision of retirement income: meeting the needs of older people?*. Cheltenham: Edward Elgar.
- Trageser, J., Marti, Ch. & Hammer, St. (2011): *Auswirkungen der Herabsetzung der Eintrittsschwelle im Rahmen der 1. BVG-Revision auf Arbeitgebende und Arbeitnehmende*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 2/11. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Walser, H. (2009): *Sanierungsmassnahmen von Vorsorgeeinrichtungen und die Rechtsstellung der beruflich noch aktiven Versicherten*. Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge 53 (6), pp. 597-607.
- Walser, H. (2007): *Weitergehende berufliche Vorsorge*. In: Meyer-Blaser, U. (Hrsg.). *Soziale Sicherheit*. 2. Aufl.. Basel: Helbing & Lichtenhahn, pp. 2081-2141.
- Wanner, Ph. & Gabadinho, A. (2008): *Die wirtschaftliche Situation von Erwerbstätigen und Personen im Ruhestand*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 1/08. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Wenger, Ch. (2010): *Gedanken zu Massnahmen, welche ein unangemessenes Überschreiten des Leistungszieles bei einem Verzicht auf den (teilweise) ausfinanzierten, vorzeitigen Altersrücktritt sicherstellen sollen*. Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge, 54 (4), pp. 301-316.
- Wise, D. A. (2011): *Explorations in the economics of aging*. Chicago: The University of Chicago Press. (National Bureau of Economic Research Conference Report. 13th Conference on the «Economic of Aging» held in Carefree, Ariz., May 2009).
- Wiss, T. (2011): *Der Wandel der Alterssicherung in Deutschland: die Rolle der Sozialpartner*. 1. Aufl.. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Wyler, R. (2007): *La participation des travailleurs lors de la (ré)affiliation à une institution de prévoyance ou de la résiliation*. In: Kahli-Wolff, B. [et al.] (eds.). *Nouveautés en matière de prévoyance professionnelle*. Berne: Stämpfli, pp. 163-179.
- Yammine, A. (2008): *Eine Gratwanderung zwischen Eigenständigkeit und Anpassung: die berufliche Vorsorge in der Schweiz und in Europa*. Schweizer Personalvorsorge, 21 (1), pp. 39-41. (Anmerkung: Franz. Fassung: Equilibrisme entre autonomie et alignement).
- Zenker, Ch. (2009): *Die AHV: eine Vorsorge mit Überalterungsblindheit*. Zürich: Verlag Neue Zürcher Zeitung. (Avenir Suisse [Hrsg.]).
- Zirilli, A. (2008): *Prestations complémentaires avez-vous droit aux PC*. Générations, 38 (6), pp. 27-28.
- Zirilli, A. (2008): *Prestations complémentaires: une aide financière, en plus de la rente*. Générations, 38 (9), pp. 30-31.
- Zirilli, A. (2008): *Vivre dans ses murs et toucher les PC: prestations complémentaires*. Générations, 38 (7/8), pp. 56-57.

Zwicky, S. (2009): *Die Interaktion zwischen Ergänzungsleistungen und der Möglichkeit des Kapitalbezugs im BVG*. St. Gallen: Universität St. Gallen. (The choice between an annuity and a lump sum with respect to means-tested benefits. Bachelor-Arbeit Universität St. Gallen).

4 Invalidité / Handicap

Adams, St. M. (Hrsg.) (2008): *Die Sozialfirma – wirtschaftlich arbeiten und sozial handeln: Beiträge zu einer sozialwirtschaftlichen Innovation*. Bern [etc.]: Haupt.

Ayer, A. (2007): *Cinquième révision: pour quelle invalidité?*. Plädoyer, 25 (3), pp. 56-61.

Baer, N., Frick, U., Fasel, T. & Wiedermann, W. (2011): *«Schwierige» Mitarbeiter. Wahrnehmung und Bewältigung psychisch bedingter Problemsituationen durch Vorgesetzte und Personalverantwortliche*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 1/11. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.

Baer, N., Frick, U. & Fasel, T. (2009): *Dossieranalyse der Invalidisierungen aus psychischen Gründen. Typologisierung der Personen, ihrer Erkrankungen, Belastungen und Berentungsverläufe*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 6/09. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.

Baer, N. (2007): *Würden Sie einen psychisch behinderten Menschen anstellen?: Resultate einer Befragung von KMU*. ZeSo, 104 (1), pp. 32-33.

Baer, N. & Frick, U. (2007): *Differenzierung der Invalidisierungen aus psychischen Gründen (Machbarkeitsstudie)*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 2/07. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.

Balthasar, A. & Müller, F. (2007): *Pilotversuch Assistenzbudget: Zwischensynthese*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 12/07. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.

Baumgartner, E. (2009): *Erfahrungen mit dem Persönlichen Budget im internationalen Vergleich*. In: Archiv für Wissenschaft und Praxis der sozialen Arbeit, (1), 78-89.

Baumgartner, E., Uebelhart, B., Baur, R., Berger, D., von Fellenberg, M., Lage, D. & Wegener, R. (2009): *Evaluation der Beiträge an Organisationen in der privaten Behindertenhilfe nach Art. 74 IVG*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 2/09. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.

Baumgartner, E., Uebelhart, B., Baur, R., Berger, D., von Fellenberg, M., Lage, D. & Wegener, R. (2009): *Évaluation des subventions aux organisations de l'aide privée aux invalides visées par l'art. 74 LAI*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 2/09. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.

Baumgartner, E. (2008): *Sozialfirmen als neue Lösung? Die Arbeitsmarktsituation von Menschen mit Behinderung*. In: Adam, St. (Hg.). *Die Sozialfirma – wirtschaftlich arbeiten und sozial handeln*. Beiträge zu einer sozialwirtschaftlichen Innovation. Bern: Haupt Verlag. S. 53-70.

Baumgartner, E. (2008): *Verheissungen von Assistenzmodellen für Menschen mit Behinderung. Eine Diskussion von Beispielen und Erkenntnissen aus Europa*. In: Schweizerische Zeitschrift für Soziale Arbeit. (5). S. 83-104.

Baumgartner, E., Wacker, E.; Castelli, F., Klemenz, R., Oberholzer, D., Schäfers, M. & Wansing, G. (2007): *Pilotversuch Assistenzbudget: Assistenzmodelle im internationalen Vergleich. Leistungen und Massnahmen zur Unterstützung selbstbestimmten und eigenverantwortlichen Le-*

- bens in ausgewählten Ländern*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 11/07. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Bender, K. (2010): *Der Zusammenhang von Behinderung und Armut: ein Beitrag zur Sozialberichterstattung*. Marburg: BdWi-Verlag. (Forum Wissenschaft: Studien, 58. Hochschulschrift: Zugl. Diplomarbeit Universität Mainz, 2008).
- Berger, H. (2007): *Invalidität als Armutsfalle: IV-Leistung*. Schweizer Versicherung, 20 (1), pp. 18-19.
- Böke, B. (2008): *Auf dem Weg zur Selbstbestimmung behinderte Menschen in unserer Arbeitswelt*. Arlesheim: loft Productions. (ein Dokumentarfilm von Bela Böke; Musik: Felix Graf).
- Bollier, G. E. (2008): *Die Eingliederung Behinderter bringt dreifachen Gewinn: Beispiel der Produktions- und Dienstleistungsstätte Brüggli*. Schweizer Personalvorsorge, 21 (10), pp. 79-81.
- Bollier, G. E. (2008): *L'intégration des handicapés se solde par un triple gain: le centre de production et de services Brüggli: un exemple*. Prévoyance professionnelle suisse, 21 (10), pp. 83-85.
- Bolliger, Ch., Stadelmann-Steffen, I., Thomann, E. & Rüefli, Ch. (2010): *Migrantinnen und Migranten in der Invalidenversicherung. Verfahrensverläufe und vorgelagerte Faktoren*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 3/10. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Bolliger, Ch., Willisegger, J. & Rüefli, Ch. (2007): *Die Rechtsprechung und Gerichtspraxis in der Invalidenversicherung und ihre Wirkungen*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 16/07. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Boudry, J.-F. [et al.] (2007): *L'AI et la 5^e révision: les entreprises joueront-elles le jeu?*. Revue médicale suisse, 3 (122), pp. 1916-1917.
- Boujeka, A. (2007): *La Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées et son protocole facultatif*. Revue de droit sanitaire et social, 5, pp. 799-809.
- Brownlee, K. & Cuerton, A. (2011): *Disability and Disadvantage*. Oxford: Oxford University Press.
- Bundesamt für Sozialversicherungen (2010): *Synthesebericht des Forschungsprogramms zur Invalidenversicherung FoP-IV 2006–2009*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 10/10. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Bundesamt für Sozialversicherungen (2010): *Programme de recherche sur l'assurance-invalidité 2006–2009: rapport de synthèse*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 10/10. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Cornelius, C. (Hrsg.) (2008): *Sichtbar – unsichtbar: «Handicaps verständlich kommunizieren»*. Zürich [etc.]: Rüegger.
- Degener, Th. (2010): *Weltweite Rechte für Menschen mit Behinderung: die UN-Behindertenrechtskonvention*. Pro Alter, 42 (5/6), pp. 64-70.
- Dubach, Ph., Oesch, Th. & Guggisberg, J. (2007): *Pilotversuch Assistenzbudget: Subjektorientierte Leistungen für ein integriertes Leben Behinderter: Ergänzungen und Inkompatibilitäten mit dem Pilotversuch Assistenzbudget*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 10/07. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Dupasquier, B. (2010): *Behindertengleichstellungsgesetz – gleiche Chancen für alle?*. ius.full, 8 (3-4), pp. 116-117.

- Egger, M., Merckx, V. & Wüthrich, A. (2010): *Evaluation des nationalen Projekts IIZ-MAMAC*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 9/10. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Eurich, J. (2008): *Gerechtigkeit für Menschen mit Behinderung: ethische Reflexionen und sozialpolitische Perspektiven*. Frankfurt am Main: Campus Verlag. (Campus Forschung, Bd. 940. Hochschulschrift; Zugl.: Habilitations-Schrift Universität Heidelberg, 2006/07).
- Fischer, J. & Meuser, Ph. (Hrsg.) (2009): *Barrierefreie Architektur: alten- und behindertengerechtes Planen und Bauen im 21. Jahrhundert*. Berlin: DOM publishers.
- Fischer, V. (2008): *Neue berufliche Integrationsmodelle*. Medizinische Mitteilungen, 79, pp. 11-22.
- Fischer, V. (2008): *Nouveaux modèles de réinsertion professionnelle*. Informations médicales, 79, pp. 11-22.
- Fluder, R., Graf, Th., Ruder, R. & Salzgeber, R. (2009): *Quantifizierung der Übergänge zwischen Systemen der Sozialen Sicherheit (IV, ALV und Sozialhilfe)*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 1/09. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Frey, M., Kägi, W., Koch, P. & Hefti, Ch. (2007): *Pilotversuch Assistenzbudget: Auswirkungen auf Kosten, Nutzen und Finanzierung (Materialienband)*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 9/07. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Frey, M., Kägi, W., Koch, P. & Hefti, Ch. (2007): *Pilotversuch Assistenzbudget: Auswirkungen auf Kosten, Nutzen und Finanzierung*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 8/07. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Gautschin, D., Gredig, D., Kasper, D., Lage, D., Lichtenauer, A. & Schumacher, M. (2010): *Flankierende Massnahmen zum System des «Individuellen Bedarfs» gemäss Konzept «Behindertenhilfe» der Kantone Basel-Stadt und Basel-Landschaft*. Unveröffentlichter Schlussbericht
- Geisen, Th. (2011): *Workplace Disability Management as an Instrument for Human Resources and Organizational Development*. In: Geisen, Th. & Harder, H. (eds.). Disability Management and Workplace Integration. International Research Findings. Farnham/London: Gower Publishing. S. 13-26
- Geisen, Th. & Harder, H. (2011): *Disability Management and Workplace Integration*. International Research Findings. Farnham/London: Gower Publishing. S. 13-26
- Geisen, Th. (2010): *Disability Management und Personalentwicklung. Neue Perspektiven im Umgang mit leistungsveränderten Mitarbeitenden im Unternehmen*. In: Ochsenbein, G., Pekruhl, U. & Spaar, R. (Hg.). Jahrbuch Human Resources Management. Zürich: WEKA Business und Media AG. S. 73-91.
- Geisen, Th. (2010): *Vergesellschaftung statt Integration. Zur Kritik des Integrations-Paradigmas*. In: Mecheril, P., Dirim, I., Gomola, M., Hornberg, S. & Stojanov, K (Hg.). Spannungsverhältnisse. Assimilationsdiskurse und interkulturell-pädagogische Forschung. Münster: Waxmann. S. 13-34.
- Geisen, Th., Lichtenauer, A., Roulin, Ch. & Schielke, G. (2008): *Disability Management im Unternehmen. Untersuchungen in einzelnen Unternehmen in der Schweiz*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 03/08. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.

- Graf, E. O., Renggli, C. & Weisser, J. (Hrsg.) (2007): *Die Welt als Barriere: Deutschsprachige Beiträge zu den Disability Studies*. 1. Aufl.. Bern: Edition Soziothek. (Acta empirica).
- Greber, P.-Y. (2008): *Le droit international de la sécurité sociale relatif à la réadaptation des personnes vivant avec un handicap*. Cahiers genevois et romands de sécurité sociale, 40, pp. 71-94.
- Gremaud, G., Charrière Corthésy, E. & Cappelli, M. (2009): *Concept d'accompagnement des personnes handicapées vieillissantes. Situation et perspective dans le canton de Fribourg*. Schweizerische Zeitschrift für Heilpädagogik, 15 (février 2009), pp. 17-23.
- Grüber, K. (2010): *Zusammen leben ohne Barrieren. Die Umsetzung der UN-Konvention für die Rechte von Menschen mit Behinderungen*. Sankt Augustin/Berlin: Konrad-Adenauer-Stiftung.
- Guggisberg, J., Oesch, Th. & Gardiol, L. (2010): *Migrantinnen und Migranten in der Invalidenversicherung. Soziale Unterschichtung, gesundheitliche Lage und Invalidisierungsrisiko*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 2/10. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Guggisberg, J., Egger, Th. & Künzi, K. (2008): *Evaluation der Arbeitsvermittlung in der Invalidenversicherung*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 2/08. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- IVB Behindertenselbsthilfe beider Basel (2008): *Arbeit und Behinderung im Unternehmen: ausgewählte Erläuterungen und Hilfestellung für die Praxis*. 1. Aufl.. Binningen: IVB Behindertenselbsthilfe beider Basel.
- Haarmann, E. M. (2008): *Berufserfolg trotz Handicap?! Rehabilitationspädagogische Arbeit in beruflichen Integrationsprojekten – eine Regionalstudie*. 1. Aufl.. Marburg: Tectum.
- Häfeli, K. (Hrsg.) (2008): *Berufliche Integration für Menschen mit Beeinträchtigungen: Luxus oder Notwendigkeit?*. Luzern: Edition SZH/CSPS. (Schriftenreihe der Interkantonalen Hochschule für Heilpädagogik Zürich (HfH); Bd. 25).
- Hansen, R. (2009): *Berufslehre in einem geschützten Rahmen: zweijährige «Praktische Ausbildung» für spätere Hilfskräfte*. Schweizer Arbeitgeber, 104 (9), pp. 16-17.
- Hansen, R. (2008): *Einrollen statt einsteigen: öffentlicher Verkehr*. Curaviva (Deutsche Ausg.), 78 (7/8), pp. 2-5.
- Hansen, R. (2007): *«Die Kantone können nicht machen, was sie wollen»: neue Aufgaben und Chancen für die Werkstätten*. Curaviva (Deutsche Ausg.), 78 (12), pp. 2-5.
- Harder, H. G. & Scott, L. R. (Hrsg.) (2009): *Umfassendes Disability Management*. Luzern: interact. (Übers.: Bettina Honegger).
- Hartmann, D. (2009): *Gute Aussichten für die Integration*. Procap, 3, pp. 6-7.
- Hartmann, D. (2009): *L'intégration a de l'avenir*. Procap, 3, pp. 8-9.
- Hartmann, D. (2009): *L'integrazione ha un futuro*. Procap, 3, pp. 10-11.
- Hartmann, K. (2009): *Behinderung als Menschenrecht: UN-Konvention über die Rechte von Menschen mit Behinderung*. Procap, 3, pp. 22-23.
- Hartmann, K. (2009): *Le handicap comme droit de l'homme: convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées*. Procap, 3, pp. 24-25.
- Hauser, A. (2009): *Ausbaubares Gesetz: 5 Jahre Behindertengleichstellungsgesetz*. Procap, 1, pp. 6-7.

- Hauser, A. (2009): *Il reste beaucoup à faire: loi sur l'égalité pour les handicapés (LHand)*. Procap, 1, pp. 8-9.
- Hauser, A. (2009): *Una legge da migliorare: la legge sui disabili compie cinque anni*. Procap, 1, pp. 10-11.
- Hefti, Ch., Frey, M. & Koch, P. (2007): *Pilotversuch Assistenzbudget: Beschreibung der Teilnehmenden, Teilnahmegründe und Erwartungen*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 6/07. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Herdt, J., Winckel, H. & Laskowska, B. (2010): *Fallanalyse zur beruflichen Integration von Personen mit psychischen Störungen*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 5/10. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Herz, N. (2007): *3 Jahre Behindertengleichstellungsgesetz: Erfahrungen aus der Praxis*. PBG aktuell 2007, 1, pp. 5-19.
- Hochschule Neubrandenburg (2011): *Betriebliches Eingliederungsmanagement in Klein- und Mittelbetrieben. Rechtliche Anforderungen und Voraussetzungen ihrer erfolgreichen Umsetzung*. Neubrandenburg: Hochschule Neubrandenburg.
- Jenessen, S. (Hrsg.) (2008): *Leben geht weiter...: neue Perspektiven der sozialen Rehabilitation körperbehinderter Menschen im Lebenslauf*. Weinheim [etc.]: Juventa.
- Jurt, L. & Caplazi, A. (2009): *Diskriminierung: einfach – doppelt – mehrfach?* Tangram. (23). S. 29-31.
- Kaba, M. (2010): *Les discours sur «l'anormalité» comme vecteurs d'inégalités. Histoire des conceptions du handicap depuis le XIXe siècle*. In: David, T., Groebner, V., Schaufelbuehl, J. M. & Studer, B.. La production des inégalités. (pp. 79-88) Zurich: Chronos.
- Kehrli, Ch. (2007): *Sozialfirmen in der Schweiz: Merkmale – Nutzen – offene Fragen*. Luzern: Caritas-Verlag. (Diskussionspapier / Caritas Schweiz, 19).
- Klein, C. (2008): *Egalité et handicap: nouvelle convention*. Plaidoyer 26 (2), pp. 52-55.
- Klein, C. (2007): *Gleichstellungsrecht als Instrument zur Förderung der selbstbestimmten Teilnahme von Menschen mit Behinderungen am gesellschaftlichen Leben*. In: Mottier, V. [et al.] (Hrsg.). Pflege, Stigmatisierung und Eugenik: Integration und Ausschluss in Medizin, Psychiatrie und Sozialhilfe. Nationales Forschungsprogramm «Integration und Ausschluss» des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF) = Baechtold, A. [et al.] (éd.): Soins, stigmatisation et eugénisme: intégration et exclusion en médecine, psychiatrie et assistance sociale. Programme national de recherche «Intégration et exclusion» du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS), Zürich: Seismo, pp. 144-156.
- Knöpfel, R. (2008): *Case Management – eine neue Herausforderung für die IV?!*. Care Management, 1 (5), pp. 13-17.
- Kool, J., Meichtry, A., Schaffert, R. & Rüesch, P. (2010): *Der Einsatz von Beschwerdevalidierungstests in der IV-Abklärung*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 4/10. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Kühn, A. (2008): *Arbeitsmarkt und Behinderung: neue Anforderungen an die Soziale Arbeit?*. Hildesheim: Olms. (Hildesheimer Schriftenreihe zur Sozialpädagogik und Sozialarbeit, Bd. 17).

- Lage, D. (2011): *Übergänge zu neuen Lebensräumen als Teilhabemöglichkeiten erschliessen*. In: Bollmeier, H., Hallbauer, A., Hüning-Meier, M. & Rieker, K. (Hrsg.). UK inklusive – Teilhabe durch Unterstützte Kommunikation. Karlsruhe: von Loeper Verlag
- Latzel, G. & Andermatt, Ch. (2010): *Personen mit einer Hilflosenentschädigung IV: Vergütung von Pflege und Betreuung durch die Ergänzungsleistungen*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 6/10. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Latzel, G. & Andermatt, Ch. (2007): *Pilotversuch Assistenzbudget: Abklärung des Assistenzbedarfs*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 7/07. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Laurent, S. (2008): *Discrimination: le plan d'action européen en faveur des personnes handicapées*. Droit social, 5, pp. 586-597.
- Loos, St., Schliwen, A. & Albrecht M. (2009): *Vorzeitiger Rückzug aus der Erwerbstätigkeit aufgrund von Invalidität im Vergleich zu alternativen Austrittsoptionen. Die Schweiz im internationalen Vergleich*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 8/09. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Lüthi, M. (2008): *Frühintervention und Integration – die Aufgaben der IV-Stellen*. Care Management, 1 (5), pp. 21-23.
- Marti, A. (2008): *Arbeitsmarktintegration von Menschen mit einer Behinderung: Evaluation der 5. IV-Revision und Identifikation von Risikofaktoren einer nicht gelingenden Arbeitsmarktintegration von Personen mit Paraplegie*. Zürich: Universität Zürich. (Hochschulschrift: Lizentiat Universität Zürich).
- Maschke, M. (2007): *Behindertenpolitik in der Europäischen Union: Lebenssituation behinderter Menschen und nationale Behindertenpolitik in 15 Mitgliedstaaten*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Mayer, S. (2010): *Behinderung und Arbeitsrecht*. 1. Aufl. Wien: LexisNexis ARD ORAC.
- Mischler, I. (2007): *Politik und Praxis des erfolgreichen Einsatzes von Behinderten in Grossunternehmen: Untersuchung von Best Practice Beispielen*. St. Gallen: Universität St. Gallen. (Abweichender Titel: Policy and Practice of a Successful Assignment of Disabled People: Research into Best Practice Examples. Hochschulschrift: Bachelor-Arbeit Universität St. Gallen).
- Moresi, C. (2007): *Handicap, un challenge au quotidien; suivi du, Guide du mieux vivre ensemble: de A à Z, une sélection d'adresses, d'informations pratiques, de bons plans pour les personnes en situation de handicap et leurs proches*. Saint-Julien-en-Genevois; Genève-Bernex: Editions Jouvence.
- Müller, S. & Becker-Lenz, R. (2010): *Professionalität in der sozialpädagogischen Betreuung von Behinderten. Szenen aus dem Wohngruppenalltag*. In: Becker-Lenz, R., Busse, St., Ehlert, G. & Müller, S. (Hg.). Professionelles Handeln in der Sozialen Arbeit. Materialanalysen und kritische Kommentare. Wiesbaden: VS Verlag.
- Naguib, T. (2007): *Welche Rechte haben Kinder mit Behinderung?*. In: Kirchschräger, P. G. [et al.] (Hrsg.). Menschenrechte und Kinder. Bern: Stämpfli, pp. 145-154. (Internationales Menschenrechtsforum Luzern (IHRF); Bd. 4).
- Nebiker-Pedrotti, P., Keller, U., Ruich, J. Pärli, K., Caplazi, A. & Puder, J. (2009): *Perceived discrimination against diabetics in the work-place and in work-related insurances in Switzerland*. Swiss medical weekly. 139. Jg. (7-8). S. 103-109.

Oberholzer, D. (2011): *Von den Behinderungsursachen zu den Ursachen von Behinderung*. In: Stiftung Lebenshilfe (Hg.). Wir sind gleich. Und anders. Unterwegs zur sozialen und beruflichen Integration. Zürich: NZZ Verlag.

Oberholzer, D. (2009): *Selbstbestimmte Teilhabe ermöglichen*. Education permanente. Schweizerische Zeitschrift für Weiterbildung. (4, Weiterbildung für Menschen mit einer Behinderung). S. 4-6.

Oberholzer, D. & Klemenz, R. (2009): *Evaluation und Weiterentwicklung des FG-gestützten Instrumentariums zur Erfassung des Bedarfs und der Qualität professioneller agogischer und therapeutischer Hilfeleistungen in der Behindertenhilfe*. Schlussbericht. Hochschule für Soziale Arbeit, Fachhochschule Nordwestschweiz. Olten/Basel.

Ott, W., Blade, St. & Wapf, B. (2007): *Nicht zielkonforme Leistungen in der Invalidenversicherung: Bedeutung und Grössenordnung*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 4/07. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.

Pärli K., Lichtenauer A. & Caplazi A. (2008): *Literaturanalyse: Integration in die Arbeitswelt durch Gleichstellung*. Bern: Eidgenössisches Büro für die Gleichstellung von Menschen mit Behinderungen EDI.

Petri, B. (2008): *Menschenrechte und Behinderung*. ZESAR, 77 (4), pp. 167-171.

Radanowicz, G. (2007): *Behinderungen Handicaps*. Zürich: Schweizerische Fachstelle für behindertengerechtes Bauen. (Regie: Georg Radanowicz).

Rajower, I. (2007): *5. IV-Revision: welche Rolle spielen die Ärzte?*. Schweizerische Ärztezeitung, 88 (23), pp. 1003-1006.

Rau, U. (et al.) (Hrsg.) (2008): *Barrierefrei Bauen für die Zukunft*. 1. Aufl.. Berlin: Bauwerk Verlag.

Riemer-Kafka, G. (Hrsg.) (2011): *Kinder und Jugendliche mit Behinderungen: zwischen Sozialversicherung und Sonderpädagogik*. Zürich [etc.]: Schulthess [etc]. (Luzerner Beiträge zur Rechtswissenschaft; 54).

Ritler, St. (2008): *5. IVG-Revision: neue Instrumente fördern die Eingliederung*. Schweizerische Ärztezeitung, 89 (8), pp. 310-311.

Ritler, St. (2007): *5. IVG-Revision startklar: lang andauernde Arbeitsunfähigkeit frühzeitig verhindern*. Schweizer Personalvorsorge, 20 (10), pp. 37-38.

Ritler, St. (2007): *La 5^e révision de la LAI dans le starting-block: une intervention précoce évite une incapacité de travail prolongée*. Prévoyance professionnelle suisse, 20 (10), pp. 40.

Rodegast, N. (2010): *Arbeitnehmer mit Körperbehinderung – Chance oder Risiko für Unternehmen?*. 1. Aufl.. Hamburg: Igel.

Rohrer, A. (2008): *Floss grosszügig Geld vom Bund? Knausern nun die Kantone?*. Curaviva (Deutsche Ausg.), 78 (10), pp. 42-49.

Rohrmann, A. (2007): *Offene Hilfen und Individualisierung. Perspektiven sozialstaatlicher Unterstützung für Menschen mit Behinderung*. 1. Aufl.. Bad Heilbrunn: Julius Klinkhardt.

Schaffhauser, R. & Kieser, U. (Hrsg.) (2007): *Invalidität von Selbstständigerwerbenden: Referate der Tagung vom 23. November 2006 in Luzern*. St. Gallen: Institut für Rechtswissenschaft und Rechtspraxis. (Schriftenreihe des Instituts für Rechtswissenschaft und Rechtspraxis, Universität St. Gallen; 45).

- Schellenberg, S. (2008): *Doppelt diskriminiert: Frauen mit Behinderung*. Procap, 3, pp. 6-7.
- Schellenberg, S. (2008): *Una doppia discriminazione: donne e handicap*. Procap, 3, pp. 10-11.
- Schellenberg, S. (2008): *Double discrimination: femmes et handicap*. Procap, 3, pp. 8-9.
- Schönenberger, E. (2009): *Invalidität wegen chronischer psychischer Krankheit: sozialversicherungsrechtliche Auswirkungen – ein Fallbeispiel*. HILL [Elektronisches Medium] 2009, Fachartikel N. 6.
- Schuler, U. (2008): *Azubi mit Handicap – so finde ich meinen Ausbildungsplatz*. Bielefeld: W. Bertelsmann.
- Sempert, W. & Kammermann, M. (2010): *Evaluation Pilotprojekt Praktische Ausbildung (PrA) INSOS*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 7/10. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Shima, I., Zolyomi, E. & Zaidi, A. (2008): *The Labour Market Situation of People with Disabilities in EU25. Policy Briefs*. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.
- Spindler, Ch. (2007): *Behindertenheime, Werkstätten, Sonderschulung: der NFA bleibt nicht ohne Folgen*. Sozial aktuell, 39 (12), pp. 8-11.
- Steinmetz, B. & Vedder, G. (Hrsg.) (2007): *Diversity Management und Antidiskriminierung*. Weimar: Bertuch Verlag. (Forum: Politik 27).
- Stiftung Lebenshilfe (Hrsg.) (2011): *Wir sind gleich. Und anders: unterwegs zur sozialen und beruflichen Integration*. Zürich: Verlag Neue Zürcher Zeitung.
- Stofer, B. (2009): *Aus behindertengerechtem wird hindernisfreies Bauen: Philosophiewechsel mit der neuen Norm SIA 500*. Procap, 1, pp. 33.
- Wapf, B. & Peters, M. (2007): *Evaluation der regionalen ärztlichen Dienste (RAD)*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 13/07. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Wapf, B. & Peters, M. (2007): *Évaluation des services médicaux régionaux (SMR)*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 13/07. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.
- Wiler, J. (2008): *L'assurance-invalidité sur la voie de l'«assurance-intégration»: bilan de la 5^e révision de l'AI*. Employeur Suisse, 103 (20), pp. 60-61.
- Zani, M. (2008): *La Convention de l'O.N.U. relative aux droits des personnes handicapées*. Revue de droit international et de droit comparé, 85 (4), pp. 551-566.
- Zellweger, E., Mangué, M. & Lafuente, F. (2007): *Projet pilote «Budget d'assistance»: Evaluation de l'organisation et des prestations d'organes d'exécution*. Beiträge zur Sozialen Sicherheit. Forschungsbericht 5/07. Bern: Bundesamt für Sozialversicherungen.

5 Assurance-chômage

- Akkaya, M. & Kostadinov, J. (2008): *«Nicht richtige Arbeit, sondern nur Beschäftigung...»: «Auswirkungen der Teilnahme an Beschäftigungs- und Integrationsprogrammen auf die berufliche und soziale Integration von erwerbslosen Migrantinnen und Migranten – aus ihrer Sicht – darin die Rolle der Sozialen Arbeit»*. Bern: BFH, Soziale Arbeit. (Bachelorarbeit, Berner Fachhochschule).

- Amable, B., Demmou, L. & Gatti, D. (2007): *Institutions, chômage et inactivité dans les pays de l'OCDE*. Revue économique, 58 (3), pp. 683-692. (Développements récents de l'analyse économique: LVe congrès annuel de l'Association française de science économique 2006).
- AMOS (2010): *Wiederholte Arbeitslosigkeit: Situation und Massnahmen*. Zürich: c/o Amt für Wirtschaft und Arbeit des Kantons Zürich. (Arbeitsmarktbeobachtung Ostschweiz, Aargau und Zug).
- Baumann, M. (2010): *Selbst- und Fremdbilder von Arbeitslosigkeit*. Frankfurt a.M.; Bern [etc.]: P. Lang. (Europäische Hochschulschriften. Reihe 6, Psychologie, Bd. 763).
- Behncke, St., Frölich, M. & Lechner, M. (2010): *Abschlussbericht zum Pilotprojekt Statistisch assistierte Programmselektion (SAPS)*. Bern: Staatssekretariat für Wirtschaft SECO.
- Belan, P., Carré, M. & Gregoir, St. (2007): *Subventions des emplois non qualifiés dans un marché du travail dual*. Revue économique, 58 (3), pp. 693-702. (Développements récents de l'analyse économique: LVe congrès annuel de l'Association française de science économique 2006).
- Binz, O., Meili, L. & Zysset, D. (2010): *Arbeitslosenversicherung und Sozialhilfe: zwei soziale Sicherungssysteme auf Annäherungskurs: Entwicklung und Gegenüberstellung mit kritischem Blick auf die Solidarität*. Bern: BFH. (Diplomarbeit Berner Fachhochschule, Fachbereich Soziale Arbeit).
- Bonoli, G. (2010): *The political economy of active labour market policies*. Politics & Society, 38, 435-457.
- Bonoli, G. & Hinrichs, K. (2010): *Statistical discrimination and employers' recruitment practices for low skilled workers*. Edinburgh, RECOWE Network of Excellence, Working paper 10/2010.
- Bonvin, J.-M. & Moachon, E. (2010): *Les dilemmes des conseillers des agences publiques pour l'emploi en Suisse*. SociologieS. Dossiers, L'essor des métiers du conseil: dynamiques et tensions
- Brügger, B.; Lalive d'Epinay, R. & Zweimüller, J. (2007): *Regionale Disparitäten in der Arbeitslosigkeit: Kulturelle Grenzen und Landesgrenzen*. Bern: Staatssekretariat für Wirtschaft SECO.
- Champion, C. (2011): *Switzerland: A latecomer catching up?* In: Clasen, J. & Clegg, D. (eds.). *Regulating the risk of unemployment. National adaptations to post-industrial labour markets in Europe*. Oxford: Oxford University Press
- Davilla, S. (2011): *Die Eigenverantwortung im SGB III und SGB II: Obliegenheiten und Sanktionen zur Beendigung von Arbeitslosigkeit und Hilfebedürftigkeit*. Frankfurt a.M.; Bern [etc.]: P. Lang. (Schriften zum deutschen und europäischen Arbeits- und Sozialrecht).
- Desbonnet, A. (2008): *Allocation chômage: entre efficacité et égalité*. Annales d'Économie et de Statistique, 90, pp. 181-214.
- Drilling, M. (2008): *Enlarging people's choice – Reducing ill-being by capability building*. In: Kosaka, K. (Hg.). *A Quest for Alternative Sociology*. Melbourne: Pacific Press. S. 88-101.
- Fath, J. (2008): *Optimale Arbeitslosenversicherung und Experience Rating*. Köln: Institut für Wirtschaftspolitik.
- Fitzenberger, B., Osikominu, A. & Völter, R. (2008): *Get Training or Wait? Long-Run Employment Effects of Training Programs for the Unemployed in West Germany*. Annals of Economics

and Statistics / Annales d'Économie et de Statistique, 91/92, pp. 321-355. (Econometric Evaluation of Public Policies: Methods and Applications (JULY - DECEMBER 2008)).

Flückiger, S. (2007): *Wege zur Koordination und Vernetzung von Arbeitslosen- und Invalidenversicherung sowie der Sozialhilfe*. Zürich: Universität Zürich. (Dissertation Universität Zürich).

Flückiger, Y. [et al.] (2007): *Analyse der regionalen Unterschiede in der Arbeitslosigkeit*. SECO Publikation Arbeitsmarktpolitik Nr. 22. Bern: Staatssekretariat für Wirtschaft SECO.

Frölich, M. (2007): *Einfluss der RAV auf die Wiedereingliederung von Stellensuchenden*. SECO Publikation Arbeitsmarktpolitik Nr. 20. Bern: Staatssekretariat für Wirtschaft SECO.

Giugni, M. (2010): *The contentious politics of unemployment in Europe: welfare states and political opportunities*. Basingstoke [etc.]: Palgrave Macmillan.

Gurny, R. (2009): *Die grosse Reform: die Schaffung einer allgemeinen Erwerbsversicherung AEV*. Zürich: Denknetz Schweiz. (Denknetz-Buch aus der Edition 8).

Hauss, G. & Nadai, E. (2009): *Eingliederung auf Umwegen. Beschäftigungsprogramme für erwerbslose Frauen*. Hochschule für Soziale Arbeit, Fachhochschule Nordwestschweiz. Olten/Basel.

Höch, D. (2009): *Beschäftigungspolitik im Gemeinschaftsrecht: die Kompetenzen der Europäischen Gemeinschaft im Kampf gegen die Arbeitslosigkeit*. Frankfurt a.M., Bern: P. Lang. (Studien zum öffentlichen Recht, Völker- und Europarecht, Bd. 16).

Kirchhöfer, D. & Weiss, E. (2008): *Arbeitslosigkeit*. Frankfurt a.M.; Bern [etc.]: P. Lang. (Jahrbuch für Pädagogik).

Koch, S. (2009): *Aktivierung, Erwerbstätigkeit und Teilhabe: Vier Jahre Grundsicherung für Arbeitssuchende*. Bielefeld: Bertelsmann Verlag. (IAB-Bibliothek: 175, Institut für Arbeitsmarkt und Berufsforschung).

Lindenmeyer, H. & Walker K. (2010): *Arbeitslosenversicherung und Sozialhilfe: Zusammenarbeit bei der Arbeitsvermittlung: Studie zur Zusammenarbeit RAV – Sozialhilfe*. SECO-Publikation. Arbeitsmarktpolitik Nr. 31. Bern: Staatssekretariat für Wirtschaft SECO.

Lohmann, S. (2007): *Ein-Euro-Job – Massnahme zwischen Hilfe und Zwang*. Frankfurt am Main: P. Lang.

Lutz, R. (2009): *Geht die Arbeitslosenversicherung in Rente?: Denkanstoss für ein System privater Arbeitslosen- und Rentenversicherung*. Bielefeld: Bertelsmann. (IAB-Bibliothek (Institut für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung), 316. Dissertationen (Institut für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung). Hochschulschrift: Dissertation Universität Erlangen-Nürnberg).

Martin, H. (2009): *Le marché parodié? Regard sur les dispositifs de l'assurance-chômage et de l'aide sociale publique*. In: Donzé, P.-Y. & Fior, M.. *Transitions historiques et construction des marchés*. (pp. 111-132) Neuchâtel: ALPHIL.

Ménard, S. (2007): *Assurance chômage optimale, capital humain et vote*. *Revue économique*, 58 (3), pp. 703-712. (Développements récents de l'analyse économique: LVe congrès annuel de l'Association française de science économique 2006).

Mohr, K. (2007): *Soziale Exklusion im Wohlfahrtsstaat: Arbeitslosensicherung und Sozialhilfe in Grossbritannien und Deutschland*. Wiesbaden: Verlag für Sozialwissenschaften.

- Münnich, S. (2010): *Interessen und Ideen: die Entstehung der Arbeitslosenversicherung in Deutschland und den USA*. Frankfurt am Main: Campus. (Schriften aus dem Max-Planck-Institut für Gesellschaftsforschung; Bd. 70).
- Nadai, E. & Koch, M. (2011): *Ein Forschungsobjekt im Zwischenraum. Interinstitutionelle Zusammenarbeit zwischen sozialstaatlichen Agenturen*. In: Zeitschrift für Soziologie der Erziehung und Sozialisation. 31. Jg. (3). S. 236-249.
- Nadai, E., Canonica, A. & Koch, M. (2010). *Interinstitutionelle Zusammenarbeit (IIZ) im System der sozialen Sicherung*. Schlussbericht. Hochschule für Soziale Arbeit, Fachhochschule Nordwestschweiz. Olten/Basel.
- Nadai, E. (2009): *Das Arbeitsintegrationszentrum: Möglichkeiten und Grenzen der Interinstitutionellen Zusammenarbeit*. In: Departement für Wirtschaft, Soziales und Umwelt des Kantons Basel-Stadt (Hg.). Jahrbuch 2009 der Sozialhilfe Basel. S. 17-22.
- Nadai, E. (2009): *Das Problem der Bodensatzrosinen. Interinstitutionelle Kooperation und die forcierte Inklusion von Erwerbslosen*. In: Sozialer Sinn. Zeitschrift für hermeneutische Sozialforschung. 10. Jg. (1). S. 55-71.
- Nadai, E. (2009): *Ein Rädchen im Getriebe – Entgrenzung der Sozialen Arbeit im Aktivierungsregime*. In: Kurswechsel. Zeitschrift für gesellschafts-, wirtschafts- und umweltpolitische Alternativen. (3; «Kritische Soziale Arbeit»). S. 26-34.
- Pallage, St., Scruggs, L. & Zimmermann, Ch. (2009): *Unemployment Insurance Generosity: A Transatlantic Comparison*. Annals of Economics and Statistics / Annales d'Économie et de Statistique, 95/96, pp. 15-23. (Labor Market Outcomes: A Transatlantic Perspective).
- Parlamentarische Verwaltungskontrolle (PVK) (2008): *Evaluation der Führung und Beaufsichtigung der Arbeitslosenversicherung durch den Bund: Bericht der Parlamentarischen Verwaltungskontrolle zuhanden der Geschäftsprüfungskommission des Ständerates vom 27. März 2008*. Bern: Parlamentarische Verwaltungskontrolle (PVK), Parlamentsdienste.
- Perret, V. [et al.] (2007): *Les cantons suisses face au chômage: fédéralisme et politiques de l'emploi* Paris: L'Harmattan. (Collection Logiques sociales).
- Schallberger, P. (2010): *Praxis der Aktivierung: eine Untersuchung von Programmen zur vorübergehenden Beschäftigung*. Konstanz: UVK.
- Schmid, G. (2011): *Übergänge am Arbeitsmarkt: Arbeit, nicht nur Arbeitslosigkeit versichern*. Berlin: Edition Sigma.
- Sheldon G. (2008): *Entwicklung der Performance der öffentlichen Stellenvermittlung der Schweiz im Zeitraum 1998–2007*. SECO Publikation Arbeitsmarktpolitik No 26. Bern: Staatssekretariat für Wirtschaft SECO
- Staatssekretariat für Wirtschaft SECO (2011): *Arbeitsmarktliche Massnahmen: ein erster Schritt zur Wiedereingliederung*. Bern: Staatssekretariat für Wirtschaft SECO. (Info-Service).
- Staatssekretariat für Wirtschaft SECO (2010): *Berufliche Vorsorge für arbeitslose Personen gemäss AVIG und BVG: Ergänzungsinformation zum Info-Service «Arbeitslosigkeit»: ein Leitfaden für Versicherte*. Bern: Eidgenössisches Volkswirtschaftsdepartement EVD. (Direktion für Arbeit, Arbeitsmarkt/Arbeitslosenversicherung. Unter Mitw. der Stiftung Auffangeinrichtung BVG. Info-Service).

Stähler, N. (2007): *Employment protection and unemployment: a theoretical analysis evaluating recent policy proposals*. Frankfurt a.M.; Bern [etc.]: P. Lang. (European university studies. Series 5, Economics and management; vol. 3246).

Steiger, H. M. (2007): *Labour market policy in Switzerland: institutions, design, effects*. St. Gallen: Universität St. Gallen. (Diss. Wirtschaftswissenschaften).

Svoboda, D. (2007): *Hochschulabsolventen unter Druck: ALV-Revision*. Der Arbeitsmarkt, 11, pp. 29-32.

Tabin, J.-P. (2011): *Les évolutions de l'assurance chômage en Suisse. Le rôle du mouvement syndical*. Chronique internationale de l'IRES (Institut de recherches économiques et sociales), 129, pp. 24-34.

Troi, A. (2007): *Berufliche Integration unter Zwang: über die anspruchsvolle Aufgabe der Beurteilung von Vermittelbarkeit und Arbeitsfähigkeit unter Zwang*. Zürich: Hochschule für Soziale Arbeit, Zürich. (Diplomarbeit Hochschule für Soziale Arbeit Zürich).

Weder, R. & Wyss S. (2010): *Arbeitslosigkeit unter niedrig Qualifizierten: die Rolle der Globalisierung: eine empirische Analyse für die Schweiz*. SECO-Publikation. Arbeitsmarktpolitik Nr. 29. Bern: Staatssekretariat für Wirtschaft SECO

Wernli, S. L. (2007): *Projekt Aarlink: die Zusammenarbeit zwischen einer Organisation zur beruflichen Integration und einer Stellenvermittlungsfirma*. Zürich: Hochschule für Soziale Arbeit. (Diplomarbeit Hochschule für Soziale Arbeit Zürich).

6 Assurance-maladie / Assurance-accidents

Aaron, H. J. (2008): *Reforming medicare: options, tradeoffs and opportunities*. Washington, DC: Brookings Institution Press.

Bächinger, St. (2007): *Hilft Wettbewerb dem schweizerischen Gesundheitswesen?: Ausgewählte Aspekte*. St. Gallen: Universität St. Gallen. (Masterarbeit).

Baldschun, K. (2008): *Solidarität und soziales Schutzprinzip in der gesetzlichen Unfallversicherung: die Anwendbarkeit des Europarechts auf mitgliedstaatliche Systeme der sozialen Sicherung am Beispiel der Berufsgenossenschaften*. Berlin: Duncker & Humblot. (Schriften zum Sozial- und Arbeitsrecht; Band 267).

Balthasar, A., Bieri, O. & Gysin B. (2008): *Monitoring 2007. Die sozialpolitische Wirksamkeit der Prämienverbilligung in den Kantonen*. Bern: Bundesamt für Gesundheit BAG.

Bayer-Oglesby, L. & Höpflinger, F. (2010): *Statistische Grundlagen zur regionalen Pflegeheimplanung in der Schweiz. Methodik und kantonale Kennzahlen*. Obsan Bericht 47. Neuchâtel: Schweizerisches Gesundheitsobservatorium Obsan.

Camenzind, P. (2008): *Erklärungsansätze regionaler Kostenunterschiede im Gesundheitswesen. Analyse der internationalen gesundheitsökonomischen und gesundheitsstatistischen Literatur – mit besonderem Fokus auf die Schweiz*. Arbeitsdokument 30. Neuchâtel: Schweizerisches Gesundheitsobservatorium Obsan.

Beck, K. (Hrsg.) (2011): *Risiko Krankenversicherung: Risikomanagement in einem regulierten Krankenversicherungsmarkt*. Bern: Haupt.

- Bétrisey C. & Jaccard Ruedin, H. (2007): *Evolution du taux d'activité en médecine ambulatoire entre 1998 et 2004. Analyse de l'activité médicale à la charge de l'Assurance Obligatoire de Soins*. Arbeitsdokument 29. Neuchâtel: Schweizerisches Gesundheitsobservatorium Obsan.
- Böckmann, R. (2011): *Quo vadis, PKV?: Eine Branche mit dem Latein am Ende?* Wiesbaden: Verlag für Sozialwissenschaften / Springer Fachmedien Wiesbaden GmbH.
- Bollier, G. E. (2009): *Langsameres Wachstum, höhere Prämien: die Unfallversicherung*. Schweizer Personalvorsorge, 22 (1), pp. 49-51.
- Bollier, G. E. (2009): *Moins de croissance, plus de primes: l'assurance accidents*. Prévoyance professionnelle suisse, 22 (1), pp. 51-52.
- Bossart, A. (2007): *Die Aufhebung des Kontrahierungszwanges in der obligatorischen Krankenpflegeversicherung zwischen ambulant tätigem Arzt und Krankenversicherer*. St. Gallen: Hochschule für Wirtschafts-, Rechts- und Sozialwissenschaften.
- Bovay, B., Udry, Ch.-A. & Lopreno, D. (2007): *LAI et LAA: révision ou négation?*. Lausanne [etc.]: MPS, Mouvement pour le socialisme: Editions Page deux. (Cahiers La brèche; no 2).
- Brechbühl, J. (2007): *Ungewisse Zukunft für die Revision der Unfallversicherung*. Schweizer Personalvorsorge, 20 (10), pp. 19-20.
- Brechbühl, J. (2007): *Avenir incertain pour la révision de l'assurance accidents*. Prévoyance professionnelle suisse, 20 (10), pp 21-22.
- Camenisch, D. (2008): *Case Management in der Krankenversicherung*. Care Management, 1 (2), pp. 36-37.
- Dionne, G. (Hrsg.) (2009): *Special issue on long-term care insurance and health insurance*. Malden, MA: Wiley Periodicals. (The journal of risk and insurance, 76, 1 = Special issue).
- Eekhoff, J. [et al.] (2008): *Bürgerprivatversicherung: ein neuer Weg im Gesundheitswesen*. Tübingen: Mohr Siebeck.
- Eugster, G. (2010): *Bundesgesetz über die Krankenversicherung (KVG)*. Zürich [etc.]: Schulthess. (Rechtsprechung des Bundesgerichts zum Sozialversicherungsrecht).
- Eugster, P. (2009): *Capping Risk Adjustment?* Zürich: Sozialökonomisches Institut. (Working paper/Socioeconomic Institute, University of Zurich, No. 0915).
- Frésard-Fellay, G. (2007): *Le recours subrogatoire de l'assurance-accidents sociale contre le tiers responsable ou son assureur*. Zurich [etc.]: Schulthess. (Travaux de la Faculté de droit de l'Université de Fribourg, 261).
- Frey, M., Liechti, D. & Feer, M. (2011): *Direkte Gesundheitsausgaben der privaten Haushalte. Out-Of-Pocket-Zahlungen und Kostenbeteiligungen in der Schweiz und im internationalen Vergleich*. Obsan Dossier 17. Neuchâtel: Schweizerisches Gesundheitsobservatorium Obsan.
- Frick, U. & Frick, H. (2010): *«Heavy Use» in der stationären Psychiatrie der Schweiz? Ergebnisse aus der Medizinischen Statistik der Krankenhäuser*. Obsan Dossier 11. Neuchâtel: Schweizerisches Gesundheitsobservatorium Obsan.
- Frick, U. & Frick, H. (2010): *«Drehtüre» in der stationären Psychiatrie der Schweiz? Mythos oder empirische Realität?* Obsan Dossier 12. Neuchâtel: Schweizerisches Gesundheitsobservatorium Obsan.

Gächter, T. (2009): *Preisgestaltungsmechanismen in der Sozialversicherung: das schweizerische System der Preisgestaltung von Medikamenten in der Krankenversicherung im Vergleich*. Istanbul: Yeditepe Üniversitesi, Hukuk Fakültesi. (Bilim ve uygulamada ilaç ve hukuk uluslararası sempozyumu, 4-6, pp. 171-185).

Gächter, T. [et al.] (Hrsg) (2009): *Rechtsfragen zum Krankheitsbegriff: Entwicklungen in der Praxis: Tagungsband. (8. Zentrumstag des Luzerner Zentrums für Sozialversicherungsrecht) (LuZeSo)*. Bern: Editions Weblaw. (Edition Weblaw. 2, Colloquium, 10).

Geertsen, P. (2011): *Das Komplementärrentensystem der Unfallversicherung zur Koordination von UVG-Invalidenrenten mit Rentenleistung der 1. Säule (Art. 20 Abs. 2 UVG)*. Zürich [etc.]: Dike Verlag. (St. Galler Schriften zur Rechtswissenschaft; Bd. 18).

Grolimund, N. (2010): *Entterritorialisierung der Gesundheitsdienstleistungen in der EU und in der Schweiz*. Zürich [etc.]: Schulthess. (Zürcher Studien zum öffentlichen Recht; 190).

Gross Hawk, B. (2008): *Selbständige nichtärztliche Medizinalpersonen in der freien Praxis: wie viel Freiheit belässt ihnen das Krankenversicherungsrecht?* Zürich [etc.]: Schulthess. (Schriften zum Sozialversicherungsrecht; 19).

Guillod, O. [et al.] (2007): *Droit aux soins*. Berne: Editions Weblaw. (Editions Weblaw. 2, Colloquium; 5. 13ème Journée de droit de la santé de l'Institut de droit de la santé, Université de Neuchâtel).

Haber Kern, K. & Szydlik, M. (2010): *State Care Provision, Societal Opinion and Children's Care of Older Parents in 11 European Countries*. Ageing & Society, 30 (2), pp. 299-323.

Hagist, Ch. (2008): *Demography and social health insurance: an international comparison using generational accounting*. Baden-Baden: Nomos. (Beiträge zum Gesundheitsmanagement; Band 19).

Hammer, St., Martin Peter, M. & Trageser, J. (2008): *Wettbewerb im Gesundheitswesen: Auslegung*. Forschungsprotokoll 9. Neuchâtel: Schweizerisches Gesundheitsobservatorium OBSAN.

Hefti, Ch. & Frey, M. (2008): *Die Entwicklung der Versicherungslandschaft in der Krankenversicherung 1996–2006*. Forschungsprotokoll 8. Neuchâtel: Schweizerisches Gesundheitsobservatorium OBSAN.

Hoffmann, F. & Leichsenring, K. (2011): *Quality management by result-oriented indicators: Towards benchmarking in residential care for older people*. Policy Briefs. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.

Hoffmann, F. & Rodrigues, R. (2010): *Informal Carers: Who Takes Care of Them?*. Policy Briefs. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.

Höpflinger, F., Bayer-Oglesby, L. & Zumbunn, A. (2011): *Pflegebedürftigkeit und Langzeitpflege im Alter. Aktualisierte Szenarien für die Schweiz*. Bern: Hans Huber Verlag.

Huber, M., Rodrigues, R., Hoffmann, F., Gasior, K. & Marin, B. (2009): *Facts and Figures on Long-Term Care Europe and North America*. Other EC Publications (Books & Reports). Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.

Huber, P. M. (2011): *Die Weiterentwicklung des Risikostrukturausgleichs in der gesetzlichen Krankenversicherung durch das GKV-WVG: verfassungs-, verwaltungs- und sozialrechtliche An-*

forderungen. Frankfurt a.M., Bern [etc.]: P. Lang. (Speyerer Schriften zu Gesundheitspolitik und Gesundheitsrecht, Bd. 6).

Igel, Ch. (2008): *Zur Finanzierung von Kranken- und Pflegeversicherung: Entwicklung, Probleme und Reformmodelle*. Frankfurt a.M.; Bern [etc.]: P. Lang. (Allokation im marktwirtschaftlichen System, Bd. 58).

Jaccard Ruedin, H., Marti, M., Sommer, H., Bertschy, K. & Leoni, Ch. (2010): *Soins de longue durée – Comparaison des coûts par cas dans le canton du Tessin*. Obsan Bericht 36. Neuchâtel: Schweizerisches Gesundheitsobservatorium Obsan.

Jaccard Ruedin, H., Roth, M., Bétrisey, C., Marzo, N. & Busato, A. (2007): *Offre et recours aux soins médicaux ambulatoires en Suisse*. Arbeitsdokument 22. Neuchâtel: Schweizerisches Gesundheitsobservatorium Obsan.

Kaufmann, St. (2011): *Generationensolidarität in Gefahr: Krankenversicherung*. Schweizer Personalvorsorge, 24 (1), pp. 45-46.

Kieser, U. (2011): *Wirtschaftlichkeitsverfahren in der Krankenversicherung: neueste Entwicklungen und eine Würdigung*. Zürich: HILL. (Fachartikel N. 2).

Kieser, U. (2008): *Eine neue Verfassungsgrundlage für die Krankenversicherung?*. Aktuelle juristische Praxis, 17 (3), pp. 324-330.

Kool, J., Wieser, S., Dettling, M. & Brügger, U. (2008): *Entwicklung einer Patientenklassifikation (PCS) für leistungsabhängige Tarife in der Rehabilitation*. Winterthur: Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften ZHAW.

Gerritzen, B. & Kirchgässner, G. (2011): *Leistungsfähigkeit und Effizienz von Gesundheitssystemen: Die Schweiz im internationalen Vergleich*. Bern: Staatssekretariats für Wirtschaft SECO.

Klein, H. [et al.] (Hrsg.) (2010): *Krankenversicherung und grenzüberschreitende Inanspruchnahme von Gesundheitsleistungen in Europa*. Baden-Baden: Nomos. (Beiträge zum Internationalen Symposium am 4.-5. Mai 2009 im Hessischen Landessozialgericht in Darmstadt).

Kraft, P. (2007): *Pflegekosten: Krankenversicherung übernimmt die Heilbehandlungen: wie wird die Pflege heute finanziert?*. infosantésuisse: Magazin der Schweizer Krankenversicherer, 5, pp. 12.

Landolt, H. (2010): *Die neue Pflegefinanzierung*. Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge, 54 (1), pp. 18-34.

Leichsenring, K. (2008): *A Major Policy Impact of the European Centre's Consultancy: A New Long-term Care Scheme for Bolzano-Alto-Adige (Italy)*. Policy Briefs. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.

Leu, A. (2008): *Die Unfallversicherung für arbeitslose Personen*. Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge, 52 (3), pp. 261-277.

Leu, R. E. [et al.] (2008): *The Swiss and the Dutch health care systems compared: a tale of two systems*. Baden-Baden: Nomos. (Gesundheitsökonomische Beiträge; Band 53).

Longchamp, C. [et al.] (2010): *Ambivalente Beurteilung von Managed-Care-Versorgungsmodellen: Schlussbericht zum Gesundheitsmonitor 2010*. Basel: Interpharma, Verband der forschenden pharmazeutischen Firmen der Schweiz.

Maillard, P.-Y. (2010): *Soigner l'assurance maladie!: d'une concurrence illusoire à des coopérations efficaces*. Lausanne: Favre.

- Margraf, J. (2009): *Kosten und Nutzen der Psychotherapie. Eine kritische Literaturlauswertung*. Berlin Heidelberg: Springer Verlag.
- Meyer, K. (Hrsg.) (2009): *Gesundheit in der Schweiz. Nationaler Gesundheitsbericht 2008*. Buchreihe des Schweizerischen Gesundheitsobservatoriums Obsan. Bern: Verlag Hans Huber.
- Milenkovic, N., Schelling, S. & Margraf, J. (2008): *Wirksamkeit und Kosten-Nutzen-Verhältnis von Psychotherapien. Literaturübersicht*. Forschungsprotokoll 4. Neuchâtel: Schweizerisches Gesundheitsobservatorium Obsan.
- Moser M. (2009): *Zur Einführung der monistischen Spitalfinanzierung in der Krankenversicherung*. Bern: Bundesamt für Gesundheit BAG.
- Müller, A., Boesch, H.-J. & Kraft, E. (2008): *Inzidenzanalyse in der Obligatorischen Krankenpflegeversicherung. Eine Machbarkeitsstudie*. Forschungsprotokoll 7. Neuchâtel: Schweizerisches Gesundheitsobservatorium Obsan.
- Näf, F. & Neuenschwander, P. (2010): *Freiwillige in der Palliative Care. Verbreitung, Formen, Motivationen*. Bern: Berner Fachhochschule, Fachbereich Soziale Arbeit.
- Nationale Plattform Gesundheitsversorgung für Sans-Papiers (2007): *Patientinnen und Patienten ohne Aufenthaltsrecht und ohne Krankenversicherung: rechtliche Situation und Möglichkeiten der medizinischen Behandlung von Sans-Papiers*. Wabern: Nationale Plattform Gesundheitsversorgung für Sans-Papiers.
- Oberhänsli, D. (2008): *Sonderfälle und Neuigkeiten bei der obligatorischen Unfallversicherung (UVG): Neuerungen ab 1.1.2008 und Besonderheiten im UVG*. TREX, 15 (1), pp. 36-38.
- Oggier, W. [et al.] (2008): *Handbuch Gesundheitswesen Schweiz im Umbruch*. Sursee: eHealth-Care.ch.
- Olsen, J. A. (2009): *Principles in health economics and policy*. Oxford: Oxford University Press.
- Ospelt-Niepelt, R., Egli, K. & Stutz Steiger, Th. (2010): *Patientenbildung in der Schweiz: aktuelle Angebote*. Zürich: Careum. (Caerum Working Paper; 6).
- Parlamentarische Verwaltungskontrolle (PVK) (2008): *Bestimmung und Überprüfung ärztlicher Leistungen in der obligatorischen Krankenpflegeversicherung*. Bericht der Parlamentarischen Verwaltungskontrolle zuhanden der Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates vom 21. August 2008. Bern: Parlamentarische Verwaltungskontrolle (PVK).
- Pfister, F. M. (2011): *Das duale Krankenversicherungssystem in Deutschland nach dem GKV-WSG: gesundheitsökonomische Analyse der Allokation unter besonderer Berücksichtigung von Gerechtigkeit und Nachhaltigkeit*. Frankfurt a.M.; Bern [etc.]: P. Lang.
- Pitschas, R. (Hrsg.) (2008): *Gesetzliche Krankenversicherung und Wettbewerb: auf dem Weg zu einer wirklichen Gesundheitsreform*. Frankfurt a.M.; Bern [etc.]: P. Lang. (Speyerer Schriften zu Gesundheitspolitik und Gesundheitsrecht; Bd. 2).
- Pitschas, R. (Hrsg.) (2007): *Finanzreform in der gesetzlichen Krankenversicherung und Zukunft des Risiko-Strukturausgleichs*. Frankfurt a.M.; Bern [etc.]: P. Lang. (Speyerer Schriften zu Gesundheitspolitik und Gesundheitsrecht, Bd. 1).
- Plagemann, H. (2008): *Aktuelle Entwicklungen im Recht der gesetzlichen Unfallversicherung*. Neue juristische Wochenschrift, 61, pp. 2150-2156.
- Prieur, Y. (2008): *Unzureichender Schutz der Gesundheitsdaten bei den Krankenversicherern: am Beispiel von fünf bekannten Problembereichen*. Bern: Weblaw. (Jusletter, 18.02.2008).

- Riedel, M. & Neuenschwander, P. (2010): *Qualitätstransparenz in der Hausarztmedizin, Ergebnisse der repräsentativen Befragung*. Bern: Berner Fachhochschule, Fachbereich Soziale Arbeit.
- Riemer-Kafka, G. (2008): *Die Stellung der Unfallversicherung im Rahmen des schweizerischen Sozialversicherungssystems*. Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge, 52 (3), pp. 202-222.
- Rhinow, R. A. (2007): *Aufsicht in der Krankenversicherung: wo steht der Branchenverband «santésuisse»?.* In: Schweizerische Vereinigung für Verwaltungsorganisationsrecht, SVVOR / Association suisse du droit public de l'organisation, ASDPO. Verwaltungsorganisationsrecht – Staatshaftungsrecht – öffentliches Dienstrecht. Bern: Stämpfli, pp. 57-77. (Jahrbuch / Annuaire, 2006).
- Rodrigues, R. & Schmidt, A. (2010): *Paying for Long-term Care*. Policy Briefs. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.
- Rossini, St. (2010): *Le système de santé: assurances, médecine, soins et prévention*. Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Roth, S. & Moreau-Gruet, F. (2011): *Consommation et coût des médicaments en Suisse. Analyse des données de l'Enquête suisse sur la santé 2002 et 2007 et des données de l'assurance obligatoire des soins de 1998 à 2009*. Obsan Bericht 50. Neuchâtel: Schweizerisches Gesundheitsobservatorium Obsan.
- Ruppe, G. (2011): *Active Ageing and Prevention in the Context of Long-Term Care. Rethinking Concepts and Practices*. Policy Briefs. Wien: European Centre for Social Welfare Policy and Research.
- Rütschi, Ch. (2008): *Health and health insurance in Switzerland: an empirical investigation*. Berlin: dissertation.de.
- Sager, F., Rüfli, Ch. & Wälti, M. (2010): *Schnittstellen zwischen ambulanter und stationärer Versorgung. Möglichkeiten der Steuerung durch die Kantone*. Obsan Dossier 10. Neuchâtel: Schweizerisches Gesundheitsobservatorium Obsan.
- Schlegel, R. (2007): *Gesetzliche Krankenversicherung im Europäischen Kontext: ein Überblick*. Die Sozialgerichtsbarkeit, 12, pp. 700-712.
- Schweizerischer Bundesrat (2008): *Botschaft zur Änderung des Bundesgesetzes über die Unfallversicherung (Unfallversicherung und Unfallverhütung; Organisation und Nebentätigkeiten der SUVA.)* Bern: BK. (Bundesblatt 160, Nr. 26, pp. 5395-5492).
- Sormani-Bastian, L. (2007): *Vergaberecht und Sozialrecht: unter besonderer Berücksichtigung des Leistungserbringungsrechts im SGB V (Gesetzliche Krankenversicherung)*. Frankfurt a.M.; Bern [etc.]: P. Lang. (Frankfurter Schriften zur Gesundheitspolitik und zum Gesundheitsrecht, Bd. 5).
- Steiner, O. (2007): *Die Abschaffung der Unfallversicherung: eine Untersuchung zur Ungleichbehandlung von Unfall und Krankheit im schweizerischen und niederländischen Sozialrecht*. Zürich [etc.]: Schulthess. (Schriften zum Sozialversicherungsrecht; 16).
- Steiner, O. (2007): *Die Unfallversicherung – ein Auslaufmodell?: Krankheit und Unfall im Sozialversicherungsrecht*. Schweizer Personalvorsorge, 20 (8), pp. 81-83.
- Steiner, O. (2007): *L'assurance accidents – un modèle sur le déclin?: Maladie et accidents dans le droit des assurances sociales*. Prévoyance professionnelle suisse, 20 (8), pp. 85-86.

- Sturny, I. & Camenzind, P. (2011): *Erwachsene Personen mit Erkrankungen – Erfahrungen im Schweizer Gesundheitssystem im internationalen Vergleich. Auswertung des International Health Policy Survey 2011 des Commonwealth Fund im Auftrag des Bundesamtes für Gesundheit (BAG)*. Obsan Dossier 18. Neuchâtel: Schweizerisches Gesundheitsobservatorium Obsan.
- Suva (2007): *Wegleitung der SUVA durch die Unfallversicherung*. Luzern: SUVA, Schweizerische Unfallversicherungsanstalt.
- Tabin, J.-P., I. Probst, et al. (2010): *Penser l'accident du travail*. In: David, T., Groebner, V., Schaufelbuehl, J. M. & Studer, B.. *La production des inégalités*. (pp. 121-130). Zürich: Chronos.
- Uhlmann, B. (2011): *Die schweizerische Krankenversicherungspolitik: zwischen Veränderung und Stillstand*. Chur (etc.): Rüegger. (Politikanalyse; Bd. 9).
- Usinger-Egger, P. (2008): *Unfallversicherung unter Berücksichtigung der Militärversicherung und der Erwerbsersatzordnung*. Bern [etc.]: Haupt. (Repetitorium zum Sozialversicherungsrecht; Bd. 4).
- Weaver, F., Jaccard Ruedin, H., Pellegrini, S. & Jeanrenaud, C. (2008): *Les coûts des soins de longue durée d'ici à 2030 en Suisse*. Arbeitsdokument 34. Neuchâtel: Schweizerisches Gesundheitsobservatorium Obsan.
- Wellmann, H. & Lempert-Horstkotte, J. (2009): *Die präventiven Potentiale der Unfallversicherung: zwischen Good Practice und verpassten Reformchancen*. Berlin: Edition Sigma. (Forschung aus der Hans-Böckler-Stiftung; 107).
- Wendt, C. (2009): *Krankenversicherung oder Gesundheitsversorgung?: Gesundheitssysteme im Vergleich*. Wiesbaden: Verlag für Sozialwissenschaften.
- Widmer, M. & Weaver, F. (2011): *Der Einfluss von APDRG auf Aufenthaltsdauer und Rehospitalisierungen. Auswirkungen von Fallpauschalen in Schweizer Spitälern zwischen 2001 und 2008*. Obsan Bericht 49. Neuchâtel: Schweizerisches Gesundheitsobservatorium Obsan.
- Wille, E., Ulrich, V. & Schneider, U. (Hrsg) (2007): *Wettbewerb und Risikostrukturausgleich im internationalen Vergleich: Erfahrungen aus den USA, der Schweiz, den Niederlanden und Deutschland*. Baden-Baden: Nomos-Verlagsgesellschaft. (Beiträge zum Gesundheitsmanagement; Bd. 17).
- Wolf, S. (2010): *Das moralische Risiko der GKV im Spannungsfeld zwischen Solidarität und Eigenverantwortung*. Frankfurt a.M.; Bern [etc.]: P. Lang. (Schriften zum deutschen und europäischen Arbeits- und Sozialrecht, Bd. 18).
- Zanoni, U. (2009): *Krankenkasse optimieren: idealer Versicherungsschutz, tiefere Prämien*. Zürich: Beobachter.
- Zumbrunn, A., Bayer-Oglesby, L. & Roth, M. (2010): *Grenzüberschreitende Zusammenarbeit Deutschland – Schweiz im Gesundheitswesen. Evaluation des Pilotprojektes in der Grenzregion Basel-Stadt / Basel-Landschaft / Landkreis Lörrach (Phase I)*. Obsan Bericht 37. Neuchâtel: Schweizerisches Gesundheitsobservatorium Obsan.
- Zweifel, P. & Tai-Seale, M. (2009): *An Economic Analysis of Payment for Health Care Services: The United States and Switzerland Compared*. *International Journal of Health Care Finance and Economics*. (Vol. 9, No. 2, Special Issue on Provider Payment Incentives, pp. 197-210).

7 Statistiques

Staatssekretariat für Wirtschaft SECO (2011): *Arbeitslosigkeit in der Schweiz 2010. Registrierte Stellensuchende und Arbeitslose. Bezügerinnen und Bezüger von Leistungen aus der Arbeitslosenversicherung*. Statistik der Schweiz. Neuchâtel: Bundesamt für Statistik BFS.

Staatssekretariat für Wirtschaft SECO (2010): *Arbeitslosigkeit in der Schweiz 2009. Registrierte Stellensuchende und Arbeitslose. Bezügerinnen und Bezüger von Leistungen aus der Arbeitslosenversicherung*. Statistik der Schweiz. Neuchâtel: Bundesamt für Statistik BFS.

Staatssekretariat für Wirtschaft SECO (2009): *Arbeitslosigkeit in der Schweiz 2008. Registrierte Stellensuchende und Arbeitslose. Bezügerinnen und Bezüger von Leistungen aus der Arbeitslosenversicherung*. Statistik der Schweiz. Neuchâtel: Bundesamt für Statistik BFS.

Staatssekretariat für Wirtschaft SECO (2008): *Arbeitslosigkeit in der Schweiz 2007. Registrierte Stellensuchende und Arbeitslose. Bezüger von Leistungen aus der Arbeitslosenversicherung*. Statistik der Schweiz. Neuchâtel: Bundesamt für Statistik BFS.

Bundesamt für Statistik BFS (2011): *Die Bevölkerung der Schweiz 2010*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2010): *Die Bevölkerung der Schweiz 2009*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2009): *Die Bevölkerung der Schweiz 2008*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2008): *Die Bevölkerung der Schweiz 2007*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2010): *Szenarien zur Bevölkerungsentwicklung der Schweiz 2010–2060*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2009): *Demografisches Porträt der Schweiz. Ausgabe 2009*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2007): *Demografisches Porträt der Schweiz. Ausgabe 2007*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2009): *Demografisches Verhalten der Familien in der Schweiz 1970 bis 2008*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2008): *Familien in der Schweiz. Statistischer Bericht 2008*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2009): *Erwerbsmodelle, Arbeitsteilung und Kinderbetreuung in Paarhaushalten. Einige Aspekte der Vereinbarkeit von Beruf und Familie: Die Schweiz im internationalen Vergleich*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2008): *Haushaltsszenarien. Entwicklung der Privathaushalte zwischen 2005 und 2030*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2009): *Die Zukunft der Langlebigkeit in der Schweiz*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2011): *Statistischer Sozialbericht Schweiz 2011. Bericht des Bundesrates vom 18.05.2011 in Erfüllung des Postulats «Legislatur. Sozialbericht» (2002 P 01.3788)*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2008): *Armutskindikator für den soziodemografischen Lastenausgleich im Rahmen der NFA. Grundlegende Konzepte, Resultate des Jahres 2006*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2008): *Tieflohne und Working Poor in der Schweiz. Ausmass und Risikogruppen auf der Basis der Lohnstrukturerhebung 2006 und der Schweizerischen Arbeitskräfteerhebung 2006*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2009): *Ausgesteuert – was nun? Analyse der Wiedereingliederung von Personen, die von der Arbeitslosenversicherung ausgesteuert wurden*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2011): *Wichtigste Ergebnisse der Schweizerischen Arbeitskräfteerhebung. SAKE 2010 in Kürze*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2010): *Wichtigste Ergebnisse der Schweizerischen Arbeitskräfteerhebung. SAKE 2009 in Kürze*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2009): *Wichtigste Ergebnisse der Schweizerischen Arbeitskräfteerhebung. SAKE 2008 in Kürze*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2008): *Wichtigste Ergebnisse der Schweizerischen Arbeitskräfteerhebung. SAKE 2007 in Kürze*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2010): *Mehrfacherwerbstätigkeit in der Schweiz. Eine Untersuchung aufgrund der Ergebnisse der Schweizerischen Arbeitskräfteerhebung (SAKE) von 1991 bis 2009*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2009): *Veränderungen beim Zeitaufwand für Haus- und Familienarbeit: 1997–2007. Zeitvergleiche zu den Resultaten aus dem Modul «Unbezahlte Arbeit» 1997, 2000, 2004 und 2007 der Schweizerischen Arbeitskräfteerhebung (SAKE)*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2008): *Erwerbstätigkeit der Personen ab 50 Jahren. Eine Untersuchung zu den Ergebnissen der Schweizerischen Arbeitskräfteerhebung und der Lohnstrukturerhebung*. Neuchâtel.

Guggisberg, J., Künzi, K., Dubach, Ph. & Hüttner, E. (2007): *Statistik Alterssicherung. Analyse der Vorsorgesituation der Personen rund um das Rentenalter anhand der Daten der Schweizerischen Arbeitskräfteerhebung (SAKE) 2002 und 2005*. Neuchâtel: Bundesamt für Statistik BFS.

Bundesamt für Statistik BFS (2010): *Die berufliche Vorsorge in der Schweiz – Kennzahlen der Pensionskassenstatistik 2002–2008*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2009): *Die berufliche Vorsorge in der Schweiz – Kennzahlen der Pensionskassenstatistik 2002–2007*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2008): *Die berufliche Vorsorge in der Schweiz – Kennzahlen der Pensionskassenstatistik 2000–2006*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2007): *Die berufliche Vorsorge in der Schweiz – Kennzahlen der Pensionskassenstatistik 2000–2005*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2011): *Die Schweizerische Sozialhilfestatistik 2009. Nationale Resultate*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2010): *Die Schweizerische Sozialhilfestatistik 2008. Nationale Resultate*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2009): *Die Schweizerische Sozialhilfestatistik 2007. Nationale Resultate*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2008): *Die Schweizerische Sozialhilfestatistik 2006. Nationale Resultate*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2007): *Die Schweizerische Sozialhilfestatistik 2005. Nationale Resultate*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2009): *Sozialhilfe- und Armutsstatistik im Vergleich. Konzepte und Ergebnisse*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2009): *Entwicklung der Sozialfinanzen im Bereich der Sozialen Sicherheit in der Schweiz. Analyse der Resultate der Gesamtrechnung der Sozialen Sicherheit (GRSS) zwischen 1990 und 2007*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2008): *Gesamtrechnung der Sozialen Sicherheit. Resultate für 2006*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2007): *Gesamtrechnung der Sozialen Sicherheit. Resultate für 2004 – Schätzungen für 2005*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2008): *Von Generation zu Generation. Entwicklung der Todesursachen 1970 bis 2004*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2011): *Spitex-Statistik 2011*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2010): *Spitex-Statistik 2009*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2010): *Spitex-Statistik 2008. Tabellen*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2009): *Spitex-Statistik 2007*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2011): *SILC Statistics on Income and Living Conditions. Einkommen und Lebensbedingungen der Haushalte*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2011): *SILC Statistics on Income and Living Conditions. Einkommen und Lebensbedingungen der Haushalte*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2010): *Lebensbedingungen in der Schweiz 2009. Resultate der Erhebung über die Einkommen und die Lebensbedingungen (SILC)*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2007): *SILC 2007 – Statistics on Income and Living Conditions. Einkommen und Lebensbedingungen in der Schweiz. Orientierung für die befragten Haushalte*. Neuchâtel.

Bundesamt für Statistik BFS (2008): *Gleichstellung von Frau und Mann: Die Schweiz im internationalen Vergleich. Eine Auswahl von Gleichstellungsindikatoren in den Bereichen Bildung, Arbeit und Politik*. Neuchâtel.

Bundesamt für Gesundheit BAG (2009): *Statistiken zur Krankenversicherung. Qualitätsindikatoren der Schweizer Akutspitäler 2006. Bericht über die Pilotstudie. Resultate von 29 Spitälern auf freiwilliger Basis*. Bern.

Office fédéral des assurances sociales

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2011): *Schweizerische Sozialversicherungsstatistik 2011 Gesamtrechnung, Hauptergebnisse und Zeitreihen der AHV, IV, EL, BV, KV, UV, EO, ALV, FZ*. Bern.

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2010): *Schweizerische Sozialversicherungsstatistik 2010 Gesamtrechnung, Hauptergebnisse und Zeitreihen der AHV, IV, EL, BV, KV, UV, EO, ALV, FZ*. Bern.

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2009): *Schweizerische Sozialversicherungsstatistik 2009 Gesamtrechnung, Hauptergebnisse und Zeitreihen der AHV, IV, EL, BV, KV, UV, EO, ALV, FZ*. Bern.

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2008): *Schweizerische Sozialversicherungsstatistik 2008 Gesamtrechnung, Hauptergebnisse und Zeitreihen der AHV, IV, EL, BV, KV, UV, EO, ALV, FZ*. Bern.

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2007): *Schweizerische Sozialversicherungsstatistik 2007 Gesamtrechnung, Hauptergebnisse und Zeitreihen der AHV, IV, EL, BV, KV, UV, EO, ALV, FZ*. Bern.

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2011): *AHV-Statistik 2010*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2011): *AHV-Statistik 2010. Tabellenteil*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2010): *AHV-Statistik 2009*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2010): *AHV-Statistik 2009. Tabellenteil*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2008): *AHV-Statistik 2008*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2008): *AHV-Statistik 2008. Tabellenteil*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2007): *AHV-Statistik 2007*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2007): *AHV-Statistik 2007. Tabellenteil*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2007): *Spitex-Statistik 2006*. Statistiken zur sozialen Sicherheit. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2007): *Spitex-Statistik 2006. Tabellenteil*. Statistiken zur sozialen Sicherheit. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2010): *IV-Statistik 2010*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2010): *IV-Statistik 2010. Tabellenteil*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2009): *IV-Statistik Dezember 2009*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2009): *IV-Statistik Dezember 2009. Tabellenteil*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2009): *IV-Statistik 2009*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2009): *IV-Statistik 2009. Tabellenteil*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2008): *IV-Statistik 2008*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2008): *IV-Statistik 2008. Tabellenteil*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2007): *IV-Statistik 2007*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2007): *IV-Statistik 2007. Tabellenteil*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2011): *Statistik der Ergänzungsleistungen zur AHV und IV 2010*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2011): *Statistik der Ergänzungsleistungen zur AHV und IV 2010. Tabellenteil*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2010): *Statistik der Ergänzungsleistungen zur AHV und IV 2009*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2010): *Statistik der Ergänzungsleistungen zur AHV und IV 2009. Tabellenteil*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2009): *Statistik der Ergänzungsleistungen zur AHV und IV 2008*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2009): *Statistik der Ergänzungsleistungen zur AHV und IV 2008. Tabellenteil*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2008): *Statistik der Ergänzungsleistungen zur AHV und IV 2007*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2008): *Statistik der Ergänzungsleistungen zur AHV und IV 2007. Tabellenteil*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2007): *Statistik der Ergänzungsleistungen zur AHV und IV 2006*. Bern

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV (2007): *Statistik der Ergänzungsleistungen zur AHV und IV 2006. Tabellenteil*. Bern

Impressum

Editeur

Office fédéral des assurances sociales, 2012
Secteur Recherche et évaluation

Rédaction

Sabina Littmann-Wernli
Olivier Brunner-Patthey
Gisela Hochuli
Bruno Nydegger Lory
Maria Ritter
Jean-François Rudaz
Andrea Schultheiss
Martin Wicki
Frédéric Widmer

Traduction

Service linguistique de l'OFAS

Contact

Sabina Littmann-Wernli, Dr. oec.,
Responsable du secteur
Recherche et évaluation OFAS
Mél: sabina.littmann@bsv.admin.ch

Copyright

Office fédéral des assurances sociales,
CH-3003 Berne
Reproduction d'extraits autorisée – excepté
à des fins commerciales – avec mention
de la source; copie à l'Office fédéral des assu-
rances sociales.

Diffusion

OFCL, Diffusion publications,
CH-3003 Berne
<http://www.bundespublikationen.admin.ch>

Numéro de commande

318.010.17/12f (version française)
318.010.17/12d (version allemande)